



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 152 N° 003
Le mercredi 28 mai 2025

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 28 mai 2025

La séance est ouverte à 14 heures.

Prière

• (1405)

[Français]

Le Président: Puisque nous sommes mercredi, nous allons maintenant chanter l'hymne national, qui sera entonné par le député d'Argenteuil—La Petite-Nation.

[Les députés chantent l'hymne national.]

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LA RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE

Alana Hirtle (Cumberland—Colchester, Lib.): Monsieur le Président, il y a cinq ans, Portapique, en Nouvelle-Écosse, a vécu une terrible tragédie. Toutefois, ce qui s'est ensuite passé dans ma circonscription est devenu une leçon importante de résilience. Les gens de Portapique n'ont pas seulement survécu; ils se sont organisés. En travaillant avec le club Rotary de Truro, ils ont refusé d'être définis par leurs moments les plus sombres. Grâce à la générosité de donateurs de partout au Canada et au soutien de tous les ordres de gouvernement, ils ont su transformer une tragédie en catalyseur pour la collectivité.

Le 1^{er} juin, nous célébrerons le premier anniversaire de l'ouverture du centre communautaire de Portapique, la preuve que lorsque les gens d'une collectivité s'unissent, ils peuvent créer des espaces pour honorer le passé tout en bâtissant un avenir plus sain et plus heureux. Je remercie ces gens qui sont un exemple à suivre. Merci à la Chambre du temps qu'elle m'a accordé.

* * *

LE SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER DE L'ALBERTA

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Monsieur le Président, le plan des libéraux visant à faire du Canada la plus grande superpuissance énergétique au monde n'est qu'une promesse creuse. Où sont les investissements dans les infrastructures? Où est l'engagement à abroger les lois anti-énergie des libéraux qui sont néfastes pour l'emploi et qui ont été adoptées lors de la dernière législature?

Les Albertains veulent savoir si le gouvernement comprend l'importance de nos combustibles fossiles propres et éthiques pour l'économie canadienne et le monde. Le discours du Trône n'est-il que de belles paroles ou les libéraux sont-ils enfin prêts à faire face

à la réalité? Les produits de l'Alberta sont recherchés, mais la méthode de livraison fait défaut.

L'ancien premier ministre a dit à ceux qui cherchaient à acheter du pétrole et du gaz canadiens qu'ils ne voulaient pas vraiment en acheter. Le nouveau premier ministre s'engagera-t-il à construire un pipeline ouest-est pour acheminer le pétrole et le gaz de l'Alberta vers les marchés canadiens et européens? Les Albertains veulent le savoir.

* * *

WHITBY

Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec un profond sentiment de gratitude et d'humilité que je prends la parole pour la première fois en cette 45^e législature. Je remercie les gens de Whitby de m'avoir accordé leur confiance pour une troisième fois. C'est l'honneur de ma vie de les servir depuis 2019, et je reste plus que jamais déterminé à obtenir des résultats qui amélioreront la vie des habitants de notre collectivité.

Je remercie infiniment les incroyables bénévoles et partisans qui ont investi temps et énergie pour propulser notre campagne. Ils y ont mis tout leur cœur, jouant ainsi un rôle déterminant dans sa réussite. Je remercie ma merveilleuse famille, mon épouse Suze, mes filles Alexis et Brooke, ma belle-mère Verna et mon neveu Ryan de leur soutien indéfectible et de tous leurs sacrifices. Leur appui m'est inestimable.

De nombreux défis nous attendent, mais nos priorités sont claires: protéger la souveraineté du Canada, régler les problèmes d'abordabilité, assurer la sécurité des collectivités et bâtir l'économie la plus forte du G7. J'ai hâte de contribuer à la vaillante équipe qui livrera des résultats pour les Canadiens.

* * *

PARRY SOUND—MUSKOKA

Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, c'est empreint d'une grande humilité que je prends la parole aujourd'hui pour remercier les incroyables gens de Parry Sound—Muskoka, qui, pour la troisième fois, m'ont accordé leur confiance pour les représenter en cette enceinte.

Évidemment, ce siège ne m'appartient pas; il appartient aux gens que je représente. Je suis honoré de servir les habitants de notre magnifique région, depuis la majestueuse rivière des Français, au nord, jusqu'à l'historique voie navigable Trent-Severn, au sud, des berges accidentées de la baie Georgienne aux sommets du parc Algonquin.

Déclarations de députés

Tout au long de la campagne électorale, d'innombrables personnes m'ont fait savoir quels enjeux sont importants pour elles: le coût de la vie, la sécurité dans les rues, la protection des droits des chasseurs et, bien entendu, le prix scandaleux des habitations. Aujourd'hui, je tiens à assurer à tous les gens de Parry Sound—Muskokoka que je suis ici pour défendre leurs intérêts et faire entendre leur voix à la Chambre des communes, la Chambre du peuple. Ils m'ont accordé leur confiance, et je promets de mériter cette confiance tous les jours.

* * *

[Français]

LA RELÈVE DANS ARGENTEUIL—LA PETITE-NATION

Stéphane Lauzon (Argenteuil—La Petite-Nation, Lib.): Monsieur le Président, je tiens aujourd'hui à souligner avec fierté le talent exceptionnel de trois jeunes de ma circonscription qui se sont illustrés aux Olympiades québécoises des métiers et des technologies, tenues à Québec du 7 au 10 mai 2025.

En cuisine, Théolie Lajoie a remporté la médaille d'or, démontrant une maîtrise remarquable de son art. En mécanique industrielle, Mathis Rozon a également mérité la médaille d'or, preuve de son ingéniosité et de sa rigueur. En pâtisserie, Geneviève De Melo a décroché la médaille de bronze, soulignant son talent prometteur dans ce métier exigeant.

Ces trois médaillés étudient au CFP Innovation Outaouais, une institution de ma circonscription qui forme la relève avec passion et excellence. Je les félicite chaleureusement pour leur travail, leur persévérance et leur réussite. Ils sont une source d'inspiration pour toute une communauté, et nous sommes extrêmement fiers d'eux.

Bravo à Théolie, Mathis et Geneviève.

* * *

● (1410)

[Traduction]

LA MARQUE DE BÉTAIL NATIONALE

Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, au cours de la dernière législature, j'ai présenté un projet de loi d'initiative parlementaire qui sera bientôt présenté de nouveau. Ce projet de loi visant à reconnaître une marque de bétail nationale comme symbole du Canada, vise à reconnaître et à promouvoir le rôle des agriculteurs, des éleveurs et de tout le secteur de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que de tant d'autres dans notre histoire, comme les pionniers, les peuples autochtones, les travailleurs des industries primaires, comme les mines et le secteur pétrolier, les chasseurs, les trappeurs et toutes les autres personnes qui ont joué un rôle dans l'édification de notre pays d'un océan à l'autre.

Comme j'ai l'intention de quitter mes fonctions dès que possible, j'espère que la discussion sur cette question importante se poursuivra. Cette marque de bétail, un symbole héraldique qui serait ajouté à la liste nationale des symboles canadiens, serait un moyen approprié de mettre en valeur tout un pan de l'histoire de notre pays. À un moment où l'unité nationale est en jeu, ce projet de loi est important et son adoption montrerait que la culture de l'Ouest et des pionniers a joué et continue de jouer un rôle de premier plan dans l'édification du Canada. Les conservateurs le comprennent. J'espère que tous les députés appuieront ce projet de loi.

L'ÉDUCATION CIVIQUE DANS LES ÉCOLES

Kristina Tesser Derksen (Milton-Est—Halton Hills-Sud, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite aujourd'hui raconter l'expérience des classes de 4^e et de 5^e année de l'école publique Glen Williams de Georgetown, en Ontario, ainsi que celle de leurs enseignants et parents dévoués, qui se trouvent actuellement à Ottawa.

Ces enseignants ont demandé à leurs élèves de présenter leur vision pour l'avenir du Canada dans une lettre. Le résultat a été tellement remarquable qu'il a attiré une attention nationale et a donné lieu à une visite du premier ministre.

Je remercie les enseignants de tout le Canada qui offrent ce type d'éducation civique dans leur école. Je suis persuadée que nous conviendrons tous que l'éducation est le fondement d'un pays fort, uni et empreint de compassion.

Les dirigeants devraient être des modèles pour les jeunes Canadiens. Voilà qui me rappelle — et j'espère qu'il en est de même pour mes collègues — que nous devons toujours diriger avec respect, intégrité et détermination, car les enfants nous regardent.

* * *

[Français]

LA JOURNÉE MONDIALE DU LAIT

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, dans quelques jours, ce sera la Journée mondiale du lait.

Levons nos verres pour célébrer cet aliment aussi simple qu'essentiel. Le lait a traversé les âges et les cultures et c'est bien plus qu'une simple boisson; c'est un trésor de bienfaits. Il nourrit notre corps, renforce nos os et complète bien nos bols de céréales en matinée comme nos desserts sucrés en soirée. La Journée mondiale du lait est aussi l'occasion de célébrer l'engagement des producteurs qui, chaque jour, avec passion et persévérance, nous offrent cette richesse. C'est une journée pour réfléchir à la manière dont le lait parvient à nos tables grâce à un travail invisible pour la plupart d'entre nous, mais essentiel.

Aujourd'hui, pensons à ce verre de lait et au système de gestion de l'offre qui le soutient comme il soutient aussi nos agriculteurs, qui se lèvent tous les matins et qui assurent le dynamisme de nos régions.

Je souhaite à tous la santé et une joyeuse Journée mondiale du lait.

* * *

[Traduction]

FÉLICITATIONS À UN CENTENAIRE

Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, il y a 100 ans aujourd'hui, à Waterloo, en Ontario, naissait Albert Christian. À 17 ans, dans le salon de coiffure pour hommes du coin, il entend deux hommes plus âgés que lui parler de leur intention de se rendre à London pour s'enrôler dans l'armée canadienne. Bert leur demande s'il peut les accompagner et il part avec eux.

Bert réussit tous les tests, les examens et les entrevues, puis il est enrôlé dans l'armée, même s'il a menti sur son âge. Il sert son pays en France, en Belgique, en Hollande et en Allemagne dans l'Essex Scottish Regiment. C'est d'ailleurs en Allemagne, dans la forêt Hochwald, qu'il combat au front contre les nazis.

Les trois frères de Bert servent eux aussi pendant la guerre, et tous rentrent au pays sains et saufs. C'est en Europe que Bert rencontre quatre autres frères originaires de l'île Manitoulin, qui vont eux aussi rentrés chez eux sains et saufs. Invité à leur rendre visite à leur retour au Canada, Bert accepte. C'est là qu'il rencontre sa future épouse, Maurine.

À 63 ans, Bert prend sa retraite à Owen Sound pour se rapprocher de sa famille. Il a deux enfants, David et Rick, et deux petits-enfants, Candice et Cory. Bert dit toujours que « les vieux soldats ne meurent pas, mais disparaissent ». Pourtant, il affirme que, si c'était à refaire, il n'hésiterait pas.

Je souhaite un joyeux 100^e anniversaire à Bert. *Pro patria.*

• (1415)

LA SANTÉ MENTALE

Parm Bains (Richmond-Est—Steveston, Lib.): Monsieur le Président, je suis honoré d'avoir été réélu, et je suis très reconnaissant envers les habitants de Richmond-Est—Steveston qui m'ont accordé leur confiance une fois de plus pour que je les représente à la Chambre.

Je dédie cette déclaration à la mémoire d'un ami d'enfance, Sukhi Bahia, qui est malheureusement décédé pendant la campagne électorale.

Dans ma collectivité, les besoins urgents en matière de santé mentale et de mesures de soutien globales faisaient partie des problèmes soulevés pendant la campagne électorale. Mai est le Mois de la sensibilisation à la santé mentale au Canada, et les décideurs doivent être conscients des difficultés qui touchent les Canadiens. Selon l'Association canadienne pour la santé mentale, au Canada, le taux de suicide est trois fois plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Cependant, le taux d'hospitalisation pour automutilation est deux fois plus élevé chez les femmes que chez les hommes.

Alors que la 45^e législature entame ses travaux, je demande à tous les pouvoirs publics d'unir leurs efforts et d'investir dans la santé mentale, qui contribue de façon essentielle à bâtir des collectivités en santé, résilientes et prospères pour tous les Canadiens.

L'ANTISÉMITISME

Roman Baber (York-Centre, PCC): Monsieur le Président, c'est un privilège pour moi de prendre la parole pour la première fois à la Chambre des communes. Je suis honoré de représenter ma belle circonscription, York-Centre, qui se trouve dans la formidable ville de Toronto. Elle abrite l'une des plus grandes communautés juives du Canada, dont je fais partie.

Une vague sans précédent de crimes haineux terrorise la communauté juive du Canada. Sous le gouvernement libéral, les crimes motivés par la haine ont augmenté de 250 %, et les crimes haineux à caractère antisémite ont augmenté de plus de 400 %. Une école juive située à un kilomètre de ma maison de North York a été la cible de trois tirs. Trop, c'est trop. Les conservateurs soutiennent la communauté juive du Canada dans son droit d'exister, de pratiquer son culte et de vivre à l'abri de la violence et de l'intimidation.

Dimanche dernier, plus de 50 000 Juifs canadiens ont fièrement défilé dans York-Centre à l'occasion de la marche avec Israël. Nous sommes reconnaissants à la police de Toronto d'avoir assuré notre

Déclarations de députés

sécurité, mais nous demandons au gouvernement libéral de mettre fin à l'incitation à la violence dans les rues du Canada et de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la communauté juive.

Je sais que mes collègues conservateurs se battront pour la sécurité des Juifs partout au Canada.

LES PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT

Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.): Monsieur le Président, je vous félicite de votre élection et, par votre entremise, je souhaite la bienvenue à tous les députés à la Chambre. J'ai hâte que nous travaillions ensemble au service des Canadiens. Je veux aussi remercier les gens de Mississauga—Erin Mills et ma formidable équipe de bénévoles de m'avoir de nouveau accordé leur confiance. C'est un honneur de continuer à représenter notre magnifique communauté.

Les Canadiens ont élu un gouvernement qui, sous la gouverne du premier ministre, est prêt à relever les défis qui l'attendent, notamment l'instabilité mondiale, les menaces à la souveraineté et les besoins pressants en matière de logement et d'abordabilité. Le gouvernement a tracé une voie claire: bâtir une économie forte et inclusive, renforcer le rôle du Canada sur la scène mondiale et resserrer nos liens avec nos alliés. Nous sommes déterminés à obtenir des résultats concrets, à créer des débouchés et à éliminer les obstacles au commerce interprovincial afin de bâtir une économie canadienne solide. Mettons-nous au travail.

LES OPIOÏDES

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Monsieur le Président, j'aurais aimé que ma première intervention à la Chambre au nom des habitants de Nanaimo—Ladysmith se fasse dans de meilleures circonstances, mais notre collectivité est en crise.

En 2024, les surdoses ont causé 94 décès à Nanaimo. C'est plus de trois fois plus qu'en 2016, l'année où le gouvernement de la Colombie-Britannique a déclaré que la crise des opioïdes était une urgence de santé publique. Des familles sont en deuil. Des quartiers ressentent le poids de cette tragédie. L'expérience axée sur un approvisionnement sûr a échoué. Les gens souffrent. La criminalité augmente. On peut vraiment parler d'une décennie perdue.

Les conservateurs savent qu'il est temps d'investir dans le traitement, de criminaliser de nouveau les drogues dures comme le fentanyl et de fournir de réelles mesures de soutien en santé mentale, plutôt que des drogues financées par les contribuables qui maintiennent les dépendances. Il est temps de trouver des solutions sensées qui ravivent l'espoir et qui permettront à nos proches de rentrer chez eux libérés de l'emprise de la drogue.

[Français]

HALIFAX

Shannon Miedema (Halifax, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui, un mois après mon élection, pour remercier les citoyens d'Halifax de m'avoir accordé leur confiance. C'est le soutien de ma communauté qui m'a permis d'accéder à la Chambre des communes.

Questions orales

• (1420)

[Traduction]

Halifax est une ville spéciale. Chez les Micmacs, qui ont pris soin de cette terre pendant des millénaires, elle est connue sous le nom de *Kjipuktuk*, qui signifie le Grand Port, et c'est l'une des plus vieilles villes du Canada. On y trouve des communautés noires depuis avant la Confédération, et c'est le berceau du gouvernement responsable.

De nos jours, Halifax est une plaque tournante de la recherche, de l'innovation et de la technologie. Elle accueille Supergrappe des océans du Canada et est une chef de file en matière de lutte contre les changements climatiques, de construction navale et de commerce mondial. C'est une ville maritime dynamique en forte croissance, et sa plus grande force a toujours été son peuple. Les Haligonniens sont résilients, bienveillants et déterminés. Alors que je prends ma place ici, je suis honorée de défendre leurs intérêts à Ottawa et je suis prête à me mettre au travail.

* * *

LE TRAVAIL

Colin Reynolds (Elmwood—Transcona, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour remercier ma famille, mes amis, les bénévoles et les vaillants travailleurs d'Elmwood—Transcona, qui m'ont accordé leur confiance et fait de même avec le Parti conservateur. Mes concitoyens sont des Canadiens qui se lèvent tôt, enfilent leurs bottes et travaillent à bâtir le pays que nous aimons. J'ai fait comme eux pendant 18 ans en tant qu'électricien en construction. Je suis fier d'avoir non seulement été membre, mais aussi vice-président de la section locale 2085 de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité.

Les néo-démocrates et les libéraux ont laissé tomber les syndicats. Ils ont haussé l'inflation, le coût du logement et les taxes tout en appuyant des tactiques antisyndicales. C'est la raison pour laquelle de plus en plus de travailleurs syndiqués accordent leur confiance aux conservateurs, souvent pour la première fois. Il y a quelques semaines à peine, nous avons obtenu le soutien de syndicats locaux, notamment l'Association internationale des débardeurs, la Fraternité unie des charpentiers-menuisiers, la Fraternité internationale des ouvriers en électricité, l'Association unie, la Fraternité internationale des chaudronniers, l'Union internationale des journalistes d'Amérique du Nord et bien d'autres.

Le Parti conservateur est le parti des cols bleus. Nous ne ménagerons aucun effort pour gagner la confiance des travailleurs canadiens et leur assurer l'avenir solide et prospère qu'ils méritent.

* * *

CARLETON

Bruce Fanjoy (Carleton, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier les habitants de Carleton de la confiance qu'ils m'ont accordée. Je ne tiendrai jamais pour acquis l'honneur qu'ils m'ont fait de les représenter. Je tiens également à remercier les centaines de bénévoles qui ont eu la conviction qu'en travaillant ensemble, nous pouvions réussir. De Stittsville à Constance Bay, de Riverside-Sud à Metcalfe, de Greely à Richmond, de Manotick à Osgoode et partout entre ces endroits, nous avons atteint notre objectif ensemble.

Il est maintenant temps de profiter de chaque instant à la Chambre et dans toutes les circonscriptions pour bâtir un avenir où

tous les Canadiens pourront s'épanouir dans le Grand Nord fort et libre.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES FINANCES

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais souhaiter la bienvenue au premier ministre à sa première période de questions officielle. C'est ici que vit la démocratie, et c'est ici que, dans l'intérêt des Canadiens, nous allons passer au crible chacune de ses paroles et scruter chacune de ses dépenses.

Parlons de ces paroles et de ces dépenses. Pendant la campagne électorale, il a choisi de « jouer du coude » en imposant des droits de douane en représailles à ceux des États-Unis. Puis, en secret, il a ramené ces droits à zéro. Il ne s'est pas arrêté là: il a dit aux Canadiens que le gouvernement allait percevoir 20 milliards de dollars grâce à ces droits et qu'il allait utiliser cette somme pour financer son programme. Comme les droits désormais inexistantes ne rapporteront rien, j'ai deux brèves questions à lui poser.

Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas été honnête avec les Canadiens pendant la campagne électorale, et où pense-t-il trouver l'argent qui va lui manquer? Va-t-il l'emprunter, l'imprimer ou taxer les contribuables?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, puis-je tout d'abord remercier les citoyens de Nepean de m'avoir fait l'honneur de m'élire? Le Président peut-il également me permettre de lui dire que je suis très heureux de le voir occuper le fauteuil? J'ai bon espoir qu'il continuera d'avoir la faveur des députés, contrairement à moi qui en serai bientôt privé, comme vient de le laisser entendre le chef de l'opposition.

Nos droits de douane sont conçus pour avoir des effets maximaux sur les États-Unis, tout en nuisant le moins possible au Canada, et nous consacrons toutes les recettes de ces droits à soutenir les travailleurs et les entreprises touchés par les mesures injustifiées que les États-Unis ont prises.

• (1425)

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre n'a pas tardé à adopter la vieille habitude libérale de ne pas être capable de répondre aux questions.

Depuis les élections, les Canadiens sont inondés de belles paroles et de beaux discours du Parti libéral, mais ils souffrent encore de toutes ses politiques. L'endettement des ménages atteint des niveaux records. Le nombre de personnes qui ne peuvent pas payer leur hypothèque augmente, tout comme la fréquentation des banques alimentaires. La Banque TD prévoit maintenant une récession et la perte de centaines de milliers d'emplois. Le premier ministre a dit qu'il faudrait agir très rapidement pour réparer les dommages causés au cours des dix dernières années, mais il ne déposera pas de budget avant six mois.

Si le premier ministre est l'homme qui a un plan et le type qu'on embauche en temps de crise, pourquoi ne dépose-t-il pas un budget avant de partir en vacances pour l'été?

Questions orales

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je comprends que le député de l'opposition est très occupé et qu'il n'a pas eu la chance d'étudier attentivement le plan de 100 jours de l'ancien député de Carleton, qui ne comprenait pas de budget. Notre plan prévoit l'adoption immédiate de mesures législatives visant à créer une seule économie canadienne et à la faire croître en réalisant des projets d'intérêt national. Nous comptons sur tous les députés pour nous appuyer.

* * *

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les libéraux doivent vraiment avoir peur de dire la vérité aux Canadiens s'ils reportent le dépôt du budget à l'automne.

Dans le discours du Trône d'hier, les libéraux ont essentiellement admis que ce sont leurs politiques qui ont causé du tort aux Canadiens. Leurs emprunts irresponsables et leurs énormes déficits ont causé l'inflation. La taxe sur le carbone a fait grimper les prix et fait fuir les investisseurs. Leurs projets de loi anti-développement ont chassé les emplois du Canada. Le premier ministre prétend que les libéraux ont changé. Il a l'occasion de le prouver aux Canadiens.

Si le premier ministre est sérieux, dira-t-il aux Canadiens que les pipelines font partie de ses valeurs en abrogeant le projet de loi C-69, le projet de loi anti-pipelines?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je viens de faire mon premier discours à la Chambre. Le nouveau gouvernement du Canada prend des mesures immédiates pour stimuler l'économie — une seule économie, et non 13 — à l'aide de projets d'intérêt national et d'un unique bureau de projet, en collaboration avec les provinces. Nous comptons sur l'appui des députés d'en face.

* * *

[Français]

LES FINANCES

Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a fait campagne en prétendant être l'homme avec un plan. Le problème, c'est qu'il refuse tout simplement de dire aux Canadiens quel est ce plan. Pourtant, un budget, c'est un plan. Les libéraux vont avoir passé plus d'un an sans présenter de budget, du jamais vu depuis les années 1960. Ce qu'on sait, c'est qu'il est déterminé à dépenser encore plus que Justin Trudeau, mais il refuse de dire aux Canadiens comment il compte dépenser cet argent.

Qu'est-ce que le premier ministre tente de cacher au sujet de l'état des finances du gouvernement libéral?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le nouveau gouvernement canadien a un plan audacieux et ambitieux, soit d'avoir une économie canadienne au lieu de 13 et d'avoir des projets afin de bâtir cette grande nation.

Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, ce que je vois devant moi, ce sont les mêmes ministres et le même gouvernement qu'on avait depuis 10 ans. On connaît le résultat de 10 ans de gouvernement libéral.

Ce qu'on a actuellement, c'est un nouveau premier ministre, mais c'est un premier ministre qui n'a pas de plan. Il a dit en campagne électorale qu'il avait un plan, mais il ne veut pas présenter de bud-

get parce qu'il sait très bien que son plan est catastrophique et que les finances publiques sont dans un creux monumental.

Est-ce que le premier ministre peut s'engager à déposer un budget d'ici l'été?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement va agir immédiatement afin de réduire les impôts pour la classe moyenne. Cela représente une économie de 840 \$ pour une famille de quatre personnes. Nous allons aussi réduire la TPS pour les nouvelles maisons.

Nous avons un plan et nous le mettons en œuvre.

Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, il y a quelques semaines, nous étions en campagne électorale. La campagne électorale visait surtout à faire peur aux Canadiens concernant les menaces de Donald Trump.

Le gouvernement du nouveau premier ministre a mis des droits de douane en place au Canada, une réponse tarifaire, mais en cachette, il a enlevé ses droits de douane pendant la campagne électorale. Il ne l'a surtout pas dit aux Canadiens, parce que les Canadiens avaient peur. Il voulait garder la peur.

Maintenant, on a un trou de 20 milliards de dollars de revenus. La plateforme financière qui a été présentée, qui était très déficitaire, est déficitaire de 20 milliards de dollars de plus. Est-ce qu'on peut avoir un budget avant l'été pour connaître l'état des finances publiques du Canada?

• (1430)

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le député d'en face parle de la plateforme conservatrice lorsqu'il fait référence à ce montant de 20 milliards de dollars. Oui, c'est correct.

Nous avons mis en place des droits de douane, une réponse tarifaire qui vise les Américains. Ils créent un impact maximal aux États-Unis et un impact minimal ici, au Canada.

* * *

LE DISCOURS DU TRÔNE

Yves-François Blanchet (Beloil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, le sujet déclencheur de la campagne électorale, le thème fondateur de l'entière de la stratégie des libéraux, c'était une crise commerciale, une crise tarifaire, et même une crise annexionniste mettant en vedette Donald Trump. Pourtant, le discours du Trône d'hier, lu par un souverain étranger, ne parle ni de commerce ni de droits de douane.

Je me demande donc ce qui s'est passé pour qu'on oublie la terrible crise sur la base de laquelle le premier ministre s'est fait élire.

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le discours du Trône, pour ceux et celles qui étaient là, faisait état de la transformation du système commercial du monde. C'est une crise pour le Canada, une crise sécuritaire pour le Canada.

Le gouvernement a un plan audacieux afin d'y répondre.

*Questions orales***LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre conviendra avec moi que, parfois, c'est plus clair quand on lit que quand on entend.

Nous avons du temps, mais le discours du roi est centralisateur. Il est tellement centralisateur que même Justin Trudeau devait être gêné d'être là. On nous parle d'une seule économie sans demander l'avis de personne alors que l'Assemblée nationale a unanimement dénoncé cette notion.

Est-ce qu'on peut craindre que, pour le premier ministre, le Canada soit un ensemble de provinces qui sont les succursales d'une banque dont le siège social est à Toronto?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes au milieu d'une crise économique. C'est le moment de faire preuve d'unité. La crise a été créée par les Américains. Il faut faire preuve d'unité. C'est la raison pour laquelle le ministre et moi-même aurons une réunion avec les premiers ministres de toutes les provinces, y compris le Québec, en fin de semaine à Saskatoon.

* * *

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, cela fait figure de réunion de l'état-major où le général donne ses ordres à des gens dont il s'attend qu'ils obéissent.

Sur un autre sujet, selon nous, la crise climatique existe aussi. Il y a des dommages causés par la crise climatique. Ce sont des dommages humains et économiques. Selon nous, il faut agir contre la crise climatique. Or, le discours du Trône d'hier fait tout le contraire. Il ignore le climat et prévoit la mise en place de mesures nuisibles en matière de changements climatiques et d'environnement.

Est-ce que le premier ministre reconnaît l'existence des changements climatiques?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, oui, la crise climatique existe. C'est un grand défi pour notre nation.

C'est la raison pour laquelle le Canada doit être une superpuissance énergétique en ce qui concerne l'énergie traditionnelle et verte. C'est la raison pour laquelle nous aurons une discussion au sujet des feux de forêt à la rencontre du G7 qui se tiendra en Alberta le mois prochain.

* * *

● (1435)

[Traduction]

LES RESSOURCES NATURELLES

Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, hier, le premier ministre a dit que les Canadiens ne devraient pas mettre l'accent sur les pipelines. Qu'il aille donc dire cela aux centaines de milliers de travailleurs qui ont perdu leur emploi lorsque les libéraux ont torpillé les projets de pipeline, éliminé les exportations de gaz naturel liquéfié vers nos alliés et plafonné le pétrole et le gaz canadiens. L'année dernière, 98 % du pétrole brut canadien a été envoyé aux États-Unis, le plus grand client et concurrent du Canada, à cause des libéraux. Malgré tout, en avril, le premier ministre a déclaré qu'il n'abrogerait pas le projet de loi C-69, une me-

sure législative illégale des libéraux, qui vise à interdire tout nouveau projet de pipeline et qui empêche toute construction, faisant fi de la volonté des premiers ministres provinciaux et des entreprises.

Quand le premier ministre abrogera-t-il le projet de loi C-69?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole pour la première fois à la Chambre. Je tiens à remercier les habitants de Markham—Thornhill de la confiance qu'ils m'ont accordée. Je pense aussi à ma famille, qui m'a soutenu dès le premier jour, et à mes parents, que je voudrais tant voir encore parmi nous.

Il est temps de réaliser de nombreux projets au Canada. Nous allons réduire les formalités administratives, accélérer les projets et les approuver dans un délai de deux ans. Nous allons créer des emplois pour les Canadiens et bâtir l'économie la plus forte du G7.

Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, la vérité est qu'en cinq ans, les libéraux ont saboté seize grands projets énergétiques, ainsi que quelque 176 milliards de dollars d'options pour rendre le Canada plus abordable, stable, autonome et uni. La moitié des ministres ici présents sont à blâmer.

Les députés libéraux doivent abandonner le projet de loi C-69, mais ils ne sont même pas capables d'accorder leurs violons. Il y a deux semaines, le ministre de la Culture a déclaré que le Canada n'avait pas besoin de construire davantage d'oléoducs. La semaine dernière, le ministre de l'Énergie a multiplié les beaux discours, mais comme on le voit aujourd'hui, il n'est pas prêt à prendre des mesures concrètes. Comment la population canadienne est-elle censée croire la parole des libéraux?

Les libéraux sont-ils prêts à abroger le projet de loi C-69, oui ou non?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre a indiqué très clairement qu'en effet, nous sommes prêts à soutenir la construction de nouveaux oléoducs s'il existe un consensus en ce sens au sein de la population canadienne.

Comme les droits de douane américains menacent notre économie et notre souveraineté, nous devons protéger notre sécurité énergétique. Il ne fait aucun doute que la vigueur de l'économie canadienne repose en grande partie sur nos ressources énergétiques. L'exploitation de ces ressources va nous aider à bâtir l'économie la plus forte des pays du G7, à orienter le monde dans la bonne direction, et à préserver notre influence à la table des négociations. Nous allons remporter cette guerre commerciale, et nous allons faire du Canada une superpuissance énergétique.

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, depuis neuf ans, les lois hostiles au secteur de l'énergie instaurées par les libéraux affaiblissent notre pays, au profit des États-Unis. Le pétrole et le gaz naturel canadiens qui sont acheminés aux États-Unis par la voie de pipelines fournissent des emplois et un revenu aux Américains plutôt qu'aux Canadiens. Ce n'est pas tout: nous les leur vendons même au rabais.

Les lois anti-énergie du gouvernement libéral limitent le potentiel énergétique du Canada depuis près d'une décennie. Le premier ministre éliminera-t-il le plafond imposé sur la production énergétique qui détruit des emplois et qui détruit l'économie?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, tandis que mes collègues conservateurs se complaisent dans la politiaillerie, je m'applique pour ma part à concrétiser les projets qui font consensus, y compris lorsqu'il s'agit d'aménager des pipelines.

Nous ferons du Canada une superpuissance énergétique tant dans le domaine de l'énergie conventionnelle que dans celui de l'énergie propre. Pour ce faire, nous allons réduire les formalités administratives et accélérer la réalisation des projets, notamment en ramenant le délai d'approbation à, au plus, deux ans, ce qui créera des emplois et fera croître l'économie. Si nous travaillons en partenariat avec les Autochtones, l'industrie et les travailleurs, nous pouvons faire en sorte que le Canada soit fort et nous protéger des droits de douane américains. De plus...

Le Président: Le député de Skeena—Bulkley Valley a la parole.

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, même le NPD de la Colombie-Britannique a mis fin à ses politiques de décarbonation à l'égard des installations d'exportation de gaz naturel liquéfié. Ce n'est pas de la politiaillerie. Même le directeur parlementaire du budget du Canada a prévu qu'à cause du plafonnement de la production d'énergie, le PIB baissera de 20,5 milliards de dollars, et jusqu'à 54 000 emplois disparaîtront. La perte du Canada est un gain pour les États-Unis.

Je pose encore une fois la question: le premier ministre éliminera-t-il le plafond imposé sur la production énergétique qui détruit les des emplois au Canada et qui détruit l'économie canadienne, oui ou non?

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier les gens de Toronto—Danforth de m'avoir donné la possibilité de défendre le Canada et de bâtir un Canada fort.

En ce qui concerne la question du député d'en face, je tiens à être claire: étant donné que le Canada veut être une superpuissance en matière d'énergie, le premier ministre a déclaré que l'énergie sera peu coûteuse et que sa production sera à faible risque, à faible coût et à faible teneur en carbone. Nous allons mener à bien des projets partout au pays tout en protégeant l'environnement.

* * *

● (1440)

LA TARIFICATION DU CARBONE

Jonathan Rowe (Terra Nova—Les Péninsules, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole pour la toute première fois au nom des vaillants habitants de Terre-Neuve-et-Labrador.

Alors que ma province, Terre-Neuve-et-Labrador, affiche le taux de chômage le plus élevé du pays, soit près de 10 %, la taxe sur le carbone pour les industries compromet notre avantage concurrentiel tout en envoyant nos emplois à l'étranger. Les travailleurs canadiens des secteurs de l'énergie, des mines et des forêts plaident en faveur de l'abolition de la taxe sur le carbone pour les industries.

Le premier ministre abolira-t-il, purement et simplement, la taxe sur le carbone pour les industries, de manière à créer des emplois à un moment où le besoin s'en fait cruellement sentir?

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, pour devenir une superpuissance énergétique et soutenir la concurrence, il

Questions orales

faut absolument adhérer au principe du pollueur-payeur. D'autres pays ont mis en place des ajustements à la frontière pour le carbone. Ces pays s'attendent à ce que le Canada fournisse de l'énergie à faible risque, à faible coût et à faible teneur en carbone.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC): Monsieur le Président, les libéraux prétendent vouloir faire du Canada une superpuissance énergétique, mais ils oublient que ce sont les mesures qu'ils ont prises au cours de la dernière décennie qui ont décimé ce secteur et empêché l'exploitation de nos ressources.

Le plafond de production de pétrole et de gaz imposé par les libéraux fera disparaître des dizaines de milliers d'emplois et coûtera 20 milliards de dollars à notre économie. Leur taxe sur le carbone imposée au secteur industriel coûtera cher aux entreprises et aux consommateurs canadiens et rendra le Canada moins abordable et moins compétitif. Leur mesure législative, le projet de loi C-69, bloque l'infrastructure énergétique et accroît notre dépendance à l'égard des États-Unis.

La solution est simple. Le premier ministre va-t-il abroger les coûteuses lois anti-énergie des libéraux?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais commencer par remercier les électeurs de la circonscription d'Ahuntsic-Cartierville.

Tout d'abord, nous savons que nous sommes aux prises avec une guerre tarifaire déclenchée par les États-Unis et nous savons que les travailleurs canadiens font les frais de cette guerre tarifaire, notamment ceux des secteurs de la fabrication et en particulier dans les secteurs de l'automobile, de l'acier et de l'aluminium.

Nous investirons donc dans ces domaines et nous nous emploierons à attirer des investisseurs de partout dans le monde, tout en faisant le nécessaire pour que notre croissance économique soit la plus rapide du G7.

[Français]

Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, tout au long de la campagne, le premier ministre a tenté de nous faire croire qu'il était ouvert à de nouveaux projets énergétiques, mais il n'a jamais mentionné clairement qu'il va annuler la loi découlant du projet de loi C-69, une loi libérale anti-développement qui empêcherait le projet de GNL Québec. Une majorité de Québécois veulent des pipelines. Les Saguenayens veulent le projet de GNL Québec. Nous en avons besoin pour être moins dépendants des Américains.

Est-ce que le premier ministre va écouter les régions du Québec et abroger le projet de loi C-69?

Questions orales

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, cela va me faire plaisir de travailler avec mon collègue, alors que nous faisons face à une guerre tarifaire qui a été lancée par les Américains. Nous allons faire en sorte de protéger les emplois partout au Québec et au pays. Dans le secteur de l'aluminium, qui concerne la circonscription de mon collègue, nous allons attirer des investissements. Nous allons faire en sorte de créer des emplois ici, partout au pays. Nous allons avoir l'économie avec la plus forte croissance du G7.

* * *

LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, un sondage Léger révèle que 87 % des Québécois sont complètement détachés de la monarchie. Voilà pourquoi l'Assemblée nationale du Québec a adopté à l'unanimité une motion exigeant l'abolition de tous les liens du Québec avec la monarchie. Au Québec, on est démocrate, pas monarchiste.

Cependant, le premier geste des libéraux après les élections est d'inviter le roi d'Angleterre à parader sur le bras des Québécois. Cela va coûter des millions de dollars.

Réalisent-ils que leur tout premier geste prouve qu'ils sont complètement déconnectés des Québécois?

• (1445)

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier les citoyens et les citoyennes de Laurier—Sainte-Marie qui m'ont permis d'être ici pour un troisième mandat consécutif.

J'aimerais également rappeler à mes collègues du Bloc québécois que c'est toujours la Couronne britannique qui lit le discours du Trône. Il n'y a rien de nouveau là-dedans. Cette fois-ci, il y avait évidemment le roi qui est venu le lire, ce qui est un grand honneur pour beaucoup de Canadiennes et de Canadiens, de Québécois et de Québécoises. J'en ai rencontré.

J'aimerais aussi rappeler à mes collègues du Bloc québécois que le Canada est un pays souverain. La souveraineté est un concept que le Bloc québécois devrait bien comprendre.

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, les Québécois n'ont pas voté pour ça. Les Québécois espéraient un gouvernement sérieux qui déposerait un budget pour soutenir l'économie québécoise face à Donald Trump. Aujourd'hui, ils voient que la priorité des libéraux, ce n'était pas le budget; il n'y en a pas. Ce n'était pas le soutien à l'économie; il n'y en a pas. Leur priorité, c'est un spectacle avec le roi d'Angleterre.

C'est drôle, quand le Bloc québécois parle de monarchie, on l'accuse toujours de ne pas parler des vraies affaires. Pourtant, les libéraux n'ont pas priorisé les vraies affaires, comme le budget. Ils ont plutôt décidé de gaspiller des millions de dollars sur une parade royale.

Peuvent-ils nous expliquer ça?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais d'abord remercier les citoyens de Saint-Maurice—Champlain pour

un quatrième mandat, que je vais remplir avec conviction, humilité et passion.

Oui, nous nous occupons des vraies affaires. Ils dormaient au gaz. La première chose que nous avons annoncée, c'est une réduction d'impôt pour 22 millions de Canadiens. Nous devrions tous célébrer ici aujourd'hui. Il y a 22 millions de Canadiens qui vont bénéficier d'une réduction d'impôt pour la classe moyenne; promesse faite, promesse tenue. Nous allons bâtir un Canada fort ensemble.

* * *

[Traduction]

LE LOGEMENT

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, on entend deux discours bien différents sur le logement: celui qui a été présenté pendant la campagne et celui, très différent, du ministre.

Le nouveau ministre du Logement, l'ancien maire de Vancouver qui a laissé le prix du logement grimper de 179 % en seulement 8 ans, tient un discours bien différent. Lorsqu'on lui a demandé si le prix record du logement devait baisser, il a répondu par un non catégorique.

Étant donné que le ministre est convaincu que les prix ne devraient pas baisser, à quel point devraient-ils selon lui grimper?

[Français]

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, je suis honoré d'être ici.

[Traduction]

Je tiens d'abord à remercier les gens de Vancouver Fraserview—Burnaby-Sud de m'avoir donné la possibilité de les représenter ici.

Au sujet du coût de la vie et du prix du logement, je dirai d'abord que je suis très fier de faire partie d'un gouvernement qui s'est engagé à réduire les impôts dès son arrivée à la Chambre. Je suis aussi impatient de mettre en œuvre le plan le plus ambitieux de l'histoire du Canada en ce qui concerne le logement abordable en accordant une réduction de la TPS aux acheteurs d'une première propriété et en faisant baisser les coûts de construction dans...

Le Président: La députée de Thornhill a la parole.

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, le ministre devrait savoir que le marché de l'habitation est déjà plongé dans le chaos. Les vendeurs n'arrivent pas à vendre leur propriété, et les acheteurs n'arrivent pas à les acheter. Les faits parlent d'eux-mêmes: seulement 310 maisons ont été vendues dans toute la région du Grand Toronto. C'est un taux sidérant de 89 % en dessous de la moyenne sur 10 ans. La baisse de l'offre et la hausse des prix aggravent la situation pour les Canadiens. Au lieu de faire construire des logements et de faire baisser les coûts, le ministre alourdit la bureaucratie.

Comme nous le savons, lorsque le ministre était responsable du logement à Vancouver, le prix du logement y a grimpé de 179 %. Maintenant qu'il est responsable du logement pour tout le pays, à quel point les prix vont-ils encore augmenter?

Questions orales

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, il ne s'agit pas de réduire la valeur de la maison de quelqu'un ou de la maison d'un aîné. La députée souhaite peut-être forcer les aînés à vendre leur maison au rabais, mais nous, nous allons nous concentrer sur la construction d'un plus grand nombre de logements abordables et sur l'abolition de la TPS pour les acheteurs d'une première maison.

Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, la région du Grand Toronto vient d'atteindre un creux sans précédent pour un septième mois consécutif au chapitre de la vente de logements neufs. En avril, seulement 310 logements neufs ont été vendus dans cette région, ce qui représente une baisse de 72 % par rapport à l'année dernière, et de 89 % par rapport à la moyenne sur 10 ans, et les ventes de condos ont chuté de 94 %. Le rapport prévient qu'il y aura une grave pénurie de logements dans deux ans.

Les prix sont trop élevés pour les acheteurs et trop bas pour les vendeurs. Le premier ministre peut-il nous dire ce qu'il compte faire pour aider les acheteurs qui n'ont pas les moyens d'acheter et les vendeurs qui n'ont pas les moyens de vendre?

• (1450)

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'être de retour.

En fait, les conservateurs n'ont pas changé; ils devraient écouter davantage. Mon collègue a dit très clairement ce que nous faisons. Nous éliminons la TPS pour l'achat au pays d'une première habitation d'une valeur pouvant aller jusqu'à 1 million de dollars. Nous devrions tous nous en réjouir.

Nous nous attendons à ce que les conservateurs appuient la motion de voies et moyens que nous avons présentée, car c'est ainsi que nous pouvons aider les Canadiens.

Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, les allègements fiscaux sont certainement les bienvenus et, pour être franc, le gouvernement aurait dû en accorder depuis longtemps, mais les plus importantes réductions d'impôt dont parlent ses députés ne permettront aux familles d'économiser que 70 \$ par mois. Nous avons affaire à des familles qui doivent effectuer des versements hypothécaires de 5 000 \$ et plus par mois.

Equifax signale que les défauts de paiement hypothécaire en Ontario ont atteint leur plus haut niveau jamais enregistré, soit une augmentation de 70 %. Ce n'est pas une coïncidence. Ce n'est certainement pas une surprise.

Au lieu de créer une troisième instance bureaucratique fédérale chargée du logement, pourquoi ne pas simplement construire davantage de logements?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, d'une part, il est encourageant d'entendre que les conservateurs appuieront notre motion, mais il est préoccupant d'entendre un député dénigrer une mesure qui aidera 22 millions de Canadiens; c'est choquant. Cela représente jusqu'à 840 \$ pour une famille à deux revenus.

Les habitants de ma circonscription et de celle du député accueillent favorablement cette mesure, et nous espérons que les

conservateurs nous appuieront. Voilà comment nous venons en aide aux Canadiens.

[Français]

Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC): Monsieur le Président, tout au long de ma campagne électorale, j'ai rencontré des centaines de jeunes de Montmorency—Charlevoix complètement découragés par le prix des maisons. Après plus d'une décennie de ce gouvernement libéral, le coût des paiements hypothécaires et de la mise de fonds à l'achat d'une propriété a doublé.

Selon l'Association canadienne de l'immobilier, l'année dernière seulement, le prix des maisons au Québec a augmenté de 10 %. Or, lors de son premier jour en poste, le ministre du Logement a déclaré que le prix des maisons était le bon. C'est une affirmation qui est complètement déconnectée de la réalité.

Comment le ministre peut-il regarder nos jeunes dans le blanc des yeux et leur dire que le prix des maisons est le bon?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, si mon collègue avait bien écouté aujourd'hui, il aurait entendu qu'il y a une bonne nouvelle pour les Canadiens.

Nous allons éliminer la taxe sur les produits et services pour les acheteurs d'une première maison d'une valeur allant jusqu'à 1 million de dollars. Cela représente une économie de 50 000 \$. C'est une mesure exceptionnelle. C'est une mesure qui aide les jeunes familles. C'est une mesure qui va aider les Canadiens.

La promesse a été faite. C'est la première tenue par le gouvernement du premier ministre.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Jessica Fancy-Landry (South Shore—St. Margarets, Lib.): Monsieur le Président, le mois dernier, les électeurs de la belle circonscription de South Shore—St. Margarets ont voté pour le changement, un changement qui permettra de s'attaquer au problème de l'abordabilité, qui a érodé la qualité de vie au Canada. Ils ont voté pour un changement qui leur permettra d'avoir plus d'argent dans leurs poches et qui réduira le coût de la vie au Canada. Tandis que nous bâtissons l'économie la plus forte du G7, nous devons veiller à ne laisser aucun Canadien de côté.

Le ministre des Finances et du Revenu national pourrait-il dire à la Chambre comment le gouvernement est...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Le ministre des Finances et du Revenu national a la parole.

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): C'est une excellente question, monsieur le Président. Les conservateurs devraient suivre cet exemple.

Je félicite ma collègue de South Shore—St. Margarets de son élection et du travail acharné qu'elle accomplit pour les gens de sa circonscription.

Questions orales

Comme l'a mentionnée la députée, les Canadiens ont voté le mois dernier pour un gouvernement dont le plan consiste à bâtir la meilleure économie du G7, et c'est ce à quoi nous nous employons. Nous nous attaquerons au problème du coût de la vie au pays. C'est pourquoi le gouvernement a indiqué, dans une de ses premières annonces, qu'il réduirait les impôts de 22 millions de Canadiens. Nous devrions tous nous en réjouir.

* * *

● (1455)

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Leslyn Lewis (Haldimand—Norfolk, PCC): Monsieur le Président, les politiques libérales telles que le projet de loi C-5 ont entraîné une vague de criminalité partout au Canada. Les crimes violents ont augmenté de 50 %, et la violence liée aux armes à feu, de 116 %. Pas plus tard qu'hier, des coups de feu tirés à partir d'un véhicule ont secoué la petite collectivité rurale de Cayuga. La vague de criminalité que nous observons n'est pas le fruit du hasard. C'est le résultat direct de politiques libérales comme le projet de loi C-5, qui a mis fin aux peines d'emprisonnement obligatoires pour les infractions graves commises avec une arme à feu et les crimes liés à la drogue.

Le premier ministre mettra-t-il fin à cette vague de criminalité en annulant la loi découlant du projet de loi C-5 du gouvernement Trudeau?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, je prends un instant pour remercier les habitants de Scarborough—Guildwood—Rouge Park de m'avoir accordé un quatrième mandat consécutif.

Je tiens à dire à la députée d'en face que je suis de tout cœur avec les personnes qui ont été touchées par la violence qui est survenue dans sa collectivité hier. Je tiens à garantir à la députée et à tous les Canadiens que nous nous attaquerons sérieusement aux problèmes liés aux délinquants violents. Nous veillerons à resserrer la réforme de la mise en liberté sous caution et à ce que le gouvernement soit toujours là pour protéger les Canadiens d'un océan à l'autre.

Leslyn Lewis (Haldimand—Norfolk, PCC): Monsieur le Président, la volonté des Canadiens de vivre en paix, comme ils l'ont fait par le passé, est un enjeu sérieux. Ils vivent désormais dans la peur à cause des politiques laxistes des libéraux en matière de criminalité. Les politiques libérales comme les projets de loi C-5 et C-75 ont permis aux récidivistes violents de circuler librement dans les rues, ce qui a contribué à la souffrance des collectivités partout au Canada. Les premiers ministres des provinces, les services de police, les juristes et les défenseurs des libertés civiles exigent tous des changements.

Je repose la question: le premier ministre va-t-il rétablir la sécurité dans les rues et abroger les lois découlant des projets de loi C-5 et C-75, oui ou non?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, le 28 avril dernier, les Canadiens nous ont donné le mandat de veiller à ce que les rues soient sécuritaires. Depuis, nous collaborons avec les forces de l'ordre pour rendre toutes les collectivités du Canada plus sûres.

Je tiens à souligner certains des points saillants mentionnés par le chef de police de Toronto, qui a indiqué, par exemple, que les vols de voitures ont diminué de 39 %, les violations de domicile, de 42 %, les homicides, de 67 %, et les fusillades, de 46 %.

Nous avons encore beaucoup de travail à faire et nous collaborerons avec les forces de l'ordre pour assurer la sécurité de tous les Canadiens. Le gouvernement sera toujours là pour protéger les Canadiens.

L'hon. Tim Uppal (Edmonton Gateway, PCC): Monsieur le Président, partout au Canada, les familles se sentent impuissantes parce que les libéraux n'ont rien fait pour freiner la hausse des crimes violents aux quatre coins du pays. Les libéraux maintiennent leur idéologie de politiques laxistes en matière de criminalité. Les réseaux criminels ciblent les entreprises canadiennes et leurs familles. En fait, ce mois-ci, il y a eu plus de fusillades et d'incendies criminels reliés à de l'extorsion — et même potentiellement un meurtre —, mais le Canada n'a toujours pas de peine minimale obligatoire pour les cas d'extorsion.

Le premier ministre travaillera-t-il avec les conservateurs pour présenter le même projet de loi que j'ai présenté au cours de la dernière législature afin d'imposer des peines plus sévères aux individus responsables d'extorsion?

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, c'est une priorité absolue du nouveau gouvernement, comme vous l'avez entendu dans le discours du Trône prononcé hier. Nous collaborons avec les services de police des quatre coins du pays pour lutter contre le crime organisé. Nous ferons en sorte qu'il soit plus difficile pour les criminels violents d'obtenir une mise en liberté sous caution. Nous allons imposer des peines plus sévères aux récidivistes.

Nous sommes sérieux. Nous allons nous mettre au travail et lutter contre la criminalité.

* * *

LA SANTÉ MENTALE ET LES DÉPENDANCES

Michael Ma (Markham—Unionville, PCC): Monsieur le Président, depuis 2016, près de 50 000 Canadiens ont perdu la vie en raison de la crise des opioïdes. Plus de 80 % des décès accidentels liés aux opioïdes mettent en cause le fentanyl. Deux milligrammes de fentanyl suffisent à provoquer la mort d'une personne. La production massive de fentanyl équivaut à commettre un meurtre de masse, mais les lois libérales permettent aux monstres qui assassinent nos concitoyens de rester en liberté. Les conservateurs proposent d'imposer des peines d'emprisonnement à perpétuité obligatoires à toute personne ayant participé au trafic, à la production ou à la distribution de plus de 40 milligrammes de fentanyl.

Le premier ministre va-t-il sévir contre la production de fentanyl et condamner à la prison à vie les barons de la drogue coupables de ces meurtres de masse?

● (1500)

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue à mon collègue d'en face.

Le fentanyl a déchiré toutes les collectivités du Canada et de l'Amérique du Nord. C'est un problème qui touche tous les députés ici présents. Les libéraux accélèrent leurs efforts pour réprimer et démanteler le trafic de fentanyl et le crime organisé qui en tire profit. Voilà pourquoi, en vertu du Code criminel, nous avons inscrit sept cartels sur la liste des entités terroristes.

Questions orales

Je travaille en étroite collaboration avec Kevin Brosseau, le responsable canadien de la lutte contre le fentanyl tant au pays qu'à l'étranger, afin de mettre l'accent sur le démantèlement des réseaux de trafic de fentanyl. Ensemble, nous nous emploierons à résoudre ce problème. Notre gouvernement sera toujours là...

Le Président: Le député de Brampton-Ouest a la parole.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Amarjeet Gill (Brampton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, les projets de loi laxistes des libéraux en matière de criminalité, tels que les projets de loi C-5 et C-75, ont déclenché une vague de criminalité à Brampton et dans tout le pays. Les crimes violents ont augmenté de 50 %. Les vols de voitures ont augmenté de 50 % et les cas d'extorsion ont crû de 400 %. Déconnecté de la réalité, le ministre de la Sécurité publique a déclaré pendant sa campagne électorale qu'on n'avait rien à reprocher au système de mise en liberté sous caution. Les récidivistes devraient se retrouver derrière les barreaux et non en liberté sous caution.

Le premier ministre voit-il les choses du même œil que le ministre ou se range-t-il du côté des agents de première ligne, comme les policiers de Peel, pour que des modifications soient apportées au système de mise en liberté sous caution?

L'hon. Ruby Sahota (secrétaire d'État (Lutte contre la criminalité), Lib.): Monsieur le Président, les libéraux soutiennent tous les agents de première ligne de la police régionale de Peel et de tous les services de police du pays. Nous travaillons en partenariat avec eux et nous allons lutter contre le crime organisé. Nous rendrons plus difficile l'obtention d'une mise en liberté sous caution pour les criminels violents et nous imposerons des peines plus sévères aux récidivistes violents.

Le chef de la police de Toronto a signalé que les vols de voitures ont diminué de près de 39 %, les cambriolages de 42 %, les homicides de 67 % et les fusillades de 46 %. Nous continuerons à lutter résolument contre la criminalité.

* * *

L'ÉTHIQUE

Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, avant son arrivée au pouvoir, le premier ministre a contribué à la création de fonds d'investissement de plusieurs milliards de dollars qui ont été placés dans des paradis fiscaux à l'étranger. Il soustrait ces investissements à l'examen du public au moyen d'une fiducie sans droit de regard qui dissimule les conflits d'intérêts éventuels, sans pour autant les éliminer.

Un nombre record de Canadiens font la queue devant les banques alimentaires. Ils ne peuvent pas payer leur loyer, mais ils paient leurs impôts. Ils veulent savoir si le premier ministre, lui, a payé des impôts sur ses investissements.

Le premier ministre, à qui je souhaite d'ailleurs la bienvenue ici, peut-il confirmer qu'aucun des investissements qu'il a placés dans la fiducie sans droit de regard n'était auparavant détenu dans des paradis fiscaux à l'étranger?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre a suivi toutes les règles avant même qu'elles ne soient exigées. Il continuera de respecter toutes les règles. Les députés de

l'opposition aiment détourner l'attention des Canadiens en présentant des scénarios hypothétiques et imaginaires.

Le fait est que nous avons un premier ministre et un nouveau gouvernement qui ne ménagent aucun effort pour créer des débouchés pour les Canadiens, bâtir l'économie la plus forte du G7 et réduire les impôts. Les députés de l'opposition n'aiment pas cela, alors ils commencent leur campagne de salissage dès le premier jour. Ils devraient avoir honte. Nous, nous allons poursuivre notre travail.

Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands—Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens ne veulent pas qu'on leur explique telle ou telle technique pour réussir à contourner à répétition nos règles en matière d'éthique. Ils souhaitent plutôt être rassurés qu'après une décennie entière de violations de nos règles d'éthique par les libéraux, le premier ministre s'engage à en faire plus que le strict minimum.

Le premier ministre, à qui je souhaite à nouveau la bienvenue dans cette enceinte, peut-il assurer aux Canadiens qu'aucun des fonds qu'il détenait auparavant n'était placé dans des paradis fiscaux à l'étranger? Peut-il dire aux Canadiens en quoi consistaient ses investissements personnels au moment de tenir sa première réunion du Cabinet?

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le Canada impose des règles d'éthique parmi les plus strictes au monde. Le premier ministre s'est non seulement conformé à ces exigences en matière d'éthique, mais il les a surpassées.

Contrairement à mon collègue d'en face, le premier ministre est occupé à créer des débouchés pour le Canada, à se tenir debout dans la guerre commerciale que nous mènent les États-Unis, à réduire les impôts de la population canadienne, à construire de nouveaux logements, et à bâtir l'économie la plus forte du G7. Voilà les priorités de notre gouvernement.

[Français]

Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, comment peut-on s'assurer que le premier ministre n'est pas en train de préparer des occasions pour lui-même? Pourquoi le premier ministre libéral hésite-t-il autant à faire connaître aux Canadiens toute l'étendue de sa fortune personnelle? Pourquoi y a-t-il autant de cachettes?

On sait que, juste avant de devenir premier ministre, il a mis en place pour son entreprise Brookfield deux fonds de plusieurs milliards de dollars dans des paradis fiscaux notoires pour éviter de payer des impôts au Canada.

Le premier ministre peut-il confirmer tout de suite qu'il ne détient aucun avoir ni intérêt financier dans des paradis fiscaux à l'étranger?

● (1505)

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il n'a pas fallu beaucoup de temps pour que la machine de création de questions du Parti conservateur tombe en panne sèche. Les conservateurs répètent toujours la même chose. Ce que nous faisons ici, c'est créer des emplois, créer une économie forte et nous tenir debout contre les États-Unis.

Bien sûr que le premier ministre surpasse toutes les exigences du code d'éthique, le code le plus exigeant du monde entier.

Questions orales

Les conservateurs aiment creuser pour faire de la poussière et de la saleté. De ce côté-ci de la Chambre, nous créons des occasions pour les Canadiens.

Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, il n'a pas fallu beaucoup de temps au gouvernement libéral pour reproduire les mêmes façons de faire que l'ancien gouvernement.

La réalité, c'est que le premier ministre libéral semble prendre tout son temps pour camoufler ses conflits d'intérêts avant d'ouvrir ses livres aux Canadiens. Une de ses premières décisions a été de transférer ses actifs dans une fiducie sans droit de regard. Il prétend que, comme par magie, du jour au lendemain, on va oublier tout ce qu'il avait et tout ce qu'il a. Les seuls à ne pas savoir, ce sont les Canadiens, seulement les Canadiens.

Le premier ministre va-t-il mettre cartes sur table et révéler l'ensemble de ses avoirs financiers ainsi que les conflits d'intérêts qui sont contenus dans sa fiducie, oui ou non?

Nous voulons une réponse tout de suite.

L'hon. Steven MacKinnon (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens doivent être très rassurés du fait que le Parlement et nos institutions sont régis par le code d'éthique le plus exigeant, ou presque, du monde entier. Le premier ministre a tout fait afin de remplir ses obligations. Il a même surpassé ces obligations-là.

Si le Parti conservateur souhaite poursuivre dans cette veine de saleté, je pense que les électeurs vont être dégoûtés. Les électeurs s'attendent à ce qu'on travaille ici pour les Canadiens et non à ce qu'on jette de la boue des deux côtés de la Chambre.

* * *

L'ÉCONOMIE

Tatiana Auguste (Terrebonne, Lib.): Monsieur le Président, depuis trop longtemps, les barrières commerciales freinent le développement d'une seule économie canadienne.

Alors que notre souveraineté économique est menacée, il est aujourd'hui plus important que jamais auparavant de favoriser le libre-échange à l'intérieur de nos frontières.

Est-ce que le ministre des Affaires intergouvernementales et de l'Unité de l'économie canadienne peut informer la Chambre des gestes que notre gouvernement pose pour protéger notre souveraineté économique et bâtir une seule économie canadienne?

L'hon. Dominic LeBlanc (ministre responsable du Commerce Canada—États-Unis, des Affaires intergouvernementales et de l'Unité de l'économie canadienne, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de Terrebonne de l'excellente question.

Lors de la précédente campagne électorale, notre gouvernement s'est engagé à bâtir une économie au Canada, pas 13. D'ici la fête du Canada, nous allons déposer un projet de loi visant à éliminer toutes les barrières fédérales au commerce interprovincial et à travailler avec les provinces et les territoires afin d'accélérer la réalisation des projets dans l'intérêt national.

C'est comme cela qu'on bâtît l'économie la plus forte du G7.

[Traduction]

LES FINANCES

Jasraj Singh Hallan (Calgary-Est, PCC): Monsieur le Président, le Canada traverse une crise économique, sans avoir de plan, parce que les libéraux ont fermé boutique pendant la moitié de l'année pour éviter de rendre des comptes. Maintenant, le premier ministre dit qu'il n'y aura pas de budget avant l'automne. Le recours aux banques alimentaires n'a jamais été aussi élevé. Le nombre de travailleurs à plein temps qui y ont recours est en hausse. Les défauts de paiement de prêts hypothécaires sont en augmentation et la Banque TD prédit maintenant aussi que la récession qui se profile coûtera leur emploi à plus de 100 000 Canadiens.

Compte tenu de toutes ces données, comment est-il possible que les libéraux ne déposent pas de budget ce printemps?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes très clairs: il y aura un budget au début de l'automne. Entretemps, il y a lieu de nous réjouir, puisque nous avons maintenant vu que les conservateurs appuieront notre motion. C'est une bonne chose. Maintenant, les Canadiens vont voir que, à la Chambre des communes, nous devons prendre des mesures pour eux.

La première chose que nous avons présentée, que nous avons promise et que nous mettons en œuvre, c'est une baisse d'impôt pour la classe moyenne. Vingt-deux millions de Canadiens bénéficieront d'une baisse d'impôt. C'est pour cela que nous avons été élus. Nous allons nous battre pour les Canadiens. Chaque jour est un bon jour pour se battre pour les Canadiens.

● (1510)

Jasraj Singh Hallan (Calgary-Est, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a fait la promotion d'un plan à grands coups de slogans, plan qu'il refuse maintenant de dévoiler. Sous sa gouverne, le Canada connaît sa plus longue période sans budget depuis les années 1960, hormis les années de pandémie. L'incertitude au sujet des dépenses et de la dette que les libéraux accumuleront fait peur aux investisseurs, aux petits entrepreneurs et aux Canadiens en pleine crise du coût de la vie.

Nous savons que le premier ministre va dépenser encore plus que Justin Trudeau. Pourquoi les libéraux ne disent-ils pas clairement aux Canadiens à quel point l'inflation et les taux d'intérêt continueront d'augmenter à cause de toutes leurs dépenses?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, nous savons déjà que les droits de douane injustifiés imposés aux Canadiens par les États-Unis rendent la vie beaucoup plus inabordable. C'est pourquoi nous réduisons les impôts. Comme le ministre des Finances vient de le mentionner, le nouveau gouvernement réduit les impôts de la classe moyenne. De plus, il éliminera la taxe sur le carbone et la TPS pour les acheteurs d'une première propriété.

Nous créerons l'économie du G7 la plus forte et celle qui connaît la croissance la plus rapide. Il s'agit de la priorité absolue du gouvernement, et il remplira ses engagements à cet égard.

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a prétendu être l'homme qui a un plan. C'est bien beau, mais où est-il, ce plan?

Après 14 ans dans le secteur financier, je sais qu'il faut connaître les chiffres, sans quoi c'est la porte. Nous savons que le premier ministre s'engage à dépenser plus que Justin Trudeau, mais il ne daigne même pas informer les Canadiens de l'ampleur de ces dépenses. Selon la Banque TD, le Canada est sur le point de connaître une récession de deux trimestres, et jusqu'à 100 000 emplois pourraient être perdus cet automne.

Ma question est simple: alors que le contexte économique s'assombrit, comment est-ce possible de ne pas présenter de budget ce printemps?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, ma réponse est simple: nous avons un plan et nous le mettons en œuvre.

Je souhaite la bienvenue à la députée, mais je dois lui dire que le plan est simple. Nous allons réduire les impôts pour 22 millions de Canadiens. En fait, le chef des conservateurs vient tout juste de dire à l'extérieur de la Chambre qu'il appuiera notre plan. C'est un premier pas. Ce n'est pas la seule mesure que nous prendrons. Nous supprimerons la TPS pour les acheteurs d'une première propriété d'une valeur égale ou inférieure à 1 million de dollars et nous modifierons la loi pour en retirer la tarification du carbone pour les consommateurs.

Voilà le plan. Voilà des résultats pour les Canadiens. Voilà ce qui s'appelle bâtir une économie plus forte pour tous.

* * *

LES AFFAIRES DU NORD

Philip Earle (Labrador, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole à la Chambre en tant que représentant d'une région qui fait partie du Nord canadien: le magnifique Labrador. Nous ne devons jamais tenir pour acquises notre souveraineté et notre sécurité dans l'Arctique. À mesure que les menaces étrangères dans la région s'intensifient et que les effets des changements climatiques s'accroissent, il est impératif que le Canada travaille en étroite collaboration avec les communautés autochtones et du Nord.

La ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique pourrait-elle informer la Chambre de la stratégie du gouvernement pour cette région?

L'hon. Rebecca Chartrand (ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui avec un profond sentiment de responsabilité, de gratitude et d'humilité. Je m'adresse à vous en tant que fière femme anishinabe, ininew et métisse représentant la circonscription de Churchill—Keewatinook Aski.

Assurer la force et la liberté du Canada par la défense de l'Arctique et des personnes qui y vivent est une priorité absolue pour le nouveau gouvernement. Nous renforcerons la présence des Forces armées canadiennes, nous détecterons et nous dissuaderons les menaces grâce à une surveillance radar, et nous investirons dans le logement et les infrastructures nécessaires. Nous accomplirons tout cela en collaborant étroitement avec nos partenaires autochtones et du Nord à chaque étape.

* * *

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

Clifford Small (Central Newfoundland, PCC): Monsieur le Président, dans le discours du Trône d'hier, le premier ministre a réaffirmé son engagement à persécuter les industries de la pêche et de

Questions orales

l'aquaculture à l'aide d'une politique libérale visant à fermer 30 % des zones de pêche d'ici 2030.

Le programme visant à protéger 30 % des zones marines d'ici 2030 a été élaboré par les Nations unies en collaboration avec des militants étrangers, et le gouvernement l'a signé. Comment la ministre des Pêches peut-elle soutenir la réduction de la productivité de l'industrie de la pêche et de l'aquaculture, si importante pour les collectivités côtières du Canada, compte tenu des répercussions que cela aura sur notre propre province?

• (1515)

L'hon. Joanne Thompson (ministre des Pêches, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier les gens de St. John's-Est de continuer à m'accorder leur confiance. Je veux également féliciter mon collègue d'en face.

Le gouvernement comprend toujours l'importance culturelle et économique de la pêche. Je peux dire aux députés que je suis très honorée et fière d'être responsable de ce dossier. Je peux assurer aux Canadiens, et certainement à mon collègue d'en face, que Pêches et Océans demeure un ministère important du gouvernement. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour protéger les pêcheurs, l'industrie et les collectivités.

* * *

L'EMPLOI

Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, le taux de chômage au Canada a bondi à 6,9 %, un sommet en huit ans, si on exclut la pandémie. Il est alarmant de constater que le taux de chômage chez les jeunes, lui, correspond à plus du double. L'OCDE nous prévient maintenant que la guerre commerciale de Donald Trump fera disparaître encore plus d'emplois au Canada cette année.

Les Canadiens s'inquiètent pour leur avenir. Quelles mesures immédiates le gouvernement prendra-t-il pour faire diminuer le taux de chômage et protéger les travailleurs canadiens qui seront affectés par les droits de douane imposés par Donald Trump?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole et de représenter Thunder Bay—Supérieur-Nord pour un quatrième mandat à la Chambre des communes.

Le gouvernement est déterminé à protéger les travailleurs et à veiller à ce que les jeunes et, à vrai dire, les travailleurs de tous les âges aient les compétences et les capacités nécessaires pour prospérer durant la transition de l'économie. Je travaillerai en étroite collaboration avec mes partenaires et tous les députés de la Chambre pour veiller à ce que chaque Canadien ait la possibilité de s'épanouir au fil de l'évolution de notre économie.

* * *

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le Président: Je souhaite attirer l'attention des députés sur la présence à la tribune de l'honorable Rob Lantz, premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard.

Des voix: Bravo!

*Affaires courantes***AFFAIRES COURANTES**

[Français]

LA COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE

Le Président: Conformément au paragraphe 61(4) de la Loi canadienne sur les droits de la personne, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau le rapport de la Commission canadienne des droits de la personne pour l'année 2024.

Conformément à l'article 108(3)e) du Règlement, ce rapport est réputé renvoyé en permanence au Comité permanent de la justice et des droits de la personne.

* * *

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Le Président: J'ai l'honneur de déposer sur le bureau la liste des députés de la présente législature certifiée par le directeur général des élections du Canada, qui l'a envoyée au greffier de la Chambre.

* * *

● (1520)

[Traduction]

LES PÉTITIONS**LE RECYCLAGE DES NAVIRES**

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre élection à la présidence.

Je prends la parole pour déposer une pétition très importante et d'actualité. Elle émane des habitants de Union Bay, sur l'île de Vancouver, qui ressentent une grande frustration. Ils affirment que le démantèlement des navires présente des risques importants pour les travailleurs et l'environnement en raison de la présence d'une grande variété de matériaux dangereux et de navires en fin de vie.

Les pétitionnaires soulignent également que, contrairement à d'autres administrations, le Canada ne dispose pas de normes relatives au démantèlement de navires et aux activités de démantèlement de navires non réglementées, ce qui constitue une menace pour nos océans, nos communautés côtières et les travailleurs de l'île de Vancouver et de l'ensemble du Canada. L'absence de surveillance nationale du démantèlement des navires et de l'élimination des navires en fin de vie empêche le Canada de s'acquitter de ses obligations internationales au titre de la Convention de Bâle. Les pétitionnaires soulignent que nous pourrions ainsi créer des emplois.

Les pétitionnaires souhaitent que le gouvernement du Canada élabore des normes fédérales exécutoires visant à réduire les incidences environnementales et sociales du démantèlement de navires, qui soient conformes ou supérieures à celles énoncées dans le règlement de l'Union européenne relatif au recyclage des navires; qu'il accorde une aide sous forme de prêts ou de subventions aux entreprises de démantèlement de navires réputées et établies de longue date, afin de faciliter la mise en œuvre des nouvelles normes fédérales applicables à leurs activités; et qu'il élabore une stratégie de recyclage des navires en fin de vie appartenant à l'État fédéral.

C'est la quatrième année que je dépose cette pétition sans qu'on y donne suite.

CHYPRE

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, CPC): Monsieur le Président, si vous me le permettez, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, j'aimerais vous féliciter de votre élection et remercier les habitants de ma circonscription de la confiance dont ils ont fait preuve envers moi.

Je me limiterai aujourd'hui à une seule pétition, qui est présentée au nom de la solide communauté chypriote du Canada. Cette communauté a porté cette pétition à l'attention de la Chambre, en faisant remarquer que l'invasion militaire de Chypre par la Turquie en 1974 était illégale et brutale, et qu'elle a entraîné l'occupation continue de 37 % de l'île et de 57 % de son littoral. Cette occupation a donné lieu à de graves violations des droits de la personne, notamment des pertes de vie, le déplacement de milliers de Chypriotes et la présence continue de forces militaires turques dans des colonies illégales.

L'année dernière, cette communauté a célébré le 50^e anniversaire de cette invasion tragique partout dans le monde, y compris au Canada, et elle réclame la justice, la liberté et le respect des droits de la personne pour le peuple chypriote. Divers autres aspects sont mentionnés dans la pétition, dont les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies qui demandent la fin de l'occupation de Chypre.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre de respecter toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies relatives à Chypre et de condamner l'occupation illégale du Nord de Chypre par la Turquie; de plaider en faveur du retrait complet et immédiat des troupes turques; de veiller à ce qu'aucun équipement militaire, technologie ou arme fabriqué au Canada ne soit vendu à la Turquie ou utilisé contre Chypre ou d'autres groupes opprimés; de continuer à rejeter la reconnaissance de l'occupation illégale; et de plaider en faveur d'une Chypre libre et unifiée, en se fondant sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies et les déclarations de l'Union européenne.

LES ANCIENS COMBATTANTS

Brad Vis (Mission—Matsqui—Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, je remercie les bonnes gens de Mission—Matsqui—Abbotsford de m'avoir réélu à la Chambre des communes.

Aujourd'hui, je présente une pétition au nom de résidents de ma circonscription qui s'interrogent sur la transition entre la vie militaire et la vie civile. Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de réduire de façon considérable les formalités administratives pour les anciens combattants et d'améliorer le processus de transition entre la vie militaire et la vie civile.

LA RÉFORME ÉLECTORALE

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre au cours de la présente session parlementaire, je tiens d'entrée de jeu à remercier les électeurs de Saanich—Gulf Islands de m'avoir accordé leur confiance pour continuer à les servir. C'est un grand honneur pour moi de le faire. Je suis on ne peut plus reconnaissant envers les 350 bénévoles qui ont fait preuve d'une diligence exemplaire durant toute la campagne. Certains ont travaillé sans relâche, sept jours sur sept. Je ne pourrai jamais les remercier suffisamment.

Au nom d'un grand nombre de mes concitoyens, je prends la parole pour présenter une pétition — et ce n'est pas la première fois que je le fais — qui souligne l'existence à l'échelle du pays d'un fort désir de réforme électorale. Les pétitionnaires soulignent qu'un sondage Angus Reid réalisé récemment, en septembre dernier, a révélé que 85 % des personnes interrogées souhaitent qu'une assemblée citoyenne choisisse un processus de réforme électorale qui remplacerait le contrariant système majoritaire uninominal à un tour.

En résumé, les pétitionnaires demandent au gouvernement de mettre en place un mécanisme pour parvenir à un consensus parmi les citoyens canadiens qui veulent un mode de scrutin équitable afin que la composition du Parlement reflète le vote des électeurs. Ils demandent qu'une assemblée citoyenne sur la réforme électorale soit organisée dans les 12 mois et que les changements recommandés soient mis en place avant les prochaines élections.

● (1525)

Le Président: Nous ne passerons pas aux questions au Feuilleton ni aux avis de motions portant production de documents, car aucune question ou motion n'est inscrite au Feuilleton d'aujourd'hui.

* * *

DEMANDE DE DÉBAT D'URGENCE

LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS AUTOCHTONES AU CANADA

Le Président: Je désire informer la Chambre que j'ai reçu une demande de débat d'urgence. J'invite la députée de Nunavut à faire une brève intervention.

Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, je tiens d'abord à remercier les habitants de Nunavut de m'avoir accordé leur confiance afin que je puisse me joindre de nouveau aux députés pour mon deuxième mandat au Parlement.

Je remercie la députée de Winnipeg-Centre d'avoir présenté une lettre commune demandant également ce débat d'urgence.

Je prends la parole aujourd'hui pour demander la tenue d'un débat d'urgence sur la santé et le bien-être des enfants autochtones au Canada. Le gouvernement canadien a laissé tomber les enfants et les jeunes métis, inuits et des Premières Nations en imposant de nouveaux changements radicaux aux applications du principe de Jordan et de l'Initiative: Les enfants inuits d'abord.

Le principe de Jordan est une obligation légale imposée par le Tribunal canadien des droits de la personne de remédier aux lacunes en matière de soins de santé pour les enfants autochtones. Le principe porte le nom de Jordan River Anderson, qui est mort à l'hôpital à l'âge de 5 ans parce que les gouvernements fédéral et provincial ont fui leurs responsabilités à l'égard de ses soins. Sa mémoire doit être honorée comme il se doit.

La façon dont les enfants et les jeunes autochtones sont traités est devenue une crise nationale. Le gouvernement fédéral a apporté des changements unilatéralement sans tenir compte des répercussions sur les enfants, les jeunes et les familles inuits et des Premières Nations. Les changements apportés aux critères d'application du principe de Jordan et à l'Initiative: Les enfants inuits d'abord ont pour effet de maintenir les enfants inuits et des Premières Nations dans la pauvreté et moins en santé que les enfants non autochtones. Il y a 140 000 demandes liées au principe de Jordan dont l'approbation accuse un retard de plusieurs mois, et aucun plan clair n'a été établi pour régler le problème.

L'Adresse

Les Nunavummiuts ont travaillé fort pour que l'Initiative: Les enfants inuits d'abord soit prolongée, mais au cours de la campagne électorale fédérale, les libéraux ont annulé le programme de bons alimentaires dans les hameaux qui était destiné aux enfants et aux familles inuits. Ce programme, qui connaissait beaucoup de succès, venait en aide à plus de 15 000 enfants inuits. Aucune raison n'a été donnée pour justifier son annulation. Cette décision politique a plongé les enfants et les familles inuits dans la pauvreté.

À 42 %, le taux de pauvreté infantile du Nunavut est le plus élevé au Canada. Le taux national est de 18,1 %. Le Nunavut a également le taux d'insécurité alimentaire le plus élevé de toutes les provinces et de tous les territoires. Malgré la faible population du Nunavut, l'insécurité alimentaire dans les territoires est une préoccupation qui touche tous les Canadiens en raison de l'ampleur et de la gravité du problème.

Le NPD et moi-même demandons la tenue d'un débat d'urgence afin que les parlementaires puissent discuter des changements radicaux apportés au principe de Jordan et à l'Initiative: Les enfants inuits d'abord, ainsi que de l'incapacité du gouvernement actuel à mettre en œuvre l'ordonnance du Tribunal canadien des droits de la personne concernant le principe de Jordan.

Je vous demande, *Uqaqtittiji*, de veiller à ce que le pays prenne au sérieux le racisme systémique et la discrimination à l'égard des enfants et des familles autochtones et de faire votre part pour exiger des comptes pour les enfants autochtones.

● (1530)

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le Président: Je remercie la députée de son intervention sur une question extrêmement sérieuse et vitale. Cependant, je ne suis pas convaincu que cette demande satisfait aux exigences du Règlement pour le moment.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 27 mai, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le roi en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session.

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, maintenant que Leurs Majestés ont quitté la région de la capitale nationale, nous pouvons vraiment disséquer le discours du Trône présenté par le gouvernement hier.

Hier, les Canadiens ont entendu un discours du Trône assez réussi en ce qui concerne les slogans et les belles paroles, mais terriblement vide de contenu: il n'y avait absolument aucun détail, pas l'ombre d'un plan. Bien souvent, les députés ministériels se défendent en disant que les détails suivent dans les mesures législatives. Même s'il y a peut-être du vrai dans cette affirmation, habituellement, un discours du Trône nous donne au moins une indication claire de ce que ces mesures législatives feront. Autrement dit, cet exercice nous donne une idée de la façon dont le gouvernement atteindra les objectifs qu'il s'est fixés. Or, absolument rien de tel n'a été révélé hier.

L'Adresse

On nous a dit que le gouvernement veut faire bâtir davantage de logements, mais il n'a fait que parler d'augmenter le nombre de fonctionnaires qui administrent des programmes à Ottawa. Il n'a été aucunement question d'encourager les municipalités à accélérer les processus d'aménagement et à réduire les droits connexes. Le gouvernement a copié et collé de nombreux éléments de la plateforme des conservateurs; je pense notamment à l'élimination de la TPS sur la construction de logements neufs. Certains qualifieraient cela de plagiat, un sujet auquel le premier ministre n'est pas complètement étranger.

Les libéraux ont dû oublier quelque chose lorsqu'ils ont copié-collé le programme conservateur parce qu'ils en ont accidentellement sauté des bouts. J'utilise ici l'adverbe « accidentellement » de façon sarcastique. Ils ont beaucoup limité l'application de cette politique. Notre programme aurait fait baisser la TPS sur les maisons neuves, un point c'est tout, mais les libéraux ont limité cette mesure à l'achat de certaines maisons neuves seulement. Ils n'ont pas du tout expliqué comment ils allaient alléger les formalités administratives et réduire les taxes.

Le premier ministre a écrit un livre intitulé *Value(s)*, où il se définit comme un être humain. Dans ce livre, non seulement il déclare son amour pour la taxe sur le carbone, mais il se vante également de son expérience en matière d'augmentation des coûts, non seulement pour les Canadiens, mais aussi pour les citoyens du monde entier.

Voilà ce que le premier ministre a son actif: un stratagème d'investissement mondial qui permet à des banquiers chics et à une élite puissante de faire un tour de passe-passe. Le premier ministre a même expliqué comment il a profité de ce stratagème. Au cours d'une entrevue où il faisait partie d'un groupe d'experts, il a décrit le fonctionnement de ce tour de passe-passe. Premièrement, lui et des gens comme lui ont accès à des responsables des politiques et à des décideurs influents dans le monde entier. C'est ce qu'il a dit. Il utilise cet accès pour faire pression dans le but de faire modifier la réglementation.

Autrement dit, le premier ministre a l'occasion de prendre un verre de vin ou de manger un canapé avec un représentant du gouvernement d'un pays et, en discutant, il les convainc d'apporter des changements à la réglementation, puis il investit dans les entreprises à qui ces changements sont profitables.

Dans l'exemple donné par le premier ministre, il était question de pressions exercées sur le gouvernement du Royaume-Uni pour lui faire imposer une nouvelle exigence à l'égard du carburéacteur. Il n'y avait pas de marché pour la nouvelle exigence. S'il y avait un marché naturel à cet égard, les compagnies d'aviation apporteraient elles-mêmes les changements concernant le carburéacteur. Le premier ministre a expressément exigé qu'un certain pourcentage de ce carburant d'aviation provienne d'une source d'énergie non classique. Pourtant, s'il y avait un marché pour cela, si ce produit non classique était plus efficace ou moins cher, les entreprises le choisiraient d'elles-mêmes. Elles n'auraient pas besoin qu'un organisme de réglementation leur dise de le faire. Il n'y avait pas de marché. Pourquoi? Parce que les coûts augmenteraient. Ces coûts seraient ensuite refilés aux consommateurs, et moins de gens auraient les moyens de prendre l'avion.

Le premier ministre cherche donc à convaincre le décideur de faire mettre en place une règle dont on ne peut pas faire abstraction. Comme le produit ne répond pas aux exigences ou aux besoins du marché, on mobilise les vastes pouvoirs du gouvernement pour

obliger les compagnies d'aviation à incorporer un certain pourcentage d'énergie non classique dans leur carburant. Ces coûts supplémentaires sont refilés aux passagers, et moins de gens ont les moyens de se payer des billets d'avion.

Le premier ministre convainc le décideur que tous les avions à destination ou en provenance d'un aéroport britannique doivent comporter un certain pourcentage d'un carburant donné. Il trouve ensuite une entreprise qui fabrique un produit énergétique non classique. Cette entreprise, qui ne réalisait aucun profit avant le changement de réglementation, a désormais un énorme marché pour le produit énergétique non classique qu'elle fabrique. Du jour au lendemain, elle pourra le vendre à une foule de compagnies aériennes qui desservent le Royaume-Uni. Son marché explosera. Que fait le premier ministre? Il investit dans cette entreprise.

Non seulement le premier ministre exerce des pressions pour que le changement soit apporté, mais il investit ensuite dans l'entreprise, ce qui lui rapporte des millions. Les députés n'ont pas à me croire sur parole: le premier ministre l'a lui-même admis avant de présenter sa candidature à la chefferie du Parti libéral.

● (1535)

Monsieur le Président, imaginons un scénario semblable qui toucherait une autre facette du gouvernement, n'importe laquelle. Imaginons qu'un copain est propriétaire d'une entreprise d'asphalte qui est peu profitable, pour une raison quelconque. Peut-être que son entreprise vend un additif pour l'asphalte, mais qu'il n'y a pas vraiment de marché pour ce produit; les villes et les municipalités rurales ne pensent pas en avoir besoin, et l'entreprise ne produit rien d'utile pour les automobilistes ou les contribuables de la région.

Monsieur le Président, imaginons que quelqu'un profite d'un accès privilégié pour passer du temps avec des ministres ou des fonctionnaires. Imaginons que, malgré l'absence d'un marché pour le produit en question, il les convainc de faire adopter une règle pour qu'il soit obligatoire d'intégrer ce produit à la totalité de l'asphalte posé dans un secteur, puis qu'il investisse dans l'entreprise qui le fabrique. Si un élu agissait de la sorte, il ferait probablement l'objet d'accusations criminelles. Il ferait probablement l'objet d'une enquête pour corruption. Pourtant, c'est exactement ce que le premier ministre a fait au cours de sa carrière dans le secteur privé: il s'est servi de son accès à des représentants de gouvernements pour militer en faveur de changements grâce auxquels il ferait des investissements qui lui rapporteraient des millions. Voilà qui est le premier ministre.

L'Adresse

Dans le discours du Trône, on ne retrouve aucune mention des moyens utilisés pour réaliser de grands projets. Rappelons-nous que c'est le gouvernement libéral qui a annulé de grands projets énergétiques comme les oléoducs Northern Gateway et Énergie Est. Northern Gateway nous aurait donné accès aux marchés asiatiques, puisque c'était le trajet le plus court entre le point d'extraction des hydrocarbures et le port en eau profonde le plus proche pour leur expédition vers des pays comme l'Inde, la Chine et le Japon. Or, la population de ces pays, tout comme leur classe moyenne d'ailleurs, est en plein essor. À l'heure actuelle, bon nombre de ces pays achètent leur énergie à des producteurs d'hydrocarbures qui ne partagent pas nos valeurs. Ces pays producteurs sont dirigés par des dictateurs et des régimes qui violent les droits des femmes et des minorités religieuses et qui attisent des guerres et des activités terroristes non seulement dans leur région, mais dans le monde entier. Parce que les libéraux ont annulé ces projets d'oléoducs, le Canada n'est plus en mesure de répondre à la demande de ces marchés. Le discours du Trône ne présente aucune mesure pour abroger les terribles mesures législatives des libéraux ou soutenir ces projets.

Le premier ministre affirme être l'homme qui a un plan. Les slogans ne sont pas aussi efficaces que les plans. Pourtant, il n'y a pas de plan. Le premier ministre a ensuite dit aux Canadiens qu'il ne déposera même pas de budget avant six mois. Examinons toutes les catastrophes économiques qui affligent les Canadiens: une crise de l'inflation, une crise du coût de la vie, une crise du logement, ainsi que la dette et les déficits énormes accumulés par les gouvernements libéraux. Le gouvernement libéral dépense plus pour le service de la dette que pour les soins de santé. Autrement dit, il paie davantage d'intérêts aux banquiers et aux créanciers obligataires.

En dépit de toutes ces crises, alors qu'il a lui-même dit qu'il fallait agir rapidement et que le Canada devait commencer à s'attaquer à ces problèmes le plus rapidement possible, le premier ministre dit aux Canadiens qu'ils devront attendre six mois avant d'obtenir ce plan. Je ne connais aucun conseil d'administration au pays qui maintiendrait un PDG en poste si, en pleine crise, ce dernier disait: « Je sais que nous traversons une crise, mais ne vous inquiétez pas, j'ai un plan. Je vous le présenterai dans six mois. » Je pense qu'aucun conseil d'administration ne maintiendrait en poste un PDG qui a demandé un délai de grâce de six mois pour commencer à régler un problème.

Le premier ministre affirme vouloir bâtir, mais il refuse d'abroger les lois qui nous empêchent de bâtir. Il refuse de s'engager à abroger la loi C-69, la loi anti-pipeline. Il refuse d'abroger la loi C-48, le moratoire relatif aux pétroliers qui empêche le pétrole de l'Ouest canadien d'être acheminé aux marchés mondiaux. Il maintient le plafond énergétique, le plafond de production et la taxe sur le carbone pour les industries. Nous nous retrouvons donc dans une situation où les métallurgistes, les travailleurs de l'aluminium et les fabricants canadiens doivent s'inquiéter de la concurrence des fabricants américains, qui ne sont pas assujettis à une taxe sur le carbone au sud de la frontière. Ma collègue de Windsor—Tecumseh—Lakeshore a soulevé un excellent point hier quand elle a fait remarquer que dire que nous allons nous battre avec les Américains tout en maintenant une taxe sur le carbone pour les industries, c'est comme forcer les travailleurs canadiens à se battre avec une main attachée derrière le dos. Le Canada ne sera pas en position de force si le gouvernement maintient la taxe sur le carbone pour les industries.

Le premier ministre a dit avec désinvolture: « Quand avez-vous acheté une bonne quantité d'acier exactement? » Ne se rend-il pas

compte que l'acier est présent dans beaucoup de produits que les Canadiens achètent assez régulièrement?

• (1540)

La dernière fois que j'ai ouvert mon réfrigérateur, il contenait de l'acier; la voiture que je conduis contient de l'acier; de nombreux composants d'appareils ménagers contiennent de l'acier; et de nombreux matériaux utilisés pour la construction de maisons neuves nécessitent de l'acier. Les Canadiens ont continuellement besoin d'acheter une foule de produits qui contiennent de l'acier. Cet acier pourrait être fabriqué au Canada, et nous pourrions en exporter une partie aux États-Unis et dans le monde entier si les fabricants canadiens pouvaient profiter d'un avantage concurrentiel et n'avaient pas à payer cette taxe sur le carbone. L'attachement irrationnel du premier ministre à la taxe sur le carbone — qu'il maintient dans le secteur industriel — est en contradiction directe avec tout ce qu'il a dit au sujet de l'aide qu'il allait apporter au Canada pour lui permettre de riposter en position de force. Il va nous imposer des taxes plus élevées et un durcissement des régimes de réglementation.

On ne parle pas d'abroger les lois laxistes en matière de criminalité, celles découlant des projets de loi C-75 et C-5, qui ont fait déferler une vague de criminalité d'un océan à l'autre. Ces deux projets de loi ont réduit les peines infligées aux délinquants dangereux et récidivistes de façon draconienne, ce qui a provoqué cette vague de criminalité. La criminalité n'est pas comme la météo — un peu plus d'humidité un jour et quelques voitures volées de plus le lendemain. La criminalité est le résultat direct des politiques en matière de justice. Lorsque le Parti libéral est arrivé au pouvoir et a commencé à abroger les peines minimales obligatoires et à obliger les juges à accorder la liberté sous caution au lieu d'emprisonner certains des délinquants les plus notoires et les plus dangereux du pays, nous avons constaté une corrélation directe avec l'augmentation de la criminalité.

La même chose s'est produite avec la crise des drogues. Nous avons un gouvernement qui a décidé de prendre l'argent des contribuables. On peut penser aux contribuables qui travaillent dur, qui font des quarts supplémentaires, qui font de longues heures, qui passent moins de temps avec leurs enfants et leur famille parce qu'ils se démènent et s'efforcent d'améliorer leur qualité de vie, et qui savent que, quand l'argent des impôts était prélevé directement de leur paie, une partie servait à acheter des opioïdes dangereux pour les distribuer dans les communautés, et que ces drogues se sont retrouvées entre les mains de trafiquants. Pour ces Canadiens qui ont du mal à joindre les deux bouts, c'est le comble de l'insulte quand ils découvrent que l'argent de leurs impôts a servi à subventionner la distribution de drogues dans les communautés.

L'Adresse

Il s'agit simplement des mêmes vieux arguments, présentés dans un nouvel emballage. Les libéraux essaient de faire un énorme tour de passe-passe aux Canadiens. Ils prétendent que s'ils changent un peu leur discours, s'ils ont un nouveau chef avec un nouveau nom tout en gardant les mêmes ministres et les mêmes politiques, les Canadiens croiront que la situation a vraiment changé. Pourtant, il est facile de faire des changements superficiels. Les libéraux peuvent bien changer leurs arguments et se mettre à imiter certains des propos tenus par d'autres partis politiques, comme ils l'ont fait lorsqu'ils ont repris les idées des conservateurs. Il est facile d'enfiler des chaussures noires et des chaussettes normales et de prétendre que tout sera différent. Cependant, les questions qui touchent réellement la vie des Canadiens ne sont pas superficielles. Ce ne sont pas des mots sur des bouts de papier. Ce n'est pas la grande prose d'un monarque en visite au Sénat pour y lire un discours du Trône. La vie des Canadiens change en fonction des lois, de la fiscalité et des règlements que les gouvernements établissent. Jusqu'à présent, nous n'avons absolument aucune indication qu'il y aura des changements significatifs sous la gouverne de ce premier ministre.

Le discours du Trône ne parle absolument pas de libérer le potentiel de nos entreprises et de nos ressources, mais voilà ce que feront les conservateurs. La meilleure façon de lutter contre ce qui menace notre pays, c'est de nous mettre en position de force.

• (1545)

[Français]

C'est facile d'utiliser de belles paroles et de faire de grands discours, mais, la réalité, c'est que la qualité de vie des Canadiens est uniquement changée par les politiques d'un gouvernement, et non par les discours dans une Chambre ou dans l'autre. Ce sont les projets de loi et les décisions des ministres qui vont vraiment changer la qualité de vie des Canadiens. Pour le moment, il n'y a aucune indication que le gouvernement va offrir aux Canadiens un vrai changement.

[Traduction]

Au cours de cette législature, nous nous battons pour le plan que les conservateurs ont proposé aux Canadiens lors des dernières élections. Nous miserons sur le succès de notre chef, Pierre Poilievre, qui a obtenu 42 % des suffrages, grâce à des millions de Canadiens qui ont voté pour le Parti conservateur pour la première fois.

Je sais que mes collègues conservateurs seront d'accord avec moi sur ce point. Je peux garantir que lorsque nous faisons du porte-à-porte pendant les dernières élections, nous avons tous rencontré des gens qui nous ont dit qu'ils n'avaient jamais voté pour les conservateurs avant, et bon nombre d'entre eux ont dit qu'ils n'avaient même jamais voté. Dans la vision de notre chef, Pierre Poilievre, ils ont vu quelque chose qu'ils n'ont pas vu depuis une génération chez les libéraux: l'espoir que la promesse du Canada puisse être rétablie, que le travail acharné puisse porter ses fruits, qu'il soit possible de gagner un bon chèque de paie qui permet de s'acheter non seulement les produits de première nécessité, mais également des petits luxes. Les Canadiens ont vu la conviction que chaque génération qui suivra se portera mieux que la précédente parce que notre pays continuera de croître et de devenir meilleur.

À cause des politiques du gouvernement libéral, nous avons perdu cet espoir depuis 10 ans. Bien que le Parti conservateur ait encore du travail à faire pour remporter les prochaines élections, je peux assurer aux députés que notre chef, Pierre Poilievre, continue-

ra de souscrire à cette vision d'espoir et à cette promesse d'une meilleure vie pour les Canadiens.

Entretemps, nous allons rigoureusement exiger des comptes du gouvernement. Il est de notre devoir d'examiner, poste budgétaire par poste budgétaire, chaque dollar dépensé, chaque dollar d'impôt que paient les Canadiens et chaque atteinte à leur liberté. Pour toute décision prise par le gouvernement, nous ferons notre travail, non pas pour nous-mêmes, non pas parce que nous formons l'équipe des bleus et eux l'équipe des rouges, mais pour les Canadiens qui, chaque jour, doivent travailler, payer les dépenses du gouvernement, rembourser sa dette et composer avec les terribles résultats des politiques désastreuses qui nuisent à notre pays depuis si longtemps.

De plus en plus de Canadiens réclament un gouvernement qui fait passer l'intérêt des travailleurs canadiens, du secteur canadien de l'énergie et des familles canadiennes en premier. Voilà ce pour quoi l'opposition conservatrice se battra jour après jour, tant et aussi longtemps que durera la législature actuelle.

Je termine avec la réflexion suivante. J'ai trouvé le discours du Trône très décevant, non seulement pour les parlementaires, mais pour les Canadiens eux-mêmes. De nombreuses difficultés économiques se profilent à l'horizon, voire ravagent des communautés partout au pays. La Banque TD prédit qu'une récession surviendra d'ici peu et entraînera des milliers de pertes d'emplois. Le ministre du cabinet fantôme responsable du logement a parlé plus tôt aujourd'hui d'un phénomène que seul le Parti libéral du Canada aurait pu créer, où les prix sont si élevés que les nouveaux acheteurs n'ont pas les moyens de s'acheter une maison, même s'ils sont maintenant inférieurs aux prix exorbitants auxquels les propriétaires actuels ont acheté leur maison. On se retrouve dans une situation où les vendeurs ne peuvent pas se permettre de vendre, car s'ils baissent encore leurs prix, ils ne pourront plus rembourser leur hypothèque, mais les prix restent encore trop élevés pour les acheteurs. Les acheteurs ne peuvent pas acheter et les vendeurs ne peuvent pas vendre. Seul un gouvernement libéral pouvait créer pareil fiasco.

Pour financer les engagements électoraux du gouvernement, nous devons contracter une dette qui exercera d'énormes pressions sur les marchés des obligations. Nous ne savons pas quelles en seront les conséquences, mais ce n'est jamais une bonne chose quand les gouvernements empruntent tellement d'argent que les prêteurs commencent à douter de leur capacité à rembourser complètement ces sommes et qu'ils exigent alors de plus gros intérêts.

Le premier ministre prétend qu'il est un homme avec un plan, qu'il est l'homme dont nous avons besoin en temps de crise, celui qui peut résoudre nos problèmes actuels en entrant dans une salle de conférence. Or, sa visite aux États-Unis n'a pas encore donné de résultats. D'autres pays ont conclu des accords avec notre voisin du Sud. Pas notre premier ministre.

Il n'y a toujours pas de plan pour la réalisation de nouveaux projets énergétiques. Le pire, c'est qu'il n'y a pas de budget pour montrer aux Canadiens à quel point la situation est grave et ce qui pourrait les attendre. L'absence de budget est probablement ce que nous avons entendu de plus préoccupant de la part du gouvernement ces dernières semaines. C'est la tâche numéro un. La raison d'être de la Chambre des communes est l'approbation de la fiscalité et des dépenses. C'est l'origine de notre système parlementaire.

L'Adresse

Ce n'est pas seulement un manque de respect; cela revient à charger aux Canadiens les conséquences véritables des politiques du gouvernement. Le fait que le gouvernement ne s'engage pas à déposer un budget avant de partir en vacances pour l'été en dit long. Cela me dit que les libéraux ont vraiment peur d'annoncer les mauvaises nouvelles. Ils ont peur de dire la vérité aux Canadiens parce que les chiffres sont tellement mauvais.

Le mieux que l'on puisse faire quand on doit avaler une pilule amère, c'est de la prendre au plus vite. Ensuite, nous pourrions tous unir nos forces pour essayer de régler le problème. Nous exhortons le gouvernement à déposer le budget.

• (1550)

Par conséquent, je propose:

Que la motion soit modifiée par adjonction de ce qui suit: « et nous demandons instamment aux conseillers de Votre Majesté de s'engager fermement à présenter au Parlement une mise à jour économique ou un budget au printemps, avant que la Chambre n'ajourne ses travaux pour l'été, qui intègre des mesures visant à libérer le potentiel économique du Canada, y compris la pleine responsabilité des finances du Canada ».

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je félicite le chef de l'opposition officielle. C'était un peu moins long que ce à quoi nous sommes habitués de la part du chef de l'opposition, et je l'en remercie.

J'ai une question qui porte sur l'importance des mesures à prendre au sortir des élections, qui ont fait ressortir un mandat très clair, car les Canadiens de tout le pays veulent que les partis travaillent ensemble, dans l'intérêt de la population, pour composer avec les droits de douane imposés par Donald Trump et les questions de commerce, entre autres.

Nous nous souvenons tous que, pendant des années, Pierre Poilievre et les conservateurs ont sillonné le pays en disant que rien n'allait plus au Canada. Le député d'en face ne convient-il pas que le consensus actuel au Canada est que nous devons tous travailler ensemble pour adopter les mesures législatives nécessaires, faire preuve d'unité et représenter de façon concertée les intérêts des Canadiens?

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, bien entendu, nous valorisons toujours la collaboration, mais il y a travailler ensemble pour le plaisir de travailler ensemble, et il y a travaillé ensemble pour mettre fin aux politiques désastreuses qui ont causé la souffrance en premier lieu. Si le gouvernement est sincère et si ses actions et ses projets de loi correspondent à ses beaux discours, il peut s'attendre à ce que nous travaillions ensemble pour faire adopter les idées et les mesures qu'il a reprises de notre programme. Nous devons néanmoins nous mettre d'accord au préalable que ce sont les politiques du gouvernement libéral qui sont à la source des problèmes actuels du Canada.

Le député a parlé de tenir tête à Donald Trump, et c'est la partie qui me pose un grave problème, parce que le gouvernement a dit vouloir « jouer du coude » au début de la campagne, en maintenant la taxe sur le carbone pour les industries ou en continuant à bloquer les projets énergétiques, et le gouvernement allait négocier avec M. Trump en position de force. Puis, secrètement pendant la campagne, le gouvernement s'est dégonflé en abaissant discrètement les droits de douane de rétorsion à hauteur de 0 %. Puis, à la fin de la campagne électorale, dans la dernière ligne droite, les fameux coude se sont redressés, mais le gouvernement n'a pas informé les Canadiens de ce qu'il avait fait. Lors de sa rencontre officielle avec M. Trump, le premier ministre avait les coude bien bas.

Les coude se sont levés, puis se sont baissés; on aurait dit que les libéraux faisaient la danse de la poule.

• (1555)

[Français]

Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ): Monsieur le Président, en ce troisième jour de notre retour au Parlement, j'interviens pour la première fois dans le cadre de cette législature. Je tiens donc à remercier chaleureusement les électeurs et les électrices de Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton de m'avoir accordé ce troisième mandat. La circonscription a changé de nom, mais elle garde les mêmes frontières, et surtout les mêmes extraordinaires citoyens et citoyennes, que j'aime du plus profond de mon cœur. Je serai à la hauteur du mandat qu'ils m'ont confié, encore une fois.

Voici ma question pour mon collègue. J'ai envie de lui demander tout simplement s'il pense que le président Trump s'est mis à trembler en lisant ce discours du Trône. En fait, on a dû lui faire un résumé. Je suis curieux de savoir ce que mon collègue pense. J'aimerais qu'on se mette dans la tête d'un stratège de la Maison-Blanche qui doit résumer ce discours du Trône et écrire des petites notes de recommandations, des suggestions. On se serait attendu à un document particulièrement costaud après toute la campagne de peur, après tout ce qu'on nous a dit pendant la campagne électorale. On nous a dit que nous avions besoin des libéraux pour sauver la souveraineté canadienne.

Je suis curieux. Prêtons-nous au jeu. D'après mon collègue, qu'est-ce qui a été résumé en quelques lignes pour le président Trump et quelle a été la réaction du président?

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, je crois que le président a regardé le discours du Trône et qu'il était probablement content que le gouvernement ait dit qu'il n'allait pas changer grand-chose.

La faiblesse de l'économie canadienne, après les politiques désastreuses du gouvernement, va continuer. Les taxes et les impôts seront plus élevés. La paperasserie qui menace nos entreprises va rester parce qu'il n'y a rien dans le discours du Trône qui s'attaque à ces choses.

[Traduction]

À mon avis, il n'y a rien dans le discours du Trône qui pourrait signaler à l'administration américaine que le gouvernement canadien s'apprête à prendre des mesures pour renforcer notre pays et faire pression sur l'administration américaine. Pour que celle-ci se sente pressée d'abandonner les droits de douane, il faudrait que des investisseurs américains demandent au président de faciliter les investissements au Canada. C'est en raison des politiques canadiennes, et non pas à cause des droits de douane, que les investisseurs ne voient pas l'intérêt d'investir au Canada, où il leur faut payer des impôts plus élevés qu'aux États-Unis et où ils sont incapables de réaliser leurs projets. Ils n'iront pas à Washington pour réclamer un accès plus facile au marché canadien, car les politiques gouvernementales leur signalent qu'ils ne rentabiliseront pas leurs investissements au Canada.

Pour négocier en position de force avec les États-Unis, le Canada doit réduire le fardeau fiscal, accélérer les processus d'approbation et réaliser à nouveau des projets d'envergure, afin que les investisseurs américains se rendent à Washington et réclament que leur propre président abandonne les droits de douane qui les empêchent d'accéder au marché canadien. Voilà la formule gagnante.

L'Adresse

L'hon. Mike Lake (Leduc—Wetaskiwin, PCC): Monsieur le Président, au milieu de tout le bruit qui venait du Sud pendant la campagne électorale, un phénomène est peut-être passé inaperçu: il y a eu un véritable mouvement en faveur du changement et d'un retour au conservatisme financier plein de bon sens qui régnait au Canada de 2006 à 2015. En effet, deux millions de Canadiens de plus ont voté en faveur de notre orientation et de ce type de changement.

En 2015, le Canada avait la classe moyenne la plus forte au monde et un budget équilibré. De 2006 à 2015, le gouvernement a présenté un budget chaque année au printemps. Je me souviens qu'en 2011, le chef de l'opposition et moi avons tous les deux été réélus, lui pour la quatrième fois. Les élections ont eu lieu le 2 mai 2011 et, le 6 juin, Jim Flaherty a présenté un budget. Le vote sur ce budget s'est déroulé le 13 juin.

Alors que nous sortions non seulement d'une récession mondiale, mais d'un effondrement économique mondial absolu, dans quelle mesure ce budget printanier habituel a-t-il contribué à maintenir le pays sur la bonne voie?

• (1600)

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, le député a tout à fait raison. En 2011, le gouvernement n'a pas manqué à son devoir. Le budget était prêt à être présenté après les élections. Les ministères ont besoin du budget pour s'orienter, car il établit le plan et prépare le terrain pour eux. Un budget fédéral envoie un signal clair aux entreprises, aux créateurs d'emplois et aux investisseurs sur les règles du jeu auxquelles ils peuvent s'attendre pour les 12 mois à venir environ. Il indique également aux marchés obligataires comment le gouvernement va gérer ses finances.

C'est comme si un emprunteur se rendait à la banque pour demander un prêt sans pouvoir présenter ses talons de chèques de paie ou ses justificatifs de dépenses. La banque lui imposerait un taux d'intérêt plus élevé si elle ne savait pas où il trouverait l'argent pour rembourser son prêt. Il en va de même pour les gouvernements. Les gouvernements présentent des demandes aux prêteurs qui ont de l'argent. Lorsque ces prêteurs achètent la dette publique — autrement dit, qu'ils prêtent de l'argent au gouvernement du Canada — sans voir de plan financier, ils exigent une prime pour ces prêts.

En l'absence d'un plan budgétaire, je crois que les taux d'intérêt vont augmenter. Cela signifie que l'argent des contribuables servira principalement à payer les banquiers et les créanciers obligataires plutôt qu'à alléger le fardeau fiscal des Canadiens ou à améliorer les services publics.

[Français]

Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre élection.

J'aimerais poser une question à notre honorable collègue. Avec tout ce qui se passe dans le Sud, aux États-Unis, avec les droits de douane et la guerre commerciale, j'aimerais savoir comment il compte travailler à la Chambre avec tous nos collègues et comment nous devrions travailler pour justement garder l'intérêt de notre pays ensemble, toujours en ayant en tête l'intérêt national.

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, je remercie ma nouvelle collègue de sa question. Je peux lui répondre par un message de bonne volonté. Si le gouvernement veut réellement instaurer de vrais changements pour les Canadiens, nous travaillerons avec lui et nous pourrions trouver un terrain d'entente.

Cependant, nous avons déjà vu qu'il y avait peu de signes de changements. Ce sont les mêmes ministres que sous Justin Trudeau. Ce sont les mêmes politiques et la même taxe sur le carbone imposée aux producteurs d'acier et d'aluminium.

Nous allons regarder les projets de loi qui seront présentés. Si le gouvernement souhaite réellement changer les politiques de l'ancien gouvernement Trudeau, nous pourrions trouver des solutions et nous pourrions appuyer des projets de loi. Toutefois, si ce gouvernement fait la même chose que tous les autres gouvernements libéraux, comme augmenter les taxes et la paperasserie et enfreindre les libertés des Canadiens, il sera difficile de...

Le Président: Nous reprenons le débat.

L'honorable député de Yukon a la parole.

[Traduction]

Brendan Hanley (Yukon, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup de gratitude et d'humilité que je prends la parole pour la première fois au cours de la présente législature. C'est un honneur de représenter de nouveau les habitants du Yukon à la Chambre. Je partagerai mon temps de parole avec la députée de Mississauga—Erin Mills.

Je tiens à remercier sincèrement les habitants du Yukon de m'avoir accordé leur confiance. J'ai été heureux de recevoir l'appui de tant de gens de ma circonscription, mais, peu importe pour qui les gens ont voté, je reste déterminé à représenter tous les Yukonnais et à défendre avec vigueur le Yukon, car je suis déterminé à bâtir un Canada fort et uni qui accueille et inclut convenablement le Nord.

Je tiens également à vous féliciter, monsieur le Président, pour votre élection à ce poste prestigieux. Je suis convaincu que vous aiderez les députés à respecter l'esprit athénien dont vous avez parlé et que vous ferez de la Chambre un endroit où nous pouvons participer à des débats vigoureux et éclairés tout en ayant le plus grand respect les uns envers les autres en tant que représentants élus de tous les Canadiens.

Je me réjouis à l'idée de travailler dans un esprit de collaboration et de respect avec tous mes collègues de la Chambre, qu'ils soient de retour ou nouvellement élus. Je tiens à saluer tout particulièrement les nouveaux députés de la génération Z, dont la présence au sein de la Chambre est à la fois stimulante et motivante. Ils apportent une énergie nouvelle qui trouve un écho profond, non seulement chez les jeunes Canadiens, mais aussi et surtout chez les jeunes Yukonnais, dont l'avenir est reflété dans la voix de ces députés.

Je me réjouis d'être de retour au Parlement pour représenter un territoire aussi unique et vital que le Yukon, un endroit où le Nord est bel et bien fort et libre.

J'ai écouté attentivement le discours du Trône prononcé par Sa Majesté le roi Charles. Ses paroles étaient porteuses d'un puissant message d'unité, de respect et d'espoir, et nous ont rappelé les valeurs qui unissent notre nation.

L'Adresse

J'apprécie que l'on reconnaisse le territoire sur lequel nous sommes réunis. Je tiens également à souligner, avec une profonde gratitude, que nous nous trouvons sur le territoire non cédé du peuple algonquin anishinabe. Chaque fois que nous prenons la parole au sein de cette illustre Chambre, souvenons-nous des occupants originaux du territoire sur lequel nous avons le privilège de résider. Cette reconnaissance nous rappelle que la réconciliation est une responsabilité partagée que nous devons assumer avec sincérité et détermination.

Au Yukon, la réconciliation est un engagement que nous nous efforçons de respecter au quotidien. Pour parvenir à une véritable réconciliation, les peuples autochtones doivent avoir vraiment voix au chapitre et exercer un réel pouvoir sur les décisions qui façonnent leurs terres, leurs communautés et leur avenir. Nous continuerons de défendre le principe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, non seulement en tant que politique, mais aussi en tant que promesse.

Monsieur le Président, vous remarquerez que mon intervention de quelques minutes dans cette enceinte commence et se termine par le Nord. Alors que le Canada fait face à des défis sans précédent dans le monde d'aujourd'hui, leurs effets se font ressentir plus vivement encore dans le Nord. Cependant, comme nous avons pu l'entendre dans le discours du Trône, le contexte actuel nous offre également des occasions exceptionnelles: l'occasion de marquer un renouveau, de voir plus grand et de poser des gestes encore plus grands. Il en va de même pour les possibilités dans le Nord.

Nous, les habitants du Nord, sommes aux premières loges pour constater les effets de la crise climatique. La fonte du pergélisol, les feux de forêt et les changements dans les écosystèmes ne sont pas une potentialité à venir, mais la réalité d'aujourd'hui au Yukon. Toutefois, nous ne faisons pas que subir ces changements; nous montrons aussi la voie en proposant des solutions. Qu'il s'agisse de projets d'énergie renouvelable ou de conservation dirigée par les Autochtones, le Yukon montre que le leadership environnemental et la croissance économique peuvent et doivent aller de pair.

Nous devons poursuivre et renforcer les investissements du gouvernement dans les infrastructures d'énergie propre, les mesures d'adaptation aux changements climatiques et l'intendance environnementale autochtone dans le Nord. Notre responsabilité est claire: protéger ce territoire pour les générations futures tout en bâtissant une économie durable ancrée dans le respect de la nature.

Les soins de santé constituent une autre priorité urgente. Trop de Yukonnais et de Canadiens partout au pays, mais en particulier dans les régions rurales ou reculées, doivent composer avec de longs délais d'attente, de longs déplacements et un accès limité aux soins dont ils ont besoin. Les Canadiens doivent bénéficier d'un accès rapide à des soins primaires, et ils méritent d'obtenir cet accès. Les services de santé mentale et de lutte contre la toxicomanie sont débordés, et nos efforts de prévention ne répondent pas encore aux besoins. En collaboration avec les provinces et les territoires, le gouvernement continuera de s'attaquer à ces graves lacunes en matière d'accès aux soins de santé.

La force du Yukon dépend également d'une économie juste et inclusive, où chacun a la possibilité de s'épanouir. Pour réaliser des progrès économiques, il faut améliorer l'éducation, les logements et les perspectives d'emploi pour les jeunes Yukonnais, ainsi que pour les familles du Yukon et de l'ensemble du pays.

• (1605)

[Français]

Comme il a été souligné dans le discours du Trône, la langue française est un pilier essentiel de l'identité canadienne. Pourtant, nombreux sont ceux qui ne connaissent pas la vitalité et la force de la communauté francophone du Yukon. En tant que fier francophile, j'ai eu le privilège de vivre aux côtés de cette communauté dynamique et de collaborer avec elle.

Il est frappant de constater que le Yukon se targue d'avoir la troisième plus grande population bilingue par habitant au Canada. En tant que député du Yukon, je reste profondément engagé à défendre ses besoins et à veiller à ce que la communauté continue de prospérer.

[Traduction]

Le Canada respecte et célèbre ses deux langues officielles, mais aussi ses multiples langues autochtones. Le Yukon abrite en effet huit langues autochtones distinctes, chacune étant une expression vitale de la culture. Aujourd'hui, les 14 Premières Nations du Yukon s'affairent à restaurer et à revitaliser ces langues. Le gouvernement poursuit son engagement en faveur des langues autochtones et du processus de réconciliation, et je reste moi-même déterminé à plaider en faveur des ressources et du soutien nécessaires pour assurer le renouvellement continu des langues ancestrales du Yukon.

Notre gouvernement est animé par une conviction fondamentale: une économie forte doit fonctionner pour tout le monde. Aujourd'hui, trop de nos concitoyens peinent à améliorer leur sort, et c'est pourquoi nous prenons des mesures pour diminuer les impôts de la classe moyenne, ce qui permet aux familles à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ par an. Nous rendons l'accession à la propriété plus accessible en réduisant la TPS sur les logements dont le prix est égal ou inférieur à 1 million de dollars pour les acheteurs d'une première maison, ce qui permet d'économiser jusqu'à 50 000 \$, et en réduisant la TPS sur les logements dont le prix est compris entre 1 et 1,5 million de dollars.

À l'échelle nationale, notre priorité consiste à bâtir une économie forte et inclusive qui ne laisse personne pour compte. Pour ce faire, nous allons réduire le coût de la vie, rendre les habitations plus abordables et ouvrir des débouchés dans les métiers spécialisés. Nous éliminerons les obstacles au commerce interprovincial et interterritorial, investirons dans les infrastructures essentielles à l'édification du pays et renforcerons la position du Canada sur la scène internationale tout en protégeant notre souveraineté, nos frontières et nos valeurs.

En cette période où les conflits et l'insécurité déstabilisent de plus en plus le monde, tous les yeux sont braqués sur l'Arctique. Par conséquent, je suis heureux que le discours du Trône confirme que le Canada investira pour renforcer sa présence dans le Nord, car de nouvelles menaces planent sur cette région.

L'Adresse

Au Yukon, comme partout ailleurs au pays, bâtir un Canada fort signifie établir de solides partenariats avec les Autochtones. Voilà pourquoi je suis heureux de voir que le gouvernement doublera le financement du Programme de garantie de prêts pour les Autochtones, dont l'enveloppe passera de 5 à 10 milliards de dollars, afin de permettre à un plus grand nombre de communautés autochtones de devenir propriétaires de grands projets. Ensemble, ces mesures sont plus que des objectifs gouvernementaux; elles reflètent nos priorités communes et représentent un plan pour un Yukon plus fort et un Canada plus fort. Je suis convaincu que la collaboration entre le gouvernement, les partenaires autochtones et les communautés de partout au Canada est la clé pour s'attaquer de front à ces difficultés.

Nous avons besoin maintenant de mesures audacieuses et d'une vision claire. Je suis fier de faire partie d'un gouvernement déterminé à bâtir un Canada sûr, prospère et inclusif, un Canada où la voix du Yukon est entendue et où tous les Canadiens peuvent s'épanouir.

Comme Sa Majesté l'a déclaré hier, l'hymne national du Canada célèbre le Grand Nord fort et libre. Ma région, où habitent les 47 000 Yukonnais que je représente, est le cœur même du Grand Nord canadien. Alors que nous bâtissons un Canada fort, sûr et libre, je veillerai, au nom de mes concitoyens, à ce que le grand territoire du Yukon, avec ses vastes ressources, son environnement vierge et sa population imprégnée d'un esprit novateur, communautaire et aventureux, fasse toujours partie du Canada.

• (1610)

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, nous avons assisté lors de la campagne électorale à une manœuvre électorale qui a même été qualifiée de crasse par une journaliste. Il faut comprendre que la tarification du carbone pour les consommateurs a été abolie par l'ancien gouvernement libéral; dans le cadre de cette campagne électorale, bien que la taxe sur le carbone ait été abolie, le gouvernement a envoyé des chèques à hauteur de 3,7 milliards de dollars à l'ensemble des Canadiens afin de les rembourser. Or cette taxe avait été abolie.

Pire que ça, l'ensemble des Canadiens ont payé pour ces chèques, incluant, évidemment, le Québec. Toutefois, les Québécois et les Québécoises sont les seuls qui n'ont pas reçu ces chèques d'indemnisation. On parle d'un montant de près de 800 millions de dollars qui provient de la poche des Québécois, mais qui a été envoyé à l'extérieur du Québec en guise de compensation financière pour une taxe qui n'existe plus.

Est-ce que le gouvernement libéral s'engage à rembourser ces quelque 800 millions de dollars qu'ont payés les Québécois de manière totalement injuste?

Brendan Hanley: Monsieur le Président, je félicite le député pour sa récente élection et je lui souhaite la bienvenue à la Chambre.

La taxe sur le carbone et l'abordabilité sont deux défis importants pour notre pays. Je ne peux pas répondre précisément à sa question, mais il peut demander une réponse au gouvernement.

La lutte contre l'inabordabilité et la lutte contre les changements climatiques sont les deux priorités de notre gouvernement pour les mois et les années à venir.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de ses nombreuses observations. Il est un véritable défenseur du Nord du Canada, comme de toutes les régions du pays, et ce, à bien des égards.

La question que je veux lui poser ressemble beaucoup à celle que j'ai déjà posée au chef de l'opposition officielle. Les Canadiens ont été très clairs. Nous avons obtenu un mandat minoritaire très fort. Le gouvernement doit donc collaborer avec l'opposition, dans la mesure du possible, pour essayer de parvenir à un consensus, ce qui est extrêmement important, surtout à un moment où les Canadiens se préoccupent fortement de questions comme les droits de douane, le commerce et ainsi de suite.

Je me demande si le député pourrait nous dire comment il estime que la Chambre devrait procéder à ses travaux dans un esprit de coopération.

• (1615)

Brendan Hanley: Monsieur le Président, c'est une question très importante. Ce que j'ai entendu à maintes reprises au cours de la récente campagne électorale, c'est de l'inquiétude, de la colère et même de la peur face aux droits de douane et à l'instabilité de l'actuel gouvernement des États-Unis, qui menacent constamment la souveraineté du Canada sur le plan économique et même national.

C'est une période exceptionnelle dans l'histoire du Canada. Je pense que cela a été souligné dans le discours du Trône historique qui a été prononcé hier. Les Canadiens demandent aux députés de tous les partis de faire preuve d'unité, de détermination et de courage afin de protéger la souveraineté et le bien-être économique du Canada en cette période extrêmement difficile.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, l'honorable collègue de Yukon n'a pas répondu à la question de mon collègue de Repentigny. Ce n'est pourtant pas compliqué.

Une taxe a été abolie, puis un chèque de remboursement a été envoyé pour rembourser quelque chose qui n'avait pas été payé. En matière de saine gestion des finances publiques, on repassera. Ça va coûter 3,7 milliards de dollars à l'ensemble des contribuables canadiens. Le pire, c'est que les Québécois n'ont pas reçu ce chèque, mais qu'ils vont devoir payer 800 millions de dollars pour rembourser des Canadiens qui n'ont pas payé la taxe.

Peut-on m'expliquer comment ça fonctionne dans la tête des libéraux quand vient le temps de gérer les finances publiques?

Brendan Hanley: Monsieur le Président, je peux encore mentionner que ce gouvernement s'est engagé à répondre en même temps à la crise de l'inabordabilité et à la crise climatique. Nous allons répondre à ces priorités avec force et détermination.

[Traduction]

Rob Moore: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Conformément à l'article 43(2)a) du Règlement, j'aimerais partager toutes les périodes d'intervention restantes du Parti conservateur du Canada.

Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour faire part de mes réflexions et de celles de mes concitoyens à l'appui du discours du Trône. Je vous souhaite la bienvenue dans ce fauteuil et j'ai hâte de travailler avec tous les députés afin de réaliser les tâches importantes qui nous attendent.

Quand je me suis présentée comme candidate du Parti libéral pour la première fois, en 2014-2015, puis que je suis devenue députée de la meilleure circonscription du Canada, Mississauga—Erin Mills, mon principal objectif en tant qu'immigrante de première génération âgée de 28 ans, jeune femme racisée et avocate était de veiller à ce que chaque Canadien ait des chances égales et la capacité d'utiliser ce que nous bâtissons ici au Parlement et en tant que gouvernement comme fondement pour assurer sa réussite et celle de tous les Canadiens, car lorsqu'un Canadien réussit, nous connaissons tous la réussite. J'ai été très heureuse d'entendre le discours du Trône et je suis heureuse de parler de ce que cela signifie d'être Canadienne, de parler non seulement de la souveraineté et de l'identité canadiennes, mais aussi de la façon unique dont nous nous soutenons les uns les autres et dont nous bâtissons une communauté ensemble.

Lorsque j'ai quitté l'Angleterre pour m'installer au Canada, alors que j'étais une jeune fille impressionnable de 12 ans, j'ai été très surprise de découvrir le respect qui se manifestait au sein des collectivités canadiennes. Mes voisins d'en face ne ressemblaient pas à mes voisins d'à côté ni à ceux de derrière. Pourtant, nous continuons d'être l'une des collectivités les plus pacifiques et les plus respectueuses au monde, comme l'ont souligné des organisations de premier plan et les Nations unies. Je me suis toujours demandé pourquoi et j'ai passé beaucoup de temps à travailler avec des organismes bénévoles quand j'étais jeune, que ce soit la bibliothèque locale, des banques alimentaires ou des galeries d'art. J'ai essayé de comprendre ce qui fait que les Canadiens sont comme ils sont. Comment se fait-il que nous soyons si pacifiques? Comment parvenons-nous à réunir nos différences et à les utiliser pour le bien de chacun d'entre nous? Au cours des 25 dernières années, j'ai compris que cela ne s'est pas produit d'un simple coup de baguette magique. C'est le résultat d'efforts concertés, soutenus et déterminants des pouvoirs publics, de la société civile, des organisations locales et, bien sûr, des citoyens canadiens afin de continuer à bâtir des ponts entre nous.

À l'heure actuelle, le Canada se trouve au bord d'un précipice. Nous vivons une période de grande insécurité. Ce n'est pas à cause de qui nous sommes. C'est en grande partie à cause de facteurs externes. Ce que le discours du roi a vraiment mis en lumière pour moi, c'est le plan d'action qui sera mis en œuvre pour garantir le maintien de notre souveraineté, pour réduire l'instabilité et pour veiller non seulement à ce que chaque Canadien ait des chances égales de faire ce qu'il veut et de réussir, mais aussi à ce que ceux qui ont moins de chance et qui ont besoin d'un filet de sécurité supplémentaire bénéficient également de soutien.

Au cours de mes 10 années au Parlement, j'ai été membre et présidente du comité de la justice. J'ai siégé au comité de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique, ainsi qu'au comité des comptes publics. J'ai siégé au Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement, j'ai été présidente du caucus omnipartite des femmes, j'ai été vice-présidente à l'Association parlementaire du Commonwealth et, plus récemment, j'ai été secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national. Je sais parfaitement ce qu'il faut pour que les par-

L'Adresse

lementaires travaillent ensemble afin de trouver les solutions concrètes dont nos concitoyens nous ont tous parlé.

• (1620)

Je peux parler des besoins criants en matière de logement et d'abordabilité qu'il faut combler afin de garantir l'égalité des chances pour les mères seules qui ont du mal à mettre du pain sur la table parce que leur famille n'a qu'un seul revenu. En ce qui concerne la précarité du logement, des gens qui ont vraiment besoin d'un logement n'ont pas les moyens de se loger. Par ailleurs, des jeunes ont besoin d'un emploi pour se tailler une place dans nos collectivités et faire croître notre économie.

Nous devons aussi veiller à ce que le Canada présente une image vigoureuse sur la scène internationale, non seulement dans ses relations avec ses voisins du Sud, mais aussi dans sa façon de relever les défis importants qui touchent d'autres régions du monde, qu'il s'agisse de la bande de Gaza, de l'Ukraine, de la Chine, de la Russie, du Soudan ou du Yémen. Au final, le Canada doit défendre la primauté du droit à l'échelle internationale et veiller à bien traiter ses partenaires et ses alliés. Pour ce faire, il faut adopter une approche cohérente et solide à l'égard du déroulement des travaux de la Chambre.

Mon collègue de Winnipeg-Nord a mentionné que nous formons un gouvernement minoritaire fort, mais je ne suis pas d'accord, car je ne pense pas que nous soyons minoritaires. Si chacun des députés présents au Parlement met de côté ses divergences partisans, se mobilise pour bâtir un Canada fort et uni, et parle d'abord et avant tout des intérêts de tous ses concitoyens, nous ne sommes pas minoritaires. Nous sommes les représentants de l'identité canadienne et des orientations qu'il faut prendre pour protéger la souveraineté du Canada afin qu'il demeure fort et libre.

Je suis certaine que cette législature sera très intéressante. Unir tout le monde sera un défi. Je pense que ce discours du Trône définit de grandes priorités afin de nous aider à trouver un terrain d'entente, à mettre de côté nos divergences partisans ainsi qu'à trouver des solutions concrètes pour ceux qui nous ont élus à la Chambre. Je suis prête à faire ce travail et j'espère que tous mes collègues de tous les partis le sont également.

En conclusion, les priorités énoncées dans le discours du Trône correspondent à ce que j'ai entendu de mes concitoyens quand j'ai fait du porte-à-porte. Ces priorités sont aussi alignées sur mes entretiens avec la mairesse de Mississauga et les élus provinciaux de l'Ontario. Les priorités présentées dans le discours du Trône témoignent du fait que toutes les idéologies et les craintes de ces personnes ont été validées et entendues.

Il s'agit d'un excellent plan à mettre en œuvre au cours du présent mandat pour que chaque Canadien ait une chance égale de s'épanouir et les bases nécessaires pour réussir, fonder une famille et vivre une vie heureuse dans un Canada uni et fort.

J'attends avec impatience les questions de mes collègues.

• (1625)

Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Monsieur le Président, j'ai vraiment aimé les observations et les suggestions de la députée au sujet du discours du Trône et de la collaboration.

L'Adresse

Ma question est très simple. Beaucoup de gens au Canada essaient de comprendre ce qu'est devenu le Parti libéral. Le discours du Trône porte vraiment à confusion, car il y a des éléments qui ont été soulevés lors de la campagne électorale qui sont très différents de ceux dont parlait le gouvernement libéral précédent. Bien sûr, beaucoup d'éléments qui ont été soulevés lors de la campagne sont en réalité des éléments que nous avons proposés. Ma question pour la députée est donc la suivante: selon elle, quelle est la meilleure politique que les libéraux ont prise au Parti conservateur?

Iqra Khalid: Monsieur le Président, je félicite le député pour sa réélection.

Les Canadiens ont parlé et ils ont élu un gouvernement libéral. Ils ont également rejeté Pierre Poilievre et ses politiques conservatrices.

Quand je parle de veiller à ce que nous travaillions en collaboration, je me fonde sur ce que les habitants de ma circonscription m'ont dit: « Hé, les amis, nous voulons que vous vous ressaisissiez. Nous voulons que vous travailliez ensemble. Nous voulons que vous représentiez toutes les voix canadiennes et une seule identité canadienne et que vous abattiez du travail au cours de cette législature. » Je mets le député au défi: pouvons-nous le faire, oui ou non?

[Français]

Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le discours de ma collègue, que j'apprécie beaucoup.

Elle nous parlait de la situation précaire du Canada et des menaces extérieures qu'on a vues en provenance des États-Unis. Je trouve ça assez rigolo de voir le Parti libéral découvrir les bienfaits de la souveraineté. Je trouve ça assez intéressant.

J'ai une question fort simple pour ma collègue. Il y a une nation francophone en Amérique du Nord, qui est entourée d'anglophones et dont l'avenir est constamment menacé. Je me demande si elle prend conscience aujourd'hui des défis qui se dressent devant le Québec et si ça ne la rendra pas un peu plus sensible au projet de l'indépendance nationale du Québec.

• (1630)

Iqra Khalid: Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour son intervention. Ça me permet de pratiquer mon français.

[Traduction]

L'identité québécoise et l'identité francophone font partie de l'identité canadienne, et nous continuerons à nous assurer que chaque Canadien est bien représenté. Il y a des francophones dans ma circonscription, comme au Nouveau-Brunswick, dans les provinces de l'Atlantique, en Alberta et dans le reste du Canada. Le français et la francophonie font partie intégrante de l'identité canadienne, et je veux m'assurer que nous sommes unis ici, au Canada, pour faire face aux menaces extérieures.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais revenir sur les observations de la députée concernant un Canada uni. On estime que nous pourrions économiser environ 200 milliards de dollars si nous continuons de collaborer avec les dirigeants autochtones, et plus particulièrement avec les provinces et les territoires, pour trouver des moyens d'éliminer ces obstacles au commerce intérieur. Nous nous sommes engagés à éliminer ces obstacles fédéraux d'ici le 1^{er} juillet.

Je me demande si la députée pourrait simplement préciser ou donner son point de vue sur l'importance de promouvoir et d'encourager la création d'une seule économie canadienne.

Iqra Khalid: Monsieur le Président, je remercie le député de Winnipeg-Nord qui, je crois, détient toujours le record du plus grand nombre de mots prononcés à la Chambre.

Il s'agit de miser sur une seule identité canadienne, une seule économie canadienne. Lorsque nous parlons d'éliminer les obstacles, nous parlons aussi des effets indirects que nous aurons sur d'autres aspects qui en découlent. Il n'est pas seulement question d'économie, mais aussi de la main-d'œuvre, de la mobilité des travailleurs et de la façon d'offrir des services. Par exemple, un avocat en Ontario devrait pouvoir exercer sa profession dans l'ensemble du pays. Une entreprise se trouvant en Saskatchewan devrait pouvoir faire des affaires à l'échelle du pays. Il ne s'agit pas seulement de tirer pleinement parti de nos ressources, mais aussi d'unir les Canadiens, d'établir des liens entre eux et de bâtir un pays plus fort pour tous.

[Français]

Yves-François Blanchet (Beloil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, en décembre 2024, quand nous avons quitté la Chambre, un certain nombre de personnes imprimaient des CV.

En janvier 2025 s'exacerbe une crise avec les États-Unis sur la base de trois thématiques. C'était une crise tarifaire, vraisemblable, mais évidemment temporaire puisque les droits de douane sont un outil d'intimidation, ou une réponse à un outil d'intimidation dans le cas des mesures de rétorsion tarifaires. C'était une crise commerciale vers une nouvelle entente commerciale, un traité de libre-échange moins libre, mais un traité d'échange malgré tout. C'était aussi une crise sur l'affabulation dont on peut maintenant dire que c'est une blague depuis le début sans se faire dire qu'on manque de sérieux. Cela ne sera jamais autre chose qu'une blague qu'on a récupérée et instrumentalisée en distillant l'incertitude au bénéfice de la campagne électorale libérale.

On a sorti le grand jeu lors de ce que j'ai appelé les trois grands week-ends rouges. Il s'agit du débat des candidats à la direction du Parti libéral, du choix du chef du Parti libéral la fin de semaine suivante et de la nomination des ministres libéraux la fin de semaine d'après, suivie du déclenchement d'élections. Le lendemain, sur fond de crise, le premier ministre lui-même a dit ce qui suit à l'antenne de Radio-Canada: « Pas de crise, pas de Mark Carney ». Je sais que je n'ai pas le droit de le nommer, mais comme c'est une citation, je n'ai pas vraiment le choix.

Pourtant, hier, on a tellement rigolé, au point de faire passer Rock et Belles Oreilles pour des embaumeurs. Dans le discours du Trône, il n'y avait pas un mot sur la crise tarifaire, pas un mot sur la crise commerciale. De plus, un souverain étranger tellement fringant est venu danser son affirmation de la souveraineté canadienne alors qu'il est le roi d'un autre groupe. Où est passée la crise? Il y avait une crise. C'était la panique généralisée et bien alimentée. Elle était utile, mais où est passée la crise?

L'Adresse

Est-ce que, comme on a pu le comprendre, elle est réglée grâce à celui qui était déjà premier ministre et qui l'est maintenant encore plus? La raison même pour laquelle il a sollicité un mandat n'existe pas dans son propre discours du Trône. Au lieu de cela, il y a une centralisation jamais vue, et ce, dans les faits comme dans l'intention.

Dans les faits, en santé, on perpétue la volonté d'une intrusion dans une compétence du Québec et des provinces en matière d'assurance-médicaments et d'assurance dentaire. C'est comme si, dans la logique économique d'un grand économiste, on atteint l'efficacité quand on fait faire quelque chose à ceux qui ne connaissent pas cela, de telle sorte que c'est plus long et que cela coûte plus cher. C'est le même raisonnement pour les garderies. Évidemment, il n'y a pas de hausse des transferts en santé, parce qu'une province financièrement étouffée est une province qu'on est capable de courber et d'assujettir.

Il y a une centralisation en matière d'environnement, parce qu'on veut créer le grand rouleau compresseur qui déroulera un oléoduc à travers le Québec sur la base des normes environnementales canadiennes. On fait fi du fait que, au Québec, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, ou BAPE, existe en vertu d'une loi. On ne peut pas contourner une loi. On ne peut pas décider de contourner une loi pour faire plaisir à un ami.

Il y a aussi cette idée d'une seule économie, canadienne bien sûr. Or chaque province canadienne a des outils économiques qui lui sont propres, qui fonctionnent différemment, qui ont des effets différents et qui donnent des moyens différents à partir d'une base économique différente. Le principe d'une seule économie a été unanimement dénoncé par tous les élus de l'Assemblée nationale du Québec. Ou on décide qu'on se fout royalement de ce que les élus ont dit, ou on n'a pas entendu ces élus dire non.

• (1635)

Un peu plus tôt aujourd'hui, lors de la période des questions orales, j'ai entendu des questions qui semblaient provenir de l'Ouest canadien. Je ne suis pas certain qu'on soit davantage d'accord. Je ne suis pas sûr que dans l'Ouest, on se dise qu'il y a une seule économie, qu'elle est canadienne et qu'on s'y assujettira.

Le même engagement centralisateur envers le multiculturalisme canadien est très peu apprécié des Québécois. Pourquoi? C'est parce qu'il porte le déni de la spécificité linguistique québécoise, le déni de la spécificité des valeurs québécoises, le déni d'enjeux en matière d'immigration qui sont caractéristiques au Québec, car nos défis d'intégration ne sont pas les mêmes. Évidemment, c'est vrai sur le plan linguistique, et on constate un peu plus chaque jour que c'est également vrai sur le plan des valeurs.

La grande vertu du discours du Trône, c'est que c'est décomplexé. On nous affirme d'entrée de jeu que, quoi que nous disions ou fassions, c'est cette vision qui s'appliquera. C'est fait avec une ignorance — dans le sens de quelqu'un qui ne connaît pas ça plutôt que dans le sens de quelqu'un qui ne veut rien savoir — de ce qu'est le parlementarisme, de ce que sont les contraintes d'un processus législatif qui doit ultimement céder le pouvoir aux élus et aux parlementaires.

C'est pour ça que j'utilisais un peu plus tôt l'image suivante: c'est comme si le Canada était une banque avec des succursales de village à Québec, à Toronto, à Edmonton, etc. C'est comme si le Canada était une banque centrale avec des villages qui en sont essentiellement des succursales et qui prennent leurs ordres de

marche du banquier en chef. Je le dis sans méchanceté. C'est une lecture qui heurte les Québécois et les élus québécois de l'Assemblée nationale.

Le fédéral dira que c'est lui qui a l'argent. Le bon vieux déséquilibre fiscal fait qu'il reçoit plus d'argent que ce dont il a besoin pour s'acquitter de ses missions, et que les provinces reçoivent moins que nécessaire pour s'acquitter de leurs missions, sans compter qu'elles n'oseront pas augmenter les impôts. Le fédéral dira qu'il a l'argent pour obliger les provinces à lui céder leurs champs de compétence, centralisant tout dans les mains du Canada, qui croit connaître tout mieux que les autres.

Dans un autre ordre d'idée, pour les 22 députés du Bloc québécois que nous sommes au Parlement, les changements climatiques existent réellement. Oui, il existe une telle chose qu'on appelle les changements climatiques, qui détruisent l'environnement à une vitesse grandement accélérée, qui détruisent des vies et qui coûtent, il faudra le répéter encore et encore, des milliers de dollars par année à chaque famille en coûts d'assurance, en coûts d'épicerie plus élevés, en taxes et en impôts pour la réparation des dommages. Cela coûte beaucoup plus cher que n'importe quelle mesure que nous avons imaginée jusqu'à maintenant pour essayer de lutter contre les changements climatiques.

On doit penser que, quand le premier ministre dirigeait Brookfield, il croyait également aux changements climatiques, puisque c'était, sur papier, un fonds d'investissement vert. Nous avons fini par voir que le fonds d'investissement vert était un fonds d'investissement noir, parce qu'on investit dans les hydrocarbures. Il y a sûrement une explication que nous ne connaissons pas encore et que nous découvrirons au moment même où nous connaissons les actifs personnels du premier ministre. Le pensait-il lorsqu'il dirigeait Brookfield ou était-ce une façon d'attirer des investisseurs?

Le climat et l'environnement, encore une fois, le discours du Trône n'en parle pas. Nous, par habitude, en parlons beaucoup. De plus, Repentigny vient de nous envoyer le Wayne Gretzky de l'environnement. Il va nous patiner ça solide et faire en sorte qu'un certain nombre de personnes dans ce Parlement vont regarder le bout de leurs souliers s'il leur reste une conscience environnementale, en particulier l'ancien ministre de l'Environnement et du Changement climatique.

Nous avons donc un gouvernement pétrolier élu avec un programme pétrolier, parce qu'on disait aux gens que ce n'était pas le temps de parler d'environnement, de langue française, d'immigration, de valeurs, de retraités ou de quoi que ce soit d'autre. On nous disait qu'on n'avait pas le temps de parler de quoi que ce soit parce qu'on était en crise. Or, la crise n'a plus l'air d'exister dans le discours du Trône. Maintenant, nous allons certainement pouvoir en parler.

• (1640)

Pour notre part, nous le ferons, parce qu'il y a davantage de richesse à créer à partir d'un modèle qui concilie l'économie et l'écologie qu'il n'y a de richesse à créer à long terme à partir d'un modèle dont les réparations coûtent plus cher que les profits générés. Or les profits générés sont concentrés dans quelques poches et dépensés dans de gros bateaux sur la Méditerranée. Cela ne sert pas le contribuable, qui en paie toujours plus pour en recevoir toujours moins.

Pourtant, il va falloir trouver une façon de collaborer. Les Canadiens et les Québécois ont voulu un premier ministre issu des banques pour négocier avec les États-Unis.

L'Adresse

Le début de l'exercice suscite des questions. Il y a 4 milliards de dollars pour le remboursement d'une taxe qui n'a pas été payée. C'est nouveau. Rembourser quelque chose qu'on n'a pas payé, c'est un processus que je n'ai pas compris, mais qui a fait atterrir 4 milliards de dollars dans les poches des citoyens du Canada. Conformément à ma définition, le Canada excluait le Québec. Les Québécois n'ont pas touché une cenne, parce qu'ils ont leur propre système de tarification du carbone. Cependant, le remboursement n'avait rien à voir avec la taxe sur le carbone. Le subterfuge n'est donc pas singulièrement honnête.

Je rappelle donc au Parlement que le Canada doit 800 millions de dollars aux citoyens du Québec. Qu'on s'y habitue. Tant que ça ne sera pas payé, nous allons le dire. On a eu l'odieux de dire aux Québécois qu'on avait inventé quelque chose de faux, prouvé comme étant faux, et on a donné de l'argent à tout le monde pour obtenir des votes, mais pas à eux, car ils ne sont que des Québécois.

À cela s'ajoutent des baisses d'impôts de 6 milliards de dollars. Une loi sera présentée en ce sens, mais cette loi est inutile. En effet, le ministre des Finances a dit qu'il y aurait une mise à jour économique à l'automne et un budget au printemps prochain. Le premier ministre a dit qu'il y aurait plutôt un budget cet automne. Comme les baisses d'impôt ne peuvent pas entrer en vigueur avant le 1^{er} janvier 2026, le budget de l'automne comprendra les baisses d'impôt. Cela rend la loi inutile, sauf si on souhaite créer un autre paravent, un peu comme on l'a fait avec le roi et l'annexion, entre autres.

On renonce également à un montant de 20 milliards de dollars de réponse tarifaire. Il manque beaucoup de détails à tout le monde à ce sujet. L'ordre de grandeur de 20 milliards de dollars est assez largement reconnu. On parle donc de 30 milliards de dollars ajoutés au déficit du Canada de cette année. Ce n'est pas banal. Justin Trudeau doit se dire qu'il a manqué d'audace et qu'il aurait pu être bien pire. Il n'y a pas de mise à jour économique ni de budget. Pourtant, il faut que l'on continue à croire qu'on ne s'est pas fait avoir.

La reconnaissance de la différence québécoise est un autre enjeu. Je rappelle que nous avons passé la campagne électorale à parler de huit secteurs qui ne sont pas exclusifs à l'économie québécoise, mais qui lui sont singulièrement propres. Il s'agit de l'aluminium, des minéraux stratégiques, de la gestion de l'offre, de l'aérospatiale, de la forêt, de l'énergie propre et de la culture. La culture québécoise est très différente et elle n'est pas en train de se faire avaler par la culture d'un autre. En tout cas, nous résistons mieux, et ce n'est pas le même autre. Il y a également le secteur des pêches.

Nous avons parlé d'une série de solutions. C'est quand même incroyable. Dans le discours du Trône, on ne dit pas le mot « solutions », sauf dans de très vastes et vagues principes. Il y a la subvention salariale, qui est peu calquée sur le modèle de la COVID-19, la recherche et les transferts technologiques pour les entreprises pour qu'elles soient plus compétitives et la diversification des marchés. Je suis allé en Europe et j'ai parlé de la diversification des marchés avec les représentants de pays européens. Il y a le pouvoir d'achat, en particulier pour les retraités, la productivité, la réservation des contrats publics, qu'on aurait pu faire depuis de nombreuses années, le soutien à la petite et moyenne entreprise, le secteur militaire, les contrats publics et la préservation du pouvoir d'achat. Je ne peux pas croire que je connais plus l'économie que le nouveau grand prêtre. Je suis anthropologue.

Pourtant, nous avons présenté plusieurs solutions. J'ai beaucoup participé à la création de ces solutions pour qu'on en parle et qu'on

en débâte. Il n'y a pas un mot là-dessus, à part les mots « gestion de l'offre ». On y reviendra. Le principe de la gestion de l'offre n'a jamais été mis en jeu, mais on a retiré des morceaux. C'est comme si on disait à quelqu'un qu'on ne lui enlève pas sa maison, mais qu'on part avec son garage et que, demain, on viendra chercher sa chambre à coucher et, qu'ensuite, on va partir avec la cuisine. Ce sera encore sa maison, mais il ne va lui rester qu'une fondation et un sous-sol. C'est un peu ce qui se passe.

• (1645)

C'est ce qu'il faut protéger dans son intégralité, mais je pense qu'il y aurait un test à faire pour démontrer que nous sommes capables de nous entendre. Dans ce contexte, je demandais où était passée la crise.

Malgré tout ça, nous avons écouté les Québécois et nous avons promis d'essayer très fort de collaborer, de chercher une voie et, autant que possible, des positions communes. Nous avons promis de partir la manière dont le Canada et le Québec se voient. Cependant, nous n'avons pas le monopole de la manière dont le Québec se voit et nous allons nous chicaner sur qui est plus nombreux. Toutefois, l'Assemblée nationale du Québec est assez claire. Ses membres sont tous Québécois. C'est le seul Parlement qui ne parle que pour le Québec. Ce n'est pas banal et il faudrait aussi les écouter.

Il y a des différences parce que les autres vont parler de la manière dont le Canada se voit alors que nous allons parler de la manière dont le Québec se voit. Il y aura encore et toujours des enjeux de langue, de valeurs, de modèle d'immigration, de petites et moyennes entreprises ou d'environnement. Nous allons tout faire pour nous entendre parce que les Québécois vont nous regarder et nous allons parler pour eux.

Nous allons nous entendre ou nous allons utiliser ce que les Québécois nous ont donné, à savoir, pour l'instant, la balance du pouvoir dans les comités. Ici, compte tenu de la composition du Parlement, nous avons un certain poids. Or, dans tous les comités présidés par les libéraux, si les libéraux ne sont pas d'accord avec les conservateurs, le Bloc québécois aura la voix qui fait la différence. De façon générale, s'ils sont d'accord, ce n'est pas une bonne nouvelle pour le Québec. Il faudra négocier.

Je répète en toute bonne foi que nous sommes prêts à négocier et à trouver des terrains d'entente. Soit nous allons nous entendre avant d'avoir exercé la contrainte de la balance du pouvoir, soit nous allons nous entendre après, parce que ça risque d'accrocher en comité.

Dès aujourd'hui, en guise de test de bonne foi, je propose un sous-amendement à l'amendement des conservateurs au discours du trône:

Que l'amendement soit modifié par adjonction de ce qui suit:

« dans le respect des champs de compétence et des institutions du Québec et des provinces. »

• (1650)

[Traduction]

Le président suppléant (Pat Kelly): Le sous-amendement est recevable.

Nous poursuivons les questions et observations. Le député de Beauce a la parole.

[Français]

Jason Groleau (Beauce, PCC): Monsieur le Président, le programme des travailleurs étrangers temporaires est essentiel pour les régions et d'une importance capitale pour la Beauce.

Les libéraux n'ont pas donné beaucoup de détails dans le discours du Trône. Par le passé, beaucoup de coupes ont déjà été faites dans le programme.

Quelle est la position du Bloc québécois vis-à-vis du programme des travailleurs étrangers temporaires?

Yves-François Blanchet: Monsieur le Président, tout l'enjeu de ce qu'on appelle l'immigration temporaire est assez complexe. L'intention est toujours vertueuse, je crois, ou pourrait l'être. C'est quand même parfois instrumentalisé à de fort douteuses fins.

Dans le cas des demandeurs d'asile, par exemple, c'est humanitaire. Il y a une responsabilité, mais pour l'instant, le Québec est surtaxé. Dans le cas des étudiants étrangers, c'est essentiel pour eux, pour leur pays souvent, mais aussi pour le réseau des universités du Québec, par exemple. Dans le cas des travailleurs étrangers temporaires, c'est essentiel pour plusieurs secteurs économiques, particulièrement dans les régions.

Maintenant, force est d'admettre que, dans chacun de ces trois types d'immigration temporaire, il y a des lacunes, il y a des vices. J'ai mentionné celui de l'accueil des demandeurs d'asile, bien que je crois que nous ayons un devoir à cet égard. Chaque province devrait prendre un nombre proportionnel à sa population. Dans le cas des étudiants étrangers, c'est devenu un contournement de la règle pour venir faire une demande d'asile. Il faut donc trouver une solution à ça. Dans le cas des travailleurs étrangers aussi, il y a des enjeux; des enjeux de travailleurs étrangers temporaires qui finissent par ne pas être temporaires et qui, de renouvellement en renouvellement, s'installent, ce qui crée un problème d'intégration et de rupture du tissu social. Je dis ça sans adresser de reproche, parce que nous sommes responsables de notre propre système. La responsabilité ne revient pas à ceux qui veulent en bénéficier. Je ne veux d'aucune espèce de façon que nous renoncions à quelque chose qui est bon pour eux et qui est bon pour nous, vraisemblablement dans le Canada et assurément au Québec. Avant de dire de façon dogmatique ou électoraliste qu'on va couper là-dedans, même si la finalité est louable, il faudra avoir des conversations sur le moyen pour ne pas nuire à ces gens, à leurs économies, dans une certaine mesure, et à nos besoins économiques pour les entreprises québécoises et canadiennes.

• (1655)

Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, je suis fière de représenter les gens de Rivière-des-Mille-Îles. J'ai écouté avec attention le discours de mon collègue. J'aimerais savoir comment lui et son équipe entendent travailler avec le gouvernement dans les intérêts communs du Québec et du Canada fort et libre, sur les enjeux plus spécifiques des tarifs et de la guerre commerciale avec nos voisins du Sud.

Yves-François Blanchet: Monsieur le Président, pour une personne qui dit avoir écouté attentivement, j'ai l'impression que la députée était aux abonnés absents. Je m'ennuie déjà, et c'était déjà le cas, de l'ancien député de Rivière-des-Mille-Îles.

La réponse est un peu dans l'énoncé final. Il s'agit de n'importe quoi que le gouvernement canadien va vouloir faire dans le respect des compétences et des institutions du Québec. Nous n'aurons pas beaucoup de problèmes avec ça. Je comprends que ça vient de scra-

L'Adresse

per 80 % du discours du Trône. Si c'est fait dans le respect de leur Constitution — la mienne n'aurait que le mot « Québec » écrit dessus —, si c'est fait dans le respect des compétences québécoises et des institutions québécoises, par exemple le BAPE, soit le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, il se peut que nous ayons moins de problèmes. Nous allons régler ça par des conversations sérieuses entre gens qui s'écoutent quand ils se parlent.

Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ): Monsieur le Président, c'est la première fois que je pose une question à mon chef, mais comme nous ne nous sommes pas consultés avant, je ne m'attends pas à me faire remercier pour la qualité de ma question et pour mon travail acharné.

Ce sera bien simple, en fait. On a entendu cette question et on sait qu'Ottawa a tout un historique d'utilisation des crises pour se centraliser toujours plus. On a aussi entendu à de multiples reprises différents chevaux de Troie, comme cette question de ne pas avoir 13 économies, mais d'en avoir une seule, alors que le Québec essaie de bâtir depuis les années 1960 une économie, un modèle distinct avec ses institutions, avec sa manière d'aborder le milieu communautaire, sa manière d'aborder le milieu social, sa manière d'aborder les PME.

Comment mon collègue réagit-il après avoir entendu le premier ministre, à de multiples reprises, ne parler que d'unité quand il s'est fait poser la question à ce sujet aujourd'hui? Cela s'inscrit dans un contexte où l'Assemblée nationale du Québec a adopté à l'unanimité une motion pour faire part de ses craintes, et cela ne semble pas lui faire un seul pli à un endroit que je ne mentionnerai pas.

Yves-François Blanchet: Monsieur le Président, je vais prendre le bout de la question qui m'interpelle le plus et ce n'est pas celui qui porte sur le pli dont mon collègue vient de parler.

L'économie québécoise est profondément différente de l'économie canadienne. Il y a un peu plus de 60 ans, nous étions des Canadiens français sur le *payroll* des Anglais. À peine plus de 60 ans se sont écoulés depuis que René Lévesque a posé un geste fondateur en nationalisant l'électricité. Il s'agit du premier outil économique puissant ayant appartenu aux Québécois, et tout un modèle écologique en a découlé. Aujourd'hui, grâce à la géographie — nous ne sommes pas intrinsèquement plus vertueux —, nous sommes capables au Québec de concilier le développement économique et les énergies propres.

Or, le Canada s'entête jusque dans le mensonge environnemental à dire que l'avenir du Canada passe par une économie est-ouest et pétrolière. Il n'y a pas un économiste sérieux qui pense ça. Le commerce en Amérique du Nord se fait entre le Nord et le Sud et on essaie de faire des exportations vers d'autres endroits. Une économie de PME basée sur les ressources des régions dont il faut maximiser la transformation, c'est intrinsèquement différent. C'est tout ce que je me suis évertué à dire pendant la campagne électorale. Maintenant, plutôt que d'avoir cinq semaines avec relativement peu d'espace, j'ai quatre ans avec un espace plus large, que je vais occuper pleinement.

• (1700)

[Traduction]

Michael Guglielmin (Vaughan—Woodbridge, PCC): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale, mes concitoyens se sont dits très préoccupés par la hausse de la criminalité dans notre collectivité.

L'Adresse

Le Bloc québécois a-t-il vu dans le discours du Trône quoi que ce soit qui permettrait de s'attaquer à ce grave problème que connaissent notre pays et nos collectivités?

[Français]

Yves-François Blanchet: Monsieur le Président, je ne suis pas certain que nous serons toujours d'accord avec les conservateurs sur les moyens qu'il faut employer.

Nous pensons encore que l'on doit sortir quelqu'un de la société lorsque c'est nécessaire à des fins préventives. Il faut essayer d'agir en prévention, mais il y a une négligence relativement à la criminalité, à la source de la criminalité. Il y a une faiblesse dans l'intervention contre la criminalité qui inquiète.

J'aborde cette question sous l'angle des jeunes familles. Je pense aux gens qui ont des enfants et qui craignent que leurs enfants, une fois rendus à l'école, deviennent l'intimidé ou l'intimidateur. C'est pire au secondaire. On craint la présence d'intimidation, de violence, d'une culture de violence qui occupe beaucoup trop d'espace. C'est là qu'il faut commencer à agir. Lorsqu'on constate que ça risque de ne pas fonctionner avec un certain nombre d'individus, il faut effectivement prendre des mesures sévères. Il faut s'assurer qu'un droit fondamental des citoyens qui sont de bonne foi est pleinement respecté. Il s'agit du sentiment et la réalité de vivre en sécurité dans nos rues et dans nos écoles.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je crois que les faits présentés par le chef du Bloc sont inexacts. Il parle des problèmes du Québec et des intérêts de la province qui ne sont pas pris en compte dans le discours du Trône, alors que des questions comme la gestion de l'offre y sont bel et bien. De même, le discours du Trône aborde des questions comme celle de CBC/Radio-Canada.

Je me demande s'il souhaite retirer ces propos.

[Français]

Yves-François Blanchet: Monsieur le Président, les gens ne changent pas. Je ne me suis pas ennuyé de ça.

Écrire un mot sur une feuille constitue difficilement une politique. On peut s'imaginer quelqu'un qui oserait essayer de lire un livre: il y aurait beaucoup de politiques là-dedans. On retrouve dans le discours du Trône les mots « protection de la gestion de l'offre ». J'ai beaucoup expliqué comment c'est clairement incomplet. Le mot « Radio-Canada », en soi, n'est pas une politique. Il ne faut pas se contenter de formuler une série de reproches au gouvernement. Par contre, j'interpellerai les gens qui sont davantage en mesure de prendre des décisions. Il ne faut pas que tout ce que nous disons soit vu comme des reproches, mais il ne faut pas non plus s'imaginer que, parce qu'on a mis un mot dans un document, on vient de prendre un engagement fondateur pour l'avenir de la nation. Ça ne fonctionne pas comme ça.

* * *

LES COMITÉS PLÉNIERS

LA NOMINATION AU POSTE DE PRÉSIDENT

Le Président: En prévision de l'adoption de cette motion, j'ai consulté les chefs des partis reconnus concernant la nomination des autres occupants du fauteuil à la suite de mon élection à la présidence. Je suis maintenant prêt à proposer, pour ratification par la

Chambre, un candidat au poste de vice-président de la Chambre et président des comités pléniers.

Conformément à l'article 7 du Règlement, je propose M. Kmiec pour le poste de vice-président de la Chambre et président des comités pléniers. La motion est réputée proposée et appuyée.

Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le roi en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, c'est un plaisir de prendre la parole au sujet du premier discours du Trône d'un nouveau gouvernement canadien. Je pense que les Canadiens ont été clairs et qu'ils ont vu juste en choisissant le dirigeant le mieux placé pour tenir la barre du pays dans la conjoncture actuelle.

Avant de commencer, je veux revenir sur ce qu'a dit le chef du Bloc. Dans son intervention, il a affirmé que le discours du Trône ne tient pas compte des intérêts du Québec. J'ai trouvé cela regrettable. Je l'ai interrogé précisément à ce sujet, en mentionnant deux dossiers. Le premier, c'est la gestion de l'offre, car je sais à quel point cette question est importante pour le Québec, tout comme elle l'est pour ma province, le Manitoba. J'ai également parlé de CBC/Radio-Canada, qui est une institution précieuse. Dans le discours du Trône, le gouvernement met l'accent sur ces deux dossiers.

Le chef bloquiste m'a répondu que ce n'était que des mots écrits sur une feuille. Or, les mots comptent. Le discours du Trône ne compte pas pour des prunes, même si, selon ce que je sais, le Bloc n'avait pas vraiment envie de participer à sa présentation, ce que je trouve malheureux. Toutefois, il est beaucoup question dans le discours du Trône de bâtir un Canada plus fort et plus sain pour les Québécois et tous les Canadiens. C'est ce qui est important.

Pendant des semaines, mes collègues et moi avons fait du porte-à-porte — certains de mes collègues en font depuis un an et demi — pour bien comprendre quelles sont les attentes des Canadiens. Avant le déclenchement des élections, je ne connaissais pas le premier ministre. Je crois que je l'avais rencontré peut-être cinq fois, tout au plus. Cependant, pendant la campagne électorale, les Canadiens ont, tout comme moi, appris à le connaître. Ils l'ont comparé à Pierre Poilievre et aux autres chefs de parti et ils ont perçu que le premier ministre est une personne digne de confiance sur laquelle ils peuvent compter pour défendre d'abord et avant tous leurs intérêts.

L'Adresse

Les Canadiens ont constaté que le premier ministre avait été nommé au poste de gouverneur de la Banque du Canada par Stephen Harper et qu'en Angleterre on lui avait confié la Banque d'Angleterre alors qu'elle traversait une période très difficile. Ils ont compris que nous avons besoin d'un dirigeant qui comprend véritablement comment rendre l'économie plus forte et plus saine et comment en stimuler la croissance. Comparons ce parcours à celui d'un politicien de carrière. Je n'ai rien contre les politiciens de carrière. J'en suis un moi-même, en quelque sorte. Toutefois, les Canadiens ont examiné les faits, et j'estime qu'ils ont pris la bonne décision.

Ce que nous voyons dans le discours du Trône aujourd'hui reflète fidèlement ce que les Canadiens nous disent depuis longtemps, ces dernières semaines. Nous l'avons entendu très clairement.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, mes amis d'en face veulent parler de la taxe sur le carbone. Oui, le premier ministre s'est débarrassé de la taxe sur le carbone. Comme quand Erin O'Toole...

• (1705)

Le Président: Je m'excuse, mais je dois interrompre le député. Je sais que le député de Winnipeg-Nord ne bronche pas dans ce genre de situation, mais cela me déconcentre et m'empêche de suivre le débat.

Je redonne la parole au député de Winnipeg-Nord.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'estime que nous avons le bon dirigeant au bon moment, c'est-à-dire le premier ministre que nous avons élu le 28 avril. Le discours du Trône est le reflet du gouvernement que les Canadiens réclament.

Je pense à la présentation du discours du Trône et je repense à ce que j'ai entendu en faisant du porte-à-porte. Les Canadiens sont véritablement inquiets. Il y a même un élément de peur attribuable au président Trump et à ses déclarations. Les trois principales sources de préoccupation sont Trump, les droits de douane et le commerce.

Nous voulons faire de l'économie canadienne l'économie la plus forte du G7. J'estime que nous avons le dirigeant pour y parvenir. Je crois que le discours du Trône montre que nous devons faire preuve de patience et attendre le budget. Pensons au temps que Stephen Harper a mis à présenter son budget. Nous devons donner au premier ministre et au Cabinet l'occasion d'instaurer les changements nécessaires pour gérer la crise actuelle.

Le budget sera présenté en temps utile. Entretemps, nous espérons que les députés feront preuve de collaboration pour répondre au principal enjeu que les gens soulevaient quand nous faisons du porte-à-porte. Les députés de tous les partis reconnaissent — j'en suis sûr, parce que nous avons tous fait du porte-à-porte — que les gens étaient vraiment préoccupés par les droits de douane américains, le commerce et la situation dans laquelle se trouvait le Canada. Au bout du compte, il y a des initiatives que nous pouvons prendre et qui changeront la donne.

Quand le premier ministre nous a rencontrés, moi et des membres de la communauté philippino-canadienne, nous avons parlé un peu de commerce. Nous avons parlé, en particulier, des Philippines. En décembre, j'étais aux Philippines, où nous avons parlé de l'importance du commerce entre le Canada et les Philippines.

Mary Ng, qui était ministre à l'époque, a indiqué, en collaboration avec le gouvernement philippin, que nous souhaitions avoir des discussions officielles en vue d'établir une forme d'accord commercial. J'en parle parce que, en tant que gouvernement, nous avons la responsabilité de porter le regard plus loin que la frontière avec les États-Unis et de chercher à stimuler le commerce international.

Le Canada est unique au monde. Nous avons conclu plus d'accords commerciaux que tout autre pays, sur tous les continents. La mosaïque de notre pays nous procure une occasion en or. Nous devrions profiter de notre diversité pour promouvoir davantage les intérêts économiques du Canada dans le monde entier. Les États-Unis, étant situés juste au sud de la frontière, seront toujours notre principal partenaire commercial. C'est une évidence. Chaque jour, nous échangeons pour des centaines de millions de dollars de biens dans les deux directions. On ne peut nier l'importance des États-Unis comme partenaire commercial et la nécessité de conclure un accord où les deux parties sont satisfaites.

Cependant, comme l'a très clairement souligné le premier ministre au gouvernement américain actuel: le Canada n'est pas à vendre. En cette ère moderne, le Canada est une nation unique qui a beaucoup à offrir au monde entier à bien des égards. Nous le constatons tous les jours dans nos échanges et en suivant l'actualité internationale.

Les valeurs canadiennes sont très prisées dans le monde. Nous nous démarquons. Je pourrais parler de notre système de santé. Je pourrais parler de l'importance que nous accordons à la diversité, contrairement à ce qui se passe aux États-Unis. En fin de compte, nous avons une équipe incroyable qui travaillera avec les États-Unis et nous obtiendrons le meilleur accord possible pour les Canadiens.

• (1710)

Tout à l'heure, j'ai parlé de quelques questions très difficiles qui surviennent à la table de négociations, comme la gestion de l'offre. Le Québec, le Manitoba et d'autres provinces sont directement concernés par la gestion de l'offre. J'en parle parce que le premier ministre ne fait pas abstraction des provinces, des territoires et des communautés autochtones. Le premier ministre consulte les provinces et d'autres parties intéressées depuis qu'il a remporté la course à la direction du Parti libéral du Canada plus tôt cette année, et il travaille avec elles. Nous sommes conscients de la véritable utilité que revêt la collaboration avec les provinces. Nous ne serons peut-être pas en mesure d'obtenir un appui unanime dans tous les cas, mais nous devons au moins essayer, car les retombées sont bien réelles.

Heureusement pour les Canadiens, il y a des provinces, des territoires et des communautés autochtones qui savent à quel point il est important d'avoir une seule économie pour l'ensemble du Canada. Nous en reconnaissons l'importance. Selon des estimations, si nous réussissons et que toutes les provinces se joignent à nous pour développer cette économie, et il semble qu'elles le feront, la taille de celle-ci serait d'environ 200 milliards de dollars. Il s'agit d'une somme incroyable à puiser au sein même du pays. À mon avis, le jeu en vaut la chandelle.

L'Adresse

Au bout du compte, nous devrions travailler avec les provinces. Je suis très impressionné par le premier ministre de ma province, Wab Kinew. Il a tout fait pour donner la priorité aux intérêts du pays, tout en protégeant les intérêts de sa région. Je me considère d'abord comme un Canadien, puis comme un Winnipegois et, enfin, comme un Manitobain. Voilà mes priorités. Cependant, je peux dire que je me battrais pour protéger le secteur de l'aérospatiale au Manitoba, un secteur qui, je le sais, est tout aussi important au Québec. De nombreuses provinces éprouvent des problèmes semblables, et nous voulons leur assurer un accès aux marchés d'exportation.

Mais quels sont les effets du commerce au juste? J'aime bien parler de l'industrie porcine au Manitoba parce que c'est un excellent exemple. Au Manitoba, que l'on pense à Brandon, Neepawa ou Winnipeg, on trouve des usines qui emploient des milliers de gens. Chaque année, elles transforment des millions de porcs pour les exporter partout dans le monde, en particulier en Asie et aux États-Unis.

À l'usine de Brandon, il y a un énorme stationnement pour tous les gens qui y travaillent. Ces employés ont des voitures, doivent se loger, achètent des meubles et vont au Tim Hortons. On estime que, au Manitoba seulement, le secteur représente un peu plus de 10 000 emplois, dans les usines. C'est sans parler des emplois indirects qui sont créés. C'est pour cette raison que les droits de douane sont un enjeu de taille. Les Manitobains en sont bien conscients. Si nous devions imposer des droits de douane sur le produit canadien exporté aux États-Unis, le prix serait plus élevé et les ventes pourraient diminuer.

C'est pour cette raison que le premier ministre dit que nous nous emploierons à protéger les industries d'ici. À mon avis, un certain nombre d'industries doivent être protégées. Nous pouvons le faire de différentes façons. Si nous imposons des droits de douane et que nous remettons l'argent ainsi obtenu à des industries qui sont menacées, nous pouvons notamment les inciter à trouver de nouveaux marchés d'exportation. Toutes les provinces ont un type d'industrie qui crée des emplois, offre des débouchés et améliore le niveau de vie de leurs habitants.

● (1715)

Cependant, quelqu'un doit prendre les choses en main, et je crois que le premier ministre, compte tenu de l'expérience qu'il apporte au Parlement, est sans égal à cet égard. Il a montré sa volonté de travailler avec tous les intervenants, en particulier les provinces, les territoires et les communautés autochtones. Voilà qui changera la donne.

Je suis ravi que le roi du Canada ait présenté le discours du Trône, ce qui, à mon avis, accomplit deux choses. Premièrement, cet événement très symbolique montre que le Canada est un pays souverain. Certains ne sont pas nécessairement de grands partisans de la monarchie, mais ils ont compris pourquoi il était important que le roi du Canada vienne ici pour présenter le discours du Trône. J'ai trouvé cela merveilleux. Ensuite, il y a le contenu du discours en tant que tel. Le discours du Trône fournit une orientation à la Chambre des communes.

Il ne fait absolument aucun doute que le gouvernement actuel concentre une grande part de ses efforts sur la question du commerce. Il suffit d'examiner les lettres de mandat qui ont été envoyées aux ministres pour le constater. J'ai eu l'occasion de le faire, comme la plupart des députés, j'en suis convaincu. Je voudrais simplement souligner certaines des priorités du gouvernement.

La première consiste à « établir de nouveaux rapports avec les États-Unis dans les domaines de l'économie et de la sécurité, et renforcer notre collaboration avec nos alliés et nos partenaires commerciaux fiables du monde entier ». Nous travaillerons avec les États-Unis de toutes les manières possibles afin de renforcer les intérêts canadiens et d'assurer leur protection.

La deuxième priorité consiste à « bâtir une seule économie canadienne unifiée en éliminant les obstacles au commerce interprovincial et en définissant et accélérant les projets d'intérêt national qui créent des liens entre nos communautés et transforment notre pays ». Le problème auquel nous faisons face depuis janvier représente une occasion réelle et concrète. Cette occasion, c'est une économie canadienne unifiée. Espérons qu'il y aura d'autres accords comme celui qui a été conclu récemment entre le Manitoba et l'Ontario. D'autres provinces envisagent de suivre leur exemple. Plus nous agissons en ce sens, mieux cela vaudra pour nous tous.

Je souhaite aussi insister sur une autre priorité, soit « protéger la souveraineté du Canada et assurer la sécurité de la population canadienne par des mesures qui renforceront les Forces armées canadiennes, notre frontière et nos services de police ». C'est peut-être parce que j'ai servi dans les Forces canadiennes, mais je suis heureux d'entendre que le premier ministre et le nouveau gouvernement comptent investir davantage dans les forces armées. Je crois qu'il y a une obligation à cet égard: Donald Trump et de nombreux autres intervenants en ont parlé. Le Canada n'est pas seul dans cette situation, puisque d'autres pays doivent également intensifier leurs efforts. Cela dit, pour la première fois en 30 ans, nous avons un premier ministre qui s'est engagé à agir en ce sens, ce qui est dans notre intérêt à tous, selon moi.

J'aime beaucoup le septième point: « Consacrer moins d'argent au fonctionnement de l'appareil gouvernemental pour que les Canadiennes et les Canadiens puissent investir davantage dans les gens et les entreprises qui bâtiront l'économie la plus forte du G7. » Il ne fait aucun doute que le Canada, avec sa population et ses ressources, est bien placé pour avoir l'économie la plus saine et la plus forte du G7, mais il faudra un effort qui va au-delà du Parti libéral. Nous avons besoin de l'appui des députés de l'opposition, car même si le gouvernement minoritaire a un mandat très clair et très fort, il est important que nous reconnaissons que les partis de l'opposition ont la responsabilité d'examiner les idées et les réflexions et peut-être même de proposer des idées et des réflexions. Il est déjà arrivé que nous en adoptions une ou deux.

● (1720)

Je pense que nous avons démontré, par l'entremise du premier ministre, que les bonnes idées n'appartiennent à personne. Allons de l'avant. Montrons que c'est dans l'intérêt des Canadiens. Nous voulons ce genre de soutien. Dans un restaurant de ma région, on m'a demandé combien de temps dure un gouvernement minoritaire. Je dis que cela dépend davantage de l'opposition que du gouvernement.

Le discours du Trône parle également de certains sujets qui me tiennent beaucoup à cœur: les services de garde, l'assurance-médicaments et les soins dentaires. Il parle aussi d'immigration. L'immigration est ma spécialité. J'adore parler d'immigration.

Il y a tellement de choses dans le discours du Trône. J'espère que tous les députés l'appuieront fermement et que nous voterons tous en sa faveur, car c'est la bonne chose à faire.

• (1725)

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, tout au long de la campagne électorale, les libéraux ont repris beaucoup de nos bonnes idées, et je m'en réjouis. Je me réjouis de voir que les acheteurs d'une première habitation seront exonérés de la TPS. Je me demande simplement quand les libéraux annonceront tous les projets de pipelines qui feront de nous une superpuissance énergétique.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, il y a bel et bien une exonération de TPS pour les acheteurs d'une première habitation. Toutefois, je tiens à mentionner « Maisons Canada ». C'est un élément du discours du Trône qui m'inspire beaucoup, car il mobilisera la technologie canadienne, les travailleurs canadiens et la main-d'œuvre canadienne pour fournir des logements abordables. Toutes les mesures en cause seront introduites prochainement. Nous en saurons plus dans les semaines et dans les mois à venir.

Le logement est une grande priorité pour le gouvernement. Le premier ministre l'a dit on ne peut plus clairement, et notre caucus est impatient de mettre en œuvre les nombreuses mesures positives qui sont contenues dans le discours du Trône, pour le plus grand bien des Canadiens.

[Français]

Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, je profite de l'occasion pour vous féliciter de votre nomination. Ce sera un plaisir de travailler avec vous.

Je suis aussi content de retrouver le député de Winnipeg-Nord, qui est en verve, comme d'habitude, même si nous sommes rarement d'accord. Ce sera aussi un plaisir de travailler avec lui.

Tout à l'heure, dans son discours, il insistait sur la phrase qu'a dite à de nombreuses reprises le premier ministre: « Le Canada n'est pas à vendre ». De la perspective d'un Québécois, moi, j'ai envie de lui dire dans la même veine que le Québec ne sera pas une monnaie d'échange. Je lui explique rapidement cette affirmation-là.

L'industrie forestière du Québec paie des droits de douane depuis 2017. Ces droits de douane sont injustes. Il y a 2 milliards de dollars de l'industrie forestière du Québec qui dorment présentement aux États-Unis et le gouvernement libéral n'a jamais levé le petit doigt à ce sujet. Tout à l'heure, lorsque mon chef parlait du discours du Trône, il disait que le Québec était absent. Nous faisons référence à de telles situations.

Pendant la campagne électorale, quand est arrivée la question de l'industrie de l'automobile, le premier ministre s'est dépêché de mettre sa campagne sur pause pour se porter à la défense de l'industrie automobile ontarienne.

La question fort simple que j'ai pour le député de Winnipeg-Nord est la suivante: a-t-il déjà vu quelqu'un au sein du gouvernement libéral se porter à la défense de l'industrie forestière?

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, la réponse courte est oui. Qu'il s'agisse de l'industrie forestière du Québec, de la Colombie-Britannique ou, dans une moindre mesure, du Manitoba, ce sont des industries importantes. Je viens de parler de l'utilisation du bois d'œuvre ou de la pâte à papier du Canada. Il y a de nombreux aspects différents des industries de partout au Canada que nous devons reconnaître.

L'Adresse

Le Québec ne serait pas plus utilisé comme un pion que le Manitoba ou toute autre province. Nous sommes dans ces provinces. Au Québec et au Manitoba, nos industries aérospatiales sont importantes. La gestion de l'offre est importante. En Colombie-Britannique et au Québec, nous soutenons l'industrie forestière afin d'avoir une économie qui fonctionne pour tous les Canadiens, et je pense que c'est ce à quoi ces derniers s'attendent, quelle que soit leur région. Ils veulent que la partisanerie soit mise de côté et que nous nous concentrons sur l'élimination des obstacles afin que la vie devienne un peu plus abordable et que nous puissions tous nous sentir un peu mieux en ce qui concerne notre avenir et, espérons-le, atteindre l'objectif d'être le pays le plus fort du G7.

[Français]

L'hon. Greg Fergus (Hull—Aylmer, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, j'aimerais vous féliciter encore une fois de votre ascension au fauteuil. J'ai pleinement confiance en vos habiletés.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt et d'enthousiasme le discours de mon collègue de Winnipeg-Nord. Il n'a pas eu assez de temps pour aller au fond de sa pensée sur le sujet de l'immigration dans le discours du Trône. J'aimerais lui offrir l'occasion de partager avec la Chambre ses idées sur la question de l'immigration.

• (1730)

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'aurais aimé obtenir le consentement de la Chambre afin d'avoir suffisamment de temps pour parler de cette question. Je me contenterai de dire qu'en ce qui concerne l'immigration, il nous est possible de trouver des moyens d'améliorer le système. Il y a quelques années, les étudiants étrangers venaient au Canada, puis ils repartaient. Concrètement, il y a maintenant des universités et des provinces qui mènent toutes sortes de campagnes de recrutement qui font grimper le nombre d'étudiants étrangers.

J'ai toujours soutenu qu'il faut trouver des moyens de permettre aux étudiants et aux travailleurs étrangers de devenir résidents du Canada. Je pense que le comité permanent de l'immigration aura une excellente occasion de vraiment changer les choses. Nous devons veiller à ce qu'il y ait un équilibre dans le système. À l'heure actuelle, je crois qu'il y a un léger déséquilibre, qui sans doute découle directement du manque de coordination entre les établissements postsecondaires, les gouvernements provinciaux et Ottawa.

Au bout du compte, c'est nous qui sommes responsables. C'est pourquoi je suis heureux que le premier ministre ait accordé une grande importance à cette initiative.

[Français]

Jason Groleau (Beauce, PCC): Monsieur le Président, en tant que région frontalière avec le Maine, la Beauce a une économie qui est étroitement liée aux États-Unis. Plusieurs entreprises de chez nous font plus de 80 % de leur chiffre d'affaires avec les voisins du Sud. Les droits de douane américains sur l'acier nous font extrêmement mal.

Quelle aide le gouvernement libéral va-t-il apporter aux entreprises de la Beauce et du Canada qui sont touchées?

L'Adresse

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, il vaut mieux considérer la question du point de vue de l'industrie dans son ensemble. Je comprends les préoccupations concernant l'acier, tout comme celles concernant l'industrie forestière. Ce sont deux industries qui reviennent trop souvent dans ce que je considère comme des pratiques commerciales déloyales. Nous pouvons parler des magnats forestiers du Sud et de leurs intentions. Nous finissons toujours par l'emporter, mais à grands frais.

Au bout du compte, lorsque nous parlons de ces accords commerciaux renégociés, nous devons voir si nous pouvons améliorer d'une manière ou d'une autre les protections qui font actuellement défaut. C'est pourquoi je dis que nous avons des possibilités. De toute évidence, beaucoup des mesures dont le président Trump a parlé ne me plaisent pas, mais cela pourrait nous donner l'occasion non seulement de protéger certaines de nos industries, mais aussi de stimuler davantage la croissance à long terme. Je suis sincèrement préoccupé, par exemple, par le secteur des produits de l'industrie automobile et par de nombreux autres secteurs au Canada.

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, il me semble important de revenir sur le discours du Trône, qui fait mention de l'enjeu des changements climatiques et d'à quel point ceux-ci causent des perturbations mondiales.

A contrario, on a le gouvernement qui propose comme solution d'alléger les évaluations environnementales et d'accélérer les projets. Il parle de projets dits « conventionnels », de devenir une superpuissance des énergies dites « conventionnelles ». Par là, tout le monde le sait maintenant, on parle de pétrole et de gaz. Or, le Canada est déjà le quatrième producteur mondial de pétrole et le quatrième ou cinquième producteur mondial de gaz.

Ma question est bien simple. À partir de quel moment le gouvernement en place va-t-il considérer qu'il est déjà une superpuissance mondiale? Est-ce que le Canada veut devenir le plus grand producteur de l'univers en matière de pétrole et de gaz avant d'être sérieux dans la lutte climatique? Quand va-t-il considérer que le plus grand secteur pollueur au pays est enfin contrôlé et qu'il doit réduire ses émissions de gaz à effet de serre, comme l'a fait le Québec et comme continue de le faire le Québec, qui paie, par contre, pour les impacts des changements climatiques causés par la principale source de pollution au pays, soit la production de pétrole et de sables bitumineux?

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, très brièvement, oui, le premier ministre a parlé de faire de notre pays une superpuissance énergétique. Ce que le député n'a pas dit, c'est qu'il s'agirait d'énergie propre et classique, le mot « propre » signifiant qu'elle serait bénéfique pour l'environnement.

Il s'agit là d'un aspect très important qui figure dans le discours du Trône.

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravi d'entendre à nouveau le député de Winnipeg-Nord. Je n'ai pas pu l'entendre pendant cinq mois et demi. Je suis ravi d'entendre à nouveau sa voix à la Chambre.

La question que je souhaite lui poser est très simple. Ces dernières années, lui et moi avons siégé dans cette Chambre et nous avons vu le gouvernement conclure un nombre incalculable d'accords

de libre-échange. En fait, nous avons conclu plus d'accords de libre-échange que tous les gouvernements précédents réunis. Quelle est l'importance de ces accords de libre-échange aujourd'hui, étant donné que nous sommes menacés économiquement par nos voisins du Sud?

● (1735)

Le Président: Très rapidement, l'honorable député de Winnipeg-Nord a la parole. Je suis sûr qu'il a une bonne réponse à cette question.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je peux vous garantir que j'y répondrai en moins de cinq minutes.

En fin de compte, je peux affirmer que mon collègue a tout à fait raison. Aucun autre gouvernement dans l'histoire du Canada n'a signé plus d'accords commerciaux que nous...

Le Président: Nous reprenons le débat. La députée de Newmarket—Aurora a la parole.

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, CPC): Monsieur le Président, je remercie les habitants de Newmarket—Aurora de m'avoir confié la tâche de les représenter à Ottawa. Je remercie également mon équipe de campagne, qui s'est consacrée sans relâche à cette mission pendant 18 mois. Nous avons frappé à 100 000 portes pour gagner la confiance de nos voisins. Je remercie ma famille et en particulier mon mari, Matthijs, qui m'a soutenue de ses conseils judicieux, ainsi que mes trois magnifiques enfants, Matthijs, Martina et Isabella, qui n'ont cessé d'encourager leur *mami*.

Lorsque je suis entrée dans la Chambre pour la première fois en tant que députée, j'ai ressenti une profonde humilité. Je n'aurais jamais cru qu'une personne comme moi pourrait assumer ce rôle. Ma famille est arrivée au Canada avec pour seuls biens les vêtements qui se trouvaient dans ses valises, mais comme ces valises ont été volées, nous avons été forcés de transporter nos effets personnels dans des sacs à ordures. C'était sans importance, car nous étions arrivés au Canada, et le fait d'être canadien était un privilège, et ce sera toujours le cas. Mes parents avaient deux emplois, voire trois à l'occasion. Je m'occupais de mes jeunes frères pendant qu'ils travaillaient, et nous regardions tous le soleil se coucher jour après jour en attendant que maman et papa rentrent à la maison. Nous économisions chaque cent, et nous établissions des budgets encore et encore, car quand on veut améliorer sa situation, on établit des budgets. Un jour, nous avons eu juste assez d'argent pour acheter notre première maison dans la belle ville d'Aurora, en Ontario.

Ce qui me brise le cœur, c'est de savoir qu'aujourd'hui, la voie empruntée par mes parents a presque disparu. L'automne dernier, j'ai rencontré une grand-mère à Aurora. Son histoire ressemblait à la nôtre, avec de longues journées, des quarts de nuit, des sacrifices et le souci de joindre les deux bouts. Quand elle m'a raconté son histoire, elle a regardé ses petits-enfants à côté d'elle et elle m'a dit qu'ils n'auraient pas les mêmes occasions qu'elle avait eues, alors qu'ils étaient nés au Canada. Voilà qui devrait nous interpeller, nous émouvoir.

Pour cette grand-mère qui s'inquiète du sort de ses petits-enfants, je pose la question suivante: où est le budget? Où est l'urgence de réagir à la situation actuelle? Partout où je vais à Newmarket et à Aurora, j'entends la même chose. Sur les perrons, dans les espaces de stationnement, dans les ascenseurs et aux caisses des magasins, les gens en ont assez d'attendre une maison abordable, un permis qui ne semble jamais arriver, des rues sécuritaires, un médecin de famille ou un gouvernement qui comprend une vérité toute simple: le temps qu'ils ont n'est pas une ressource illimitée. Les jeunes vieillissent en abandonnant leurs rêves. Nos aînés ont déjà tant donné et le temps leur est compté, mais le Parlement est fermé depuis décembre, soit depuis près de six mois. À peine sommes-nous revenus que nous nous préparons à ajourner de nouveau jusqu'en septembre. Au nom de nos jeunes et de nos aînés, je pose la question: où est l'urgence de réagir à la situation actuelle?

Pendant la campagne électorale, j'ai rencontré un homme à Newmarket qui refusait de croire qu'il y avait une crise de la criminalité dans notre collectivité. Il est sorti de chez lui, il a regardé dans la rue et il m'a demandé où était la criminalité parce qu'il n'en voyait aucune dans sa rue. Pourtant, quelques maisons plus loin, une femme qui entretenait sa pelouse s'était fait voler sa voiture ce matin-là. Elle risquait de perdre son emploi, faute de pouvoir se rendre au travail. La criminalité n'attendra pas la reprise des travaux du Parlement à l'automne; elle exige que des mesures soient prises dès maintenant.

● (1740)

Au nom des victimes d'actes criminels de toutes sortes et au nom des policiers, j'aimerais savoir ceci: où est le projet de loi visant à abroger les dispositions législatives relatives à la capture et à la remise en liberté sous caution? Où est le projet de loi pour mettre fin à la traite des personnes? Où est le projet de loi pour lutter contre la violence entre partenaires intimes? Où est l'urgence de se montrer à la hauteur de la situation?

J'ai rencontré, à Aurora, un entrepreneur canadien qui est brillant, motivé et prospère. Il a fondé trois entreprises aux États-Unis, mais une seule ici, au Canada. Il m'a dit quelque chose qui m'a laissée bouche bée. Il m'a expliqué qu'aux États-Unis, il obtient ses permis, son financement et ses autorisations en l'espace de quelques jours. Au Canada, il lui faut des mois, voire des années. C'est inacceptable, parce que c'est un homme qui veut construire ici et qui croit en notre pays, mais nous lui rendons la tâche plus difficile.

Les députés ministériels disent qu'ils veulent des investissements, des emplois et une indépendance économique par rapport aux États-Unis, mais leur comportement n'est pas à la hauteur de leurs ambitions, et l'héritage libéral continue de saboter notre autonomie économique. En cours de route, la bureaucratie est venue remplacer le gros bon sens. Notre PIB peine à croître, notre productivité est en baisse, notre pouvoir d'achat s'effrite et le taux de chômage augmente à cause des politiques libérales.

Soyons clairs. Le premier ministre sait très bien qu'un employé d'une banque d'investissement qui ne maîtrise pas ses dossiers est licencié. Dans les banques commerciales, si une personne n'a pas de budget, elle n'obtient pas de prêt. Dans le secteur du capital-investissement, si une personne n'a pas de plan, elle n'obtient pas d'investissement. Si un chef d'entreprise a de l'argent à investir au Canada aujourd'hui, il n'attendra pas l'automne; l'investissement ira ailleurs, et une fois qu'il est parti, il est parti pour de bon. Je pose la question suivante au nom des entrepreneurs et de ceux qui prennent

L'Adresse

des risques: quel est le plan pour libérer l'économie canadienne? Où est le sentiment d'urgence devant les problèmes actuels?

Si j'avais un message à transmettre de la part des habitants de Newmarket-Aurora, ce serait celui-ci: nous voulons un gouvernement qui réagisse à l'urgence d'un parent qui tente d'assurer l'avenir de ses enfants: nous voulons un gouvernement qui ressent la même urgence que les parents qui tentent d'assurer l'avenir de leurs enfants, la même urgence que l'entrepreneur canadien qui tente de sauver son entreprise, la même urgence que le secouriste qui tente de sauver la vie d'un patient.

Les habitants de Newmarket-Aurora m'ont élu pour que je ne ménage aucun effort afin de rétablir la promesse qu'en travaillant dur, on peut mener une belle vie dans une belle maison, sur une rue sûre. Les Canadiens ressentent l'urgence. Je la ressens, moi aussi. Nous la ressentons tous. Nous ne pouvons pas demander aux Canadiens d'attendre pendant que nous nous reposons sur nos lauriers. Il faut faire face aux difficultés actuelles avec le sentiment d'urgence qu'elles exigent, non pas un jour lointain, non pas après la pause estivale, mais dès maintenant.

John-Paul Danko (Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas, Lib.): Monsieur le Président, il est inspirant d'entendre la députée d'en face raconter son expérience d'immigration au Canada. C'est une histoire que reconnaîtront beaucoup de familles d'un bout à l'autre de notre grand pays.

Je félicite la députée de son élection au Parlement. J'ai eu le plaisir de faire partie avec son mari du conseil d'administration de l'Art Gallery of Hamilton.

Ma question porte sur ce que j'ai entendu quand je faisais du porte-à-porte pendant la campagne: j'ai découvert un regain de passion et de fierté à l'égard du Canada et du fait d'être Canadien, particulièrement de la part de nouveaux immigrants et de familles d'immigrants, donc de nouveaux arrivants qui sont très fiers de faire partie de notre grand pays. Voici ma question: si les parents de la députée sont toujours vivants, que pensent-ils de son élection et de ses contributions extraordinaires?

● (1745)

Sandra Cobena: Monsieur le Président, quand je me suis présentée pour devenir députée, je me suis remémoré mes premiers jours au Canada, et j'ai appelé ma mère pour lui poser une question. Je lui ai demandé: « Maman, as-tu eu recours à des programmes gouvernementaux lorsque nous sommes arrivés au Canada? De quoi as-tu eu besoin quand tu es arrivée avec trois jeunes enfants? » Elle m'a répondu: « Tout ce dont nous avons besoin, c'était qu'on nous donne notre chance. Tout ce dont nous avons besoin, c'était un emploi qui nous permette de travailler fort, de faire de longues journées et d'assurer l'avenir de nos enfants. »

Aujourd'hui, ces possibilités n'existent plus. Il n'est plus possible de se bâtir une belle maison et d'assurer un bel avenir à ses enfants en travaillant vaillamment et en gagnant sa vie honnêtement. Quand on cogne aux portes des Canadiens aujourd'hui, c'est ce qu'ils nous disent.

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement l'allocation de la nouvelle députée. Je la félicite de son élection et je lui souhaite la bienvenue à la Chambre des communes. Elle représente une circonscription de banlieue que j'imagine semblable à la mienne.

L'Adresse

J'aimerais qu'elle nous parle un peu des propos qu'elle a entendus lorsqu'elle a fait du porte-à-porte au cours de la campagne. Je crois comprendre qu'elle a cogné à 100 000 portes. Elle a sans doute entendu de nombreux Canadiens exprimer leur frustration à l'égard de ce qu'est devenu le pays et de l'érosion de la promesse canadienne au cours des neuf dernières années et demie.

Sandra Cobena: Monsieur le Président, lorsque je faisais du porte-à-porte à Newmarket, un adorable aîné de ma circonscription, Doug, m'a ouvert et m'a invitée à entrer pour me faire part de certaines de ses préoccupations. Pendant que nous discutons, il m'a dit que lorsqu'il était petit, son père lui avait appris que s'il voulait quelque chose, il devait travailler fort et y mettre toute son énergie, et il l'obtiendrait. Doug était assis dans son salon et a dit: « J'ai tout donné. J'ai travaillé dur toute ma vie et maintenant, je reste dans mon salon et j'ai du mal à joindre les deux bouts. » C'est inacceptable. Les Canadiens, y compris les aînés, cherchent des moyens de s'en sortir. Ils veulent que la vie soit abordable.

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, avec plus de 8 milliards en dollars de dommages recensés par le Bureau d'assurance du Canada, l'année dernière est, sauf erreur, une année record en termes d'impacts catastrophiques des changements climatiques au Canada. Malgré cela, je n'entends toujours pas mes collègues de l'opposition officielle se questionner par rapport à ce qu'il faut faire contre les changements climatiques. Au contraire, j'entends plus parler de pipelines, de pétrole et de gaz. Je dois avouer que cela m'inquiète. Je vais quand même voir s'il n'y a pas des points sur lesquels nous pourrions nous entendre.

J'ai parlé des 800 millions de dollars que les Québécois ont payés pour un envoi de chèques des libéraux aux Canadiens dans le cadre de la campagne électorale. Ce sont 800 millions de dollars pour lesquels ils n'ont pas reçu un sou.

J'aimerais savoir si...

• (1750)

Le Président: La députée de Newmarket—Aurora peut répondre brièvement.

[Traduction]

Sandra Cobena: Monsieur le Président, avec mon équipe, je suis allée frapper chez 100 000 personnes, et les priorités des ménages étaient très claires: l'abordabilité, la criminalité et la mobilisation de l'économie. Lorsqu'une jeune mère doit choisir entre payer le loyer ou faire l'épicerie, elle n'a pas besoin qu'on lui permette d'examiner ses besoins à l'automne; elle a besoin qu'on agisse dès maintenant. Nous venons tout juste de revenir et nous nous apprêtons à faire relâche. C'est inacceptable.

[Français]

Gabriel Hardy (Montmorency—Charlevoix, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais commencer en remerciant les gens de Montmorency—Charlevoix. Je l'ai fait lors de ma première question hier, mais je tiens à prendre le temps de le refaire aujourd'hui. Ils ont élu un parti conservateur qui a leurs intérêts à cœur, et je m'apprette à représenter leurs intérêts avec honneur et un grand respect. Je veux qu'ils sachent que c'est un travail que je prends beaucoup à cœur.

Je suis fier de me lever à la Chambre pour intervenir au sujet du discours du Trône en cette 45^e législature et pour faire valoir les intérêts de Montmorency—Charlevoix, ici, à Ottawa. Ma circonscription est une circonscription fondatrice du Québec et du Canada.

Elle compte 29 municipalités et certaines places de la grande région de Québec, notamment les arrondissements de Beauport et de Charlevoix. Nos enjeux sont grands. Chacune des régions a ses réalités, aussi importantes et différentes soient-elles. Je m'engage à être une voix pour les travailleurs et les travailleuses de ma région. Je m'engage aussi à être moi-même un grand travailleur pour les représenter le mieux possible.

Parmi les enjeux principaux que j'ai évoqués, il y a l'accès à la propriété. On en a parlé aujourd'hui. Je crois que c'est une très grande préoccupation, notamment pour les jeunes, d'être capables d'avoir accès à une première propriété. Le prix ne cesse d'augmenter. Pour l'année dernière seulement, on parle au Québec d'une augmentation de 10 % du prix pour l'accès à une propriété. On parle de 9,2 % exactement. Dans le discours du Trône, qui est en fin de compte le plan libéral pour les prochaines années, on propose d'éliminer les taxes sur l'achat d'une première propriété. Bien que les conservateurs soient entièrement d'accord lorsqu'on élimine des taxes, ce n'est pas encore assez, à mon avis. Si un jeune couple qui a acheté un premier condo souhaite maintenant acheter une première maison, ce crédit de taxe ne l'aidera pas tant que ça.

Voici une autre réalité qui est très présente dans ma circonscription: des entreprises sont obligées d'acheter des maisons et d'acheter des logements afin de loger les travailleurs qui viennent les aider dans leur entreprise. Cette mesure n'aidera pas non plus ces entreprises de l'Île d'Orléans, de Baie-Saint-Paul ou de La Malbaie, qui cherchent à attirer des travailleurs, à attirer des familles. Malheureusement, ces familles ne sont pas capables de trouver une place où vivre à un prix raisonnable. Je tiens à mentionner aujourd'hui le nom d'organisations comme Maison Mère Baie-Saint-Paul, qui a réussi à transformer un ancien couvent religieux pour en faire un lieu d'accueil pour la population, un lieu d'accueil pour les entreprises locales. Elle a aussi transformé une grande partie de ce couvent en logements pour attirer les travailleurs étrangers qui viennent soutenir les entreprises de la région. La Coopérative de développement immobilier de Charlevoix a été formée pour construire des logements locatifs abordables afin d'aider les employeurs à attirer des travailleurs. C'est la même chose en ce qui concerne la Côte-de-Beaupré. Il existe un programme de développement spécial de construction de logements abordables grâce à une collaboration entre l'Office municipal d'habitation de la Côte-de-Beaupré et Développement Côte-de-Beaupré. On parle ici d'innovations pour être capable d'attirer des travailleurs et de soutenir nos entreprises.

Parler de loger les travailleurs m'amène à un autre débat, celui sur l'immigration. Le Canada est un pays qui est accueillant, inspirant et certainement respecté partout dans le monde. Il fait bon y vivre. Nous avons une belle qualité de vie et nous sommes heureux d'y être. Nous sommes une belle inspiration et nous sommes enviés. Cette réalité attire les gens de partout dans le monde, pour différentes raisons. Nous savons par contre que nous ne pouvons plus accueillir tout le monde. Nous devons prioriser et garder les travailleurs étrangers qui viennent soutenir notre économie. Dans Charlevoix—Montmorency, c'est primordial. Les conservateurs ont été clairs tout au long de la campagne électorale: les travailleurs étrangers, pour beaucoup de régions, sont une nécessité. En fait, c'est une question de vie ou de mort pour plusieurs entreprises. Les conservateurs vont toujours se lever à la Chambre pour protéger les travailleurs étrangers et s'assurer que leurs entreprises sont soutenues pour un bon développement économique.

L'Adresse

La gestion de l'offre a aussi été mentionnée brièvement. J'ai hâte de voir si, dans les prochaines années, comme on le dit chez nous, les bottines vont suivre les babines. Il est important que ce ne soit pas que des mots, mais qu'il y ait des actions. Pour les conservateurs et moi-même, la gestion de l'offre, c'est non négociable.

● (1755)

Il y a un autre problème criant, spécialement dans la fin de Montmorency et dans tout le territoire de Charlevoix, et c'est la couverture cellulaire. C'est inadmissible, en 2025, qu'on ne soit pas capable de tenir une conversation avec quelqu'un et qu'on soit constamment coupé par manque de couverture cellulaire.

Soyons clairs, la couverture cellulaire aide les économies locales à se développer et aide les entreprises. Cependant, c'est aussi une question de sécurité publique. Je m'engage donc à être présent et à soutenir le développement du réseau cellulaire dans Montmorency—Charlevoix. Je vais représenter cet intérêt, parce que c'est vraiment un intérêt primordial.

Hier, j'ai adressé une question au premier ministre sur la langue française parce que, dans le discours du Trône, il y a une vague mention, une petite phrase dont le sens n'est pas trop profond. Je pense qu'il est plus qu'important qu'on ne se contente pas de reconnaître qu'il faut protéger la langue française. On doit aussi la promouvoir. C'est dans ma circonscription, à Château-Richer, que la première colonie française a été fondée. Ça a mené au développement du Québec et du Canada tel qu'on les connaît aujourd'hui. Notre langue française est fondatrice au Canada. Il est important qu'on ne se contente pas de la protéger, mais qu'on en fasse la promotion pour qu'elle connaisse une belle croissance et qu'on la parle partout au pays.

La santé est un autre enjeu qui, je crois, était l'éléphant dans la pièce lors de la lecture du discours du Trône. La santé physique, la santé mentale, la santé d'une société, ça passe par des actions concrètes. Cela nécessite que l'on travaille à améliorer la santé des Canadiens et des Canadiennes, que l'on fasse la promotion de l'activité physique et que l'on entreprenne des actions pour promouvoir la santé. Il faut faire en sorte que la population comprenne qu'elle peut prendre sa santé en main et qu'elle peut poser des gestes pour prévenir les maladies.

On vit la plus grande crise de sédentarité de l'histoire de l'humanité. J'ai l'impression qu'aujourd'hui, on n'accorde que très peu d'importance à cet élément vraiment essentiel. Il y a de plus en plus de preuves scientifiques présentement qui démontrent l'importance de l'activité physique. Je ne comprends donc pas pourquoi il n'y a toujours pas d'actions concrètes qui sont entreprises et pourquoi on ne fait pas des investissements massifs pour réduire le flot de maladies chroniques. Je ne comprends pas pourquoi on n'investit pas en prévention au lieu de tout le temps attendre que la maladie frappe, ce qui coûte plus cher au bout du compte.

Les études récentes démontrent qu'un cas de cancer sur deux a un lien direct avec l'obésité. On le sait, au Canada, un Canadien sur trois sera obèse d'ici 2030. C'est la première cause de mortalité au pays. Les études nous démontrent qu'on pourrait réduire ce nombre de près de la moitié. Cependant, aucune action n'est entreprise pour promouvoir le sport et l'activité physique dans notre belle nation.

Les maladies cardiaques sont la deuxième cause de mortalité au Canada. Encore une fois, l'ensemble des fondations nous disent que l'activité physique est la meilleure solution pour prévenir ces mala-

dies, qui, dans les dernières années, ont été la deuxième cause de mortalité des Canadiens.

Quand on regarde les 10 principales causes de mortalité au pays, on constate que ce n'est pas compliqué. Quand on consulte les associations qui traitent les maladies ou les associations de médecins, elles nous disent toujours que l'activité physique est la première ou la deuxième solution pour régler la plupart des problèmes. Par contre, les mouvements de force musculaire, les mouvements d'entretien du VO₂ et la promotion des saines habitudes de vie sont très peu mis de l'avant.

Dans un monde où la sédentarité gagne du terrain et où nos hôpitaux craquent de partout, je me serais attendu à ce qu'on mentionne un peu ce sujet dans le discours du Trône. En fait, ce n'est pas compliqué: on recule. Le sport est sous-financé année après année et, cette année, il a même perdu son ministère. C'est dorénavant un secrétaire d'État qui le représente. Si on veut aider les provinces à soutenir leurs hôpitaux, c'est correct de donner de l'argent. Cependant, je pense qu'il serait plus que temps qu'on tienne compte de l'adage « mieux vaut prévenir que guérir » et qu'on soutienne autrement la promotion des saines habitudes de vie.

Je pourrais passer la journée à parler de Montmorency—Charlevoix et à parler de mes intentions et de mes intérêts, et surtout de ceux qui touchent mes concitoyens et qui leur tiennent à cœur. Cependant, je pense que je vais terminer mon discours en invitant tout le monde à venir vivre Montmorency—Charlevoix, à venir chez nous vivre notre expérience et surtout à venir voir la richesse de notre territoire et le grand potentiel de notre région.

Je vais terminer mon intervention d'aujourd'hui en invitant les Canadiens à venir me visiter et à venir prendre part au tourisme, qui est une réelle richesse. Il y a le tourisme culturel, le tourisme sportif et nos incroyables festivals. J'invite mes collègues à venir vivre le festival légendaire Le Festif!, un festival musical international, à séjourner au Club Med ou au Manoir Richelieu. Je les invite à venir voir les belles couleurs de notre région. Je leur jure qu'ils vont vouloir commencer à faire de la peinture. S'ils veulent vivre un rodéo exceptionnel, il y a le Rodéo Mont-Sainte-Anne. S'ils veulent vivre le seul rallye écologique au monde, un rallye zéro émission, c'est le Rallye de Charlevoix. S'ils veulent goûter au terroir, c'est à l'Île d'Orléans que ça se passe. Ste-Brigitte-de-Laval a la plus jeune population au Québec.

● (1800)

J'invite tout le monde à venir vivre l'histoire, et j'ai le goût d'en faire partie avec tous mes collègues.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de ses observations.

Cela dit, les attentes des parlementaires sont élevées, compte tenu des agissements du président Trump et de toute la question des droits de douane et du commerce. Les Canadiens de tout le pays s'inquiètent pour les industries et ils estiment que les parlementaires doivent travailler ensemble non seulement pour développer la solution d'une économie canadienne unique, mais aussi pour mettre en place d'autres initiatives.

L'Adresse

Le député d'en face serait-il prêt à dire que nous devons parfois mettre la partisanerie de côté afin de pouvoir travailler dans l'intérêt collectif des Canadiens? C'est le message clair qu'on peut tirer de la dernière élection générale. Les Canadiens veulent que nous protégeons nos relations commerciales et économiques afin que le Canada, qui est un pays souverain, fasse les meilleures affaires possible.

[Français]

Gabriel Hardy: Monsieur le Président, c'est une très bonne question de la part de mon collègue de Winnipeg-Nord.

Le Parti conservateur a été très clair, et ce depuis le début de cette 45^e législature. Nous allons soutenir les notions qui sont logiques et qui ont du gros bon sens, mais nous allons chercher des faits et des plans. Nous n'allons pas simplement appuyer des idées et de grands mots. Nous allons appuyer des actions concrètes. Si ces actions sont sur la table, le Parti conservateur du Canada et moi-même allons les appuyer.

Jusqu'ici, il n'y a eu que des idées et de beaux slogans, mais on n'a pas encore de plan clair. La preuve, c'est qu'on n'a toujours pas de budget et il n'y en a pas encore d'annoncé avant le mois de septembre ou d'octobre.

Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, j'ai écouté avec attention mon collègue.

J'apprécie et j'adore sa région. Il nous a parlé des attraits touristiques qui sont chez lui. Je l'invite d'ailleurs à aller faire un tour à L'Isle-aux-Coudres. Il y a là l'hôtel du Capitaine, qui est un fantastique hôtel de sa région. C'est très beau.

Notre collègue nous parlait du français, tout à l'heure. J'ai une question assez simple pour lui. Est-il est d'accord avec nous que, lors de la nomination des juges à la Cour suprême, on devrait exiger que les candidats soient bilingues? Est-ce qu'il est d'accord avec nous là-dessus?

Gabriel Hardy: Monsieur le Président, effectivement, à L'Isle-aux-Coudres, il y a un bel hôtel, et un jour je vais m'y rendre. J'espère y être accueilli correctement.

Effectivement, le français est plus qu'important. On doit le défendre et on doit le promouvoir. Cela dit, à aucun endroit visité pendant ma campagne électorale on ne m'a mentionné que les juges devaient être bilingues. Ce que les gens m'ont dit, c'est qu'ils veulent s'assurer que nous ferons la promotion du français partout au Canada, mais, surtout, que nous parlerons français ici, au Parlement d'Ottawa, que nous poserons des questions en français, que nous répondrons aux questions en français et que nous ferons une représentation parfaite de notre belle langue.

C'est ce que je m'engage à faire pour les prochaines années.

Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, je félicite mon collègue de Montmorency—Charlevoix pour son excellent premier discours à la Chambre des communes.

Il représente une nouvelle génération. Il est évidemment plus jeune que moi. Mon collègue a vécu les dix dernières années du gouvernement Trudeau. Il en a vécu les répercussions, tout comme ses amis, les jeunes de la génération des 30 à 40 ans.

J'aimerais qu'il me dise comment il trouve l'accès à la propriété actuellement et quel a été l'impact des décisions du gouvernement Trudeau sur sa génération.

Que peut-on faire pour l'avenir?

• (1805)

Gabriel Hardy: Monsieur le Président, je remercie mon mentor, le député de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, de cette superbe question.

C'est une réalité très percutante que je découvre à chaque porte où je cogne. Les jeunes familles me disent à quel point elles se butent à la difficulté d'accéder à la propriété et à quel point la première mise de fonds, qui a doublé dans les dernières années, est un grand obstacle à obtenir une première propriété. On me parle d'accès au logement. On me parle aussi du prix des maisons qui explose, notamment à Baie-Saint-Paul et à La Malbaie.

C'est dû au fait que des gens commencent à s'y acheter une deuxième propriété, des chalets quand même assez de luxe. Cela fait monter les prix des propriétés dans la région. Les gens ne sont pas capables, finalement, d'avoir accès à la propriété dans leur région ou de s'y installer parce que les maisons sont rendues trop chères. C'est même rendu un problème pour les entreprises qui essaient d'attirer des talents qui, finalement, ne trouvent pas de maison abordable.

[Traduction]

Chris Bittle (St. Catharines, Lib.): Monsieur le Président, les applaudissements étaient plus nourris de l'autre côté de la Chambre que de ce côté-ci, mais les choses ne font que commencer. C'était une tactique digne de Jeb Bush pour susciter des applaudissements, et je m'en excuse auprès de mes collègues. Cela dit, je suis heureux d'être de retour.

Je dois dire que je partagerai mon temps de parole.

J'espère que la présidence me permettra de remercier quelques personnes. D'abord, je tiens à remercier les habitants de St. Catharines, qui m'ont fait confiance pour les représenter ici pour la quatrième fois. C'est un immense honneur de siéger à la Chambre, de défendre leurs points de vue et de tenter d'améliorer un peu notre coin de pays, dans la région de Niagara. Même si je ne suis pas toujours d'accord avec les gens de ma circonscription, je les écouterai, je ferai entendre leur voix et je ferai de mon mieux tous les jours.

Je tiens à remercier les membres de mon équipe principale de campagne et j'ai noté leur nom parce que, sinon, je suis certain d'oublier quelqu'un. Je remercie Alice, Yasmine, Sarah, Garrett, Sam, Ramy, Luca et Sadie pour tout le travail qu'ils ont accompli pendant la campagne.

Je tiens à remercier tout particulièrement Cassandra Almeida, qui travaille à mes côtés depuis sept ans, généralement à mon bureau sur la Colline, ici à Ottawa. Elle a été une conseillère hors pair et elle n'a jamais eu peur de me dire que j'avais tort, à l'instar de beaucoup de députés de l'opposition. Elle a habituellement raison et elle est restée à mes côtés tout ce temps. Comme c'est arrivé à beaucoup d'entre nous d'avoir des conseillers qui sont devenus des amis, j'ai été très chanceux de pouvoir compter sur elle au cours des sept dernières années. Mille mercis, Cassandra.

Je remercie tous les bénévoles et les partisans. Les cinq semaines de la campagne électorale ont été formidables, et il y avait de nombreux nouveaux visages parmi les gens qui nous ont aidés à faire du porte-à-porte à St. Catharines.

L'Adresse

Je tiens aussi à remercier rapidement notre ancien collègue Vance Badaway. Bien que je félicite son adversaire dans Niagara-Centre pour sa victoire, Vance est au service de la région de Niagara depuis plus d'un quart de siècle et il a travaillé extrêmement fort sur de grands dossiers comme la protection des Grands Lacs et la construction d'infrastructures dans la région de Niagara. Je suis convaincu qu'il demeurera un champion pour notre région.

Je tiens surtout à remercier ma fille et mon fils, Hannah et Ethan. Même s'ils sont heureux que papa ait gagné, ce sont eux qui doivent faire des sacrifices. Ce sont eux qui, en période de campagne électorale et à ce moment-ci, doivent vivre avec l'absence de leur père. Ce sont eux qui ne peuvent pas voir papa. Je sais que beaucoup de députés vivent une expérience semblable, mais il est toujours important de remercier sa famille.

Je vais commencer mon discours en parlant de mon fils. Les enfants posent parfois des questions auxquelles nous ne sommes vraiment pas préparés. Mon fils m'a demandé: « Papa, Donald Trump est-il une menace pour le Canada? » Je n'étais pas prêt à répondre à ce genre de question de la part d'un enfant de 8 ans, qui voudrait probablement que je précise à mes collègues qu'il a presque 9 ans.

Je crois que cela montre le degré d'inquiétude ressentie par les Canadiens, y compris les habitants de St. Catharines. On en parle à la table à dîner et aux réunions de famille, et les enfants entendent ces conversations. Cette inquiétude que ressentent les Canadiens et les habitants de Niagara, mon propre fils m'en a parlé. Je lui ai dit que les enfants de son âge ne devraient pas s'inquiéter de ce genre de choses, mais c'est un sujet dont on entend parler. C'est ce que j'ai constaté lorsque j'ai fait du porte-à-porte: les gens sont inquiets.

Notre circonscription est située à environ dix minutes de route de la frontière. J'ai de la famille aux États-Unis, comme beaucoup de députés. Il n'est pas rare de voir des habitants de Niagara traverser la frontière pour aller casser la croûte ou rendre visite à des amis ou à des parents, et notre souveraineté est menacée.

Je me réjouis que, dans le discours du Trône, on affirme que la poursuite de notre relation, qu'il faut continuer à cultiver, doit être ancrée dans un respect mutuel et les intérêts communs des deux nations souveraines. Le président des États-Unis fait des déclarations qui inquiètent les Canadiens, mais je crois que ceux-ci savent que le premier ministre et les députés défendront les intérêts et la souveraineté du Canada. C'est une cause qui mérite d'être défendue et qui sera défendue.

• (1810)

Cela dit, nous ne sommes pas les seuls à agir. Je tiens à remercier les Canadiens, tant ceux de ma circonscription que ceux d'ailleurs au pays. Il est vraiment incroyable de voir tout ce qui se passe, tous ces petits actes de dissidence, comme le fait de remettre sur la table un article fabriqué aux États-Unis au lieu de l'acheter. Quand je vais à l'épicerie, je vois parfois des produits qui ont été tournés pour montrer l'arrière de l'emballage, ou des gens qui regardent d'où vient un produit et choisissent de ne pas l'acheter. Quand je passe devant les étalages de fruits et légumes frais, les produits des États-Unis semblent pratiquement oubliés, car les gens achètent des produits canadiens. Ils cherchent des produits affichant un drapeau canadien. Même s'il ne s'agit que de quelques dollars ici et là, ces actes de dissidence coûtent à l'économie américaine des centaines de millions, voire des milliards de dollars.

Les États-Unis en ressentent les effets. Des gouverneurs et des sénateurs disent aux Canadiens de ne pas s'inquiéter et de venir aux

États-Unis; ils affirment que la situation n'est pas aussi terrible qu'on le pense. Toutefois, les Canadiens poursuivent leur lutte et continuent de défendre le pays auquel ils croient. Le point positif de cette sombre situation, c'est de voir les Canadiens se serrer les coudes et célébrer notre drapeau, notre pays et notre identité.

Il est également bon de voir le premier ministre, le Cabinet et le gouvernement se mettre au travail immédiatement. Tout d'abord, il y aura une baisse d'impôt pour la classe moyenne, qui profitera à 22 millions de Canadiens et qui permettra à une famille à deux revenus d'économiser 840 \$ par année. Nous savons que les temps sont durs, c'est ce que nous avons entendu en faisons du porte-à-porte. Il s'agit d'une mesure fiable et rapide dont les Canadiens profiteront à partir du 1^{er} juillet.

Ce que j'attends avec impatience, et je sais que le premier ministre l'a promis, c'est un projet de loi concernant la création d'une seule économie canadienne. Les premiers ministres provinciaux sont à pied d'œuvre, plus désireux que jamais d'éliminer les obstacles au commerce interprovincial, mais le gouvernement fédéral doit donner l'exemple. Je suis heureux de voir le gouvernement éliminer toutes les barrières commerciales fédérales qui subsistent.

Nous avons entendu dire que ces barrières commerciales interprovinciales coûtent 200 milliards de dollars à l'économie canadienne. L'exemple classique que nous observons à Niagara, c'est qu'il est plus facile d'obtenir une bouteille de vin d'Argentine qu'une bouteille de vin d'une autre région du pays. La même chose se produit en Colombie-Britannique. Les Britanno-Colombiens ne peuvent pas trouver de bouteilles de vin du Niagara, mais peuvent facilement en acheter du Chili. Nous ne devrions pas nous engager dans cette voie, et j'ai hâte de voir les premiers ministres provinciaux collaborer avec le gouvernement fédéral pour éliminer ces obstacles au commerce.

La question ne se limite pas à une seule mesure législative. Il y a des centaines, voire des milliers de règlements qui créent ces obstacles au commerce partout au pays. Nous devons nous mettre au travail, et le gouvernement s'y met immédiatement pour veiller à renforcer notre économie et à respecter nos engagements envers les Canadiens.

Je pense qu'il ne me reste pas beaucoup de temps, mais j'aimerais parler brièvement de la crise du logement et de l'importance de construire plus de logements abordables. Je sais que le premier ministre s'est engagé à faire construire plus de logements, ce dont je me réjouis, et à mettre à profit les idées mises en œuvre après la Seconde Guerre mondiale. Construisons des maisons préfabriquées et modulaires et construisons plus de maisons abordables afin que les jeunes puissent accéder à la propriété. Ils le méritent et ils travaillent fort pour y parvenir.

Je crois que mon temps de parole est écoulé. J'ai eu beaucoup de plaisir à m'adresser à vous et j'ai très hâte aux nombreux autres débats à venir.

• (1815)

Philip Lawrence (Northumberland—Clarke, PCC): Monsieur le Président, dans son discours, le député de St. Catharines a parlé brièvement de l'élimination des obstacles au commerce interprovincial, plus précisément des obstacles fédéraux. On ne sait pas exactement quels obstacles seront éliminés. Le gouvernement éliminera-t-il les exceptions qui figurent toujours dans l'Accord de libre-échange canadien, ou prévoit-il éliminer d'autres obstacles que ceux qui s'y trouvent?

L'Adresse

Chris Bittle: Monsieur le Président, le député de Northumberland—Clarke et moi travaillons ensemble de façon intermittente depuis 20 ans, depuis nos débuts comme stagiaires en droit dans un cabinet d'avocats à St. Catharines, il y a de nombreuses années.

J'attends avec impatience le projet de loi. J'ai hâte de voir ce que le gouvernement fera pour que ces dispositions soient éliminées et, surtout, de voir le Cabinet collaborer avec les premiers ministres provinciaux pour éliminer les obstacles au commerce dans tout le pays. Il faut les éliminer. Lorsque j'ai fait du porte-à-porte, j'ai été surpris d'entendre beaucoup de Canadiens dire que cette question les inquiétait. Nous devons agir dans ce dossier, et je suis heureux que nous le fassions aussi rapidement.

[Français]

Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ): Monsieur le Président, je voudrais revenir encore une fois sur la question d'une seule économie au lieu de 13.

La Chambre a reconnu à deux reprises que le Québec est une nation distincte. La première, c'est lors de l'adoption de la motion symbolique en 2006. La deuxième, c'est durant la législature de 2019 à 2021; le gouvernement a reconnu formellement, de manière constitutionnelle, que nous étions une nation distincte. Il a voté pour ça. Or, cette distinction devrait s'arrêter au moment où il est question que le Québec ait son propre modèle économique. Être une nation distincte ne veut rien dire si, au bout du compte, il faut éteindre, étouffer et effacer notre distinction économique.

Est-ce que nos nouveaux collègues d'en face sont en train de renier leur vote passé en faveur de la distinction québécoise?

[Traduction]

Chris Bittle: Monsieur le Président, c'est tout ce que le Bloc a à offrir. En toute honnêteté, je n'ai pas parlé récemment à des gens d'affaires du Québec, mais ils veulent que les entreprises ontariennes achètent leurs produits et ils veulent que les Albertains achètent leurs produits. Je veux voir l'aluminium du Québec utilisé dans les produits canadiens. Je veux voir le vin du Niagara acheté au Québec. Ce sont là des choses auxquelles le Bloc s'oppose apparemment.

Le Bloc veut mettre en place autant d'obstacles que possible pour empêcher la croissance des entreprises québécoises. C'est absolument choquant, mais c'est tout ce que le Bloc québécois a à offrir ici. Il ne veut pas voir de croissance économique. Il veut simplement voir davantage d'obstacles et davantage de problèmes pour les entreprises québécoises, ce qui n'est pas surprenant, mais voilà où nous en sommes.

L'hon. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, l'une des toutes premières initiatives prises par le premier ministre a été de réduire la tranche d'imposition, ce qui se traduit directement par des centaines de millions de dollars de plus dans les poches des Canadiens. Je me demande si mon collègue pourrait nous faire part de ses réflexions sur l'importance de cette initiative. Je pense qu'elle établit véritablement les bases d'un nouveau gouvernement, un gouvernement qui veut faire en sorte de s'attaquer aux problèmes d'abordabilité.

• (1820)

Chris Bittle: Monsieur le Président, j'apprécie les paroles du député de Winnipeg-Nord dans cette enceinte, qui sont abondantes.

C'est un engagement que nous avons pris envers les Canadiens. Il s'agit d'un engagement fort visant à montrer aux Canadiens que

nous comprenons ce qu'ils vivent et à leur apporter un certain répit. La vie est plus chère qu'avant. L'inflation mondiale reste un problème, mais le Canada peut agir. Nous avons pris cet engagement. Le nouveau gouvernement du Canada et le premier ministre ont agi rapidement, et nous verrons ce répit le 1^{er} juillet.

Ned Kuruc (Hamilton-Est—Stoney Creek, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord féliciter tous les députés de la Chambre pour leur élection. C'est un honneur pour moi de prendre la parole aujourd'hui et de prononcer mon premier discours à la Chambre en tant que premier député conservateur de Hamilton-Est—Stoney Creek. Un nombre sans précédent de résidents de Hamilton-Est—Stoney Creek, 32 000, ont cru en moi, en notre Parti conservateur et en notre chef, Pierre Poilievre. Je tiens à remercier tous les habitants de Hamilton-Est—Stoney Creek de m'avoir accordé leur confiance. C'est un honneur et un privilège de pouvoir faire entendre leur voix à Ottawa.

Je tiens surtout à remercier mon épouse pour tout ce qu'elle a fait. Je la remercie de m'avoir accompagné à chaque étape de ce parcours, de m'avoir accordé son soutien indéfectible et d'avoir toujours cru en moi. Elle m'a aidé à devenir la personne que je suis aujourd'hui. Je lui suis extrêmement reconnaissant pour son amour et son soutien. Je tiens également à remercier mes enfants, Vonn, Ilija et ma princesse, Ivanna. Ils sont la principale source de motivation et d'inspiration qui m'a poussé à me lancer dans cette aventure pour m'assurer qu'ils bénéficient, ainsi que tous les autres enfants, des mêmes possibilités que les générations précédentes. Papa les aime très fort.

Je tiens à remercier mes premiers directeurs de campagne et amis, Ken Audziss et Ian Thompson, ainsi que mon présent directeur de campagne et ami, Jonathan Stathakos, qui s'est joint à mon équipe en 2021, alors qu'il était encore tout jeune, après avoir cliqué sur une publicité sur Facebook. Ensemble, nous avons écrit une page d'histoire.

Je m'adresse maintenant à Grant MacLean et Jennifer Devolin. Leur expérience était la main ferme dont nous avions besoin pendant cette période tumultueuse. Je remercie Connor Fraser, Drashko Zdero, Jora Purwall, Akal Purwall, mon frère Rob Kuruc, le noyau de l'équipe et les centaines de bénévoles de tous les efforts qu'ils ont déployés. Je remercie également Vince Valleri, Paul Russamano, Vesel Sobot, Nicica Miskovic et Novica Miskovic d'avoir cru en la liberté. Je tiens aussi à remercier Bob Bratina, l'ancien député libéral de Hamilton East—Stoney Creek, d'avoir toujours accordé la priorité aux habitants de notre collectivité, en particulier lorsqu'il a reconnu que le gouvernement libéral avait tort. Je le remercie d'avoir appuyé ma candidature et de m'avoir soutenu.

Je remercie mes collègues de Niagara-Ouest et de Flamborough—Glanbrook—Brant-Nord, des conseils qu'ils m'ont prodigués et du rôle de grands frères qu'ils ont joué auprès de moi dans le domaine politique. Je tiens à remercier aussi les clubs conservateurs de l'Université de Toronto, de l'Université métropolitaine de Toronto et du Collège universitaire Redeemer, ainsi que tous les jeunes qui m'ont aidé à accomplir ce cheminement. Ils ont eu un effet très bénéfique, car ils se battaient pour l'enjeu le plus important, c'est-à-dire leur avenir. Je remercie tout particulièrement Mariuz, Joanna, Juliet et Hanna Kurjanowiz. Leur travail acharné et leur dévouement ont été sans égal.

Je suis fier de dire que je viens d'Hamilton-Est—Stoney Creek et de Winona. C'est là que je suis né et que j'ai été élevé par deux parents aimants, qui sont venus au Canada de l'ex-Yougoslavie en 1967 à la recherche d'une vie meilleure. C'est là que se sont déroulés les premiers chapitres de ma vie: mon baptême à la cathédrale orthodoxe serbe St. Nicholas, sur le chemin Nash, mes études à l'école primaire Memorial et l'obtention de mon diplôme de l'école secondaire Orchard Park.

Aujourd'hui, ma femme et moi élevons nos enfants dans la même maison que celle où j'ai grandi, entourés de la même communauté qui a façonné la personne que je suis aujourd'hui. Je suis fier d'être passé à l'histoire en devenant le premier député d'origine serbe. C'est un honneur et un privilège de représenter ma communauté serbe à la Chambre des communes.

Je tiens à dire aux habitants d'Hamilton-Est—Stoney Creek, souvent appelée la ville de l'acier, que ma porte leur sera toujours ouverte, peu importe pour qui ils ont voté. Je suis là pour eux.

Lors d'une récente entrevue, le premier ministre a voulu savoir quelle quantité d'acier nous utilisons au juste. Je suis fier de souligner que l'acier d'Hamilton est utilisé partout dans notre grand pays et dans le monde entier. En fait, on en trouve même dans cet édifice. Les poutres au-dessus de nos têtes ont été fabriquées juste à l'extérieur de ma circonscription par Walters Group. Hamilton a donc participé à la construction de la Chambre des communes.

● (1825)

Après avoir entendu le discours du Trône du gouvernement, je dois dire que je suis profondément déçu. Les libéraux ont fait campagne en affirmant que le Canada était en crise et que le CV du premier ministre allait remédier à cela. La réalité, c'est que nous sommes revenus au Parlement avec les mêmes ministres, sans budget et avec des libéraux prêts à partir en vacances d'été juste après avoir prorogé la législature pendant six mois. Si les libéraux n'ont pas de plan, ils n'ont qu'à continuer d'utiliser celui des conservateurs.

Les conservateurs sont prêts à se retrousser les manches et à se mettre au travail pour les Canadiens. De ce côté-ci de la Chambre, les conservateurs ont un plan pour faire du Canada un pays sécuritaire, autonome et uni, où le coût de la vie est abordable. Nous devons faire baisser le coût de la vie et nous continuerons d'exiger un budget qui dit la vérité sur le déficit et qui réduit les dépenses, les impôts et l'inflation.

Il faut donner les coudées franches au secteur de la construction afin de permettre la construction de maisons en misant sur la réduction des taxes et des formalités administratives pour les acheteurs et les bâtisseurs. Nous devons restaurer le rêve de l'accession à la propriété que les libéraux ont détruit. Nous voulons des maisons dans des quartiers où les enfants peuvent jouer dehors, où les personnes âgées peuvent se promener en toute sécurité et où nos voitures ne se font pas voler pendant la nuit.

L'Adresse

Nous devons rétablir l'indépendance économique en libérant nos entreprises et nos ressources. Nous voulons tous mettre un terme définitif aux droits de douane avec les États-Unis, et nous travaillons avec le gouvernement pour y parvenir. Nous devons également nous efforcer de rendre notre propre économie plus indépendante et autonome. Le gouvernement doit supprimer les lois, les taxes et les règlements qui paralysent les mines, les pipelines, les usines de GNL et les barrages hydroélectriques afin de réduire notre dépendance à l'égard des États-Unis.

Nous devons assurer la sécurité dans nos communautés en enfermant les délinquants dangereux et en sécurisant nos frontières. Nous nous battons pour mettre fin à la libération sous caution et pour promouvoir le traitement de la toxicomanie. Nous devons maîtriser l'immigration après une décennie de mauvaise gestion libérale. La population canadienne est particulièrement accueillante, mais le système de santé, le marché de l'immobilier et celui de l'emploi sont aujourd'hui débordés parce que la croissance démographique a été trop rapide.

Ces priorités représentent nos objectifs, et les conservateurs se battront pour les atteindre.

En fin de compte, même si les agrégateurs de sondages estimaient à 1 % la probabilité que les conservateurs l'emportent dans Hamilton-Est—Stoney Creek, nous savions que les gens voulaient du changement. C'est pourquoi je suis ici aujourd'hui. Au cours des dernières semaines, on m'a demandé quel était le secret de ma victoire. Jusqu'à maintenant, j'ai toujours répondu que j'avais été élu grâce à mon travail infatigable. Or, aujourd'hui, je veux confier un secret à la Chambre. Ma victoire est attribuable à *l'inat*, un mot serbe que Google définit comme une persévérance tenace nourrie par la fierté et la passion. C'est simple: mon équipe et moi refusons catégoriquement d'accepter la défaite.

C'est cette même mentalité qui a poussé mes parents à émigrer dans un pays qui leur offrait la liberté et des débouchés pour eux et leurs futurs enfants. Mon père, Ilija Kuruc, qui gardait des moutons lorsqu'il était enfant dans un village serbe appelé Strmica, et ma défunte mère, Ivanka Kuruc, qui a grandi dans une maison au toit de paille dans un minuscule village croate appelé Ledenik, ont laissé derrière eux leurs origines modestes pour aller s'installer au Canada, la terre des possibilités. C'est là qu'ils ont pu réaliser leurs rêves et que j'ai pu réaliser les miens. C'est grâce au Canada et à des efforts inlassables que l'enfant de simples villageois a pu se faire élire au Parlement.

Pierre Poilievre m'a appris que nous sommes les serviteurs et non les maîtres. Je suis prêt à servir. J'aime notre pays. Que Dieu bénisse le Canada.

● (1830)

Le Président: La Chambre s'ajourne à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 30.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mercredi 28 mai 2025

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS			
La résilience communautaire		Paul-Hus	29
Hirtle	25	Carney	29
Le secteur pétrolier et gazier de l'Alberta		Paul-Hus	29
Aboultaif	25	Carney	29
Whitby		Le discours du Trône	
Turnbull	25	Blanchet	29
Parry Sound—Muskoka		Carney	29
Aitchison	25	Les relations intergouvernementales	
La relève dans Argenteuil—La Petite-Nation		Blanchet	30
Lauzon	26	Carney	30
La marque de bétail nationale		Le changement climatique	
Kurek	26	Blanchet	30
L'éducation civique dans les écoles		Carney	30
Tesser Derksen	26	Les ressources naturelles	
La Journée mondiale du lait		Stubbs	30
Perron	26	Hodgson	30
Félicitations à un centenaire		Stubbs	30
Ruff	26	Hodgson	30
La santé mentale		Ross	30
Bains	27	Hodgson	31
L'antisémitisme		Ross	31
Baber	27	Dabrusin	31
Les priorités du gouvernement		La tarification du carbone	
Khalid	27	Rowe	31
Les opioïdes		Dabrusin	31
Kronis	27	Les ressources naturelles	
Halifax		Lawton	31
Miedema	27	Joly	31
Le travail		Martel	31
Reynolds	28	Joly	32
Carleton		Les institutions démocratiques	
Fanjoy	28	Barsalou-Duval	32
		Guilbeault	32
		Barsalou-Duval	32
		Champagne	32
		Le logement	
		Lantsman	32
		Robertson	32
		Lantsman	32
		Robertson	33
		Aitchison	33
		Champagne	33
		Aitchison	33
		Champagne	33
		Hardy	33
		Champagne	33
		L'économie	
		Fancy-Landry	33
		Champagne	33
		La sécurité publique	
		Lewis (Haldimand—Norfolk)	34
QUESTIONS ORALES			
Les finances			
Scheer	28		
Carney	28		
Scheer	28		
Carney	29		
L'industrie pétrolière et gazière			
Scheer	29		
Carney	29		
Les finances			
Paul-Hus	29		
Carney	29		

Anandasangaree	34
Lewis (Haldimand—Norfolk)	34
Anandasangaree	34
Uppal	34
Sahota	34
La santé mentale et les dépendances	
Ma	34
Anandasangaree	34
La sécurité publique	
Gill (Brampton-Ouest)	35
Sahota	35
L'éthique	
Barrett	35
MacKinnon	35
Barrett	35
MacKinnon	35
Berthold	35
MacKinnon	35
Berthold	36
MacKinnon	36
L'économie	
Auguste	36
LeBlanc	36
Les finances	
Hallan	36
Champagne	36
Hallan	36
Joly	36
Cobena	36
Champagne	37
Les affaires du Nord	
Earle	37
Chartrand	37
Les pêches et les océans	
Small	37
Thompson	37
L'emploi	
Davies (Vancouver Kingsway)	37
Hajdu	37
Présence à la tribune	
Le Président	37

AFFAIRES COURANTES

La Commission canadienne des droits de la personne	
Le président	38
Le directeur général des élections	
Le président	38
Les pétitions	
Le recyclage des navires	
Johns	38
Chypre	
Genuis	38

Les anciens combattants	
Vis	38
La réforme électorale	
May	38
Demande de débat d'urgence	
Le bien-être des enfants autochtones au Canada	
Idlout	39
Décision de la présidence	
Le Président	39

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
Scheer	39
Amendement	43
Lamoureux	43
Savard-Tremblay	43
Lake	44
Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)	44
Hanley	44
Bonin	46
Lamoureux	46
Brunelle-Duceppe	46
Khalid	47
Hoback	47
Simard	48
Lamoureux	48
Blanchet	48
Sous-amendement	50
Groleau	51
Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)	51
Savard-Tremblay	51
Guglielmin	51
Lamoureux	52
Les comités pléniers	
La nomination au poste de président	
Le Président	52
Adoption de la motion	52
Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
Lamoureux	52
Viersen	55
Simard	55
Fergus	55
Groleau	55
Bonin	56
Gerretsen	56
Cobena	56
Danko	57
Kelly	57
Bonin	58
Hardy	58
Lamoureux	59
Simard	60
Paul-Hus	60
Bittle	60
Lawrence	61
Savard-Tremblay	62

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>